

Alimentation en eau

HR/2006/7169 du 22/09/2006

Commune de SALLES SUR L'HERS

Nom du réseau	Gestionnaire	Population Permanente	Population Estivale	Population Hivernale
SALLES SUR L'HERS	MAIRIE DE SALLES SUR L'HERS	540	902	540

Consommation journalière : 157 m³

Alimentation en eau potable des réseaux

Nom du réseau	Alimenté par:	Implanté sur la commune de	Date avis géologique	Date DUP
---------------	---------------	-------------------------------	-------------------------	-------------

Captages publics utilisés pour l'AEP, implantés sur la commune

Nom du captage	Coordonnées Lambert 3			Date avis géologique	Date DUP
	X	Y	Z		
PUITS DU STADE(JAMMAS)ABANDON de SYNDICAT I.A.E. SALLES SUR L'HERS	555 390,00	110 270,00	212,00		

Qualité de l'eau distribuée:

Voir tableau joint

Installations alimentant une unité de distribution

UGE - Nom	INS - Nom	AMONT - INS - Nom	AMONT	AMO	AMONT - INS - UGE - Nom
SALLES SUR L'H	SALLES SUR L'H	TRAITEMENT SAINT FELIX	2,00	TTP	SYNDICAT SUD OCCIDENTAL E. M. N.
SALLES SUR L'H	SALLES SUR L'H	TRAITEMENT SYND SALLES/HERS	1,00	TTP	SYNDICAT I.A.E. SALLES SUR L'HERS
SALLES SUR L'H	SALLES SUR L'H	USINE DE PICOTALEN	3,00	TTP	SYNDICAT SUD OCCIDENTAL E. M. N.

BILAN ANALYTIQUE DE LA QUALITE DES EAUX

SALLES SUR L'HERS

RESEAU C BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE

			CL2LIB	ANAE	CTF	CTHF	GT22	GT37	STRF	NH4	NO2	CDT	PH	TURB
20/01/03	C	C	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00	0,00		195,00	8,00	0,50
10/03/03	N	C	0,00	0,00	0,00	0,00	58,00	3,00	2,00	0,00		194,00	8,00	0,20
20/03/03	C	C	0,00	0,00	0,00	0,00	15,00	2,00	0,00	0,00		190,00	8,05	0,30
12/05/03	C	C	0,00	0,00	0,00	0,00	15,00	3,00	0,00	0,00	0,00	174,00	8,05	0,30
07/07/03	N	C	0,00	0,00	40,00	0,00	32,00	5,00	0,00	0,00		162,00	8,15	0,20
30/07/03	N	C	0,00	0,00	6,00	0,00	20,00	1,00	0,00	0,00		154,00	8,15	0,20
04/09/03	N	C	0,00	0,00	6,00	0,00	11,00	3,00	0,00	0,00		166,00	8,15	1,30
09/09/03	C	C	0,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		164,00	8,20	0,34
02/10/03	C	C	0,00	0,00	0,00	0,00	7,00	0,00	0,00	0,00		173,00	7,90	0,36
27/11/03	N	C	0,00	0,00	56,00	1,00	34,00	12,00	4,00	0,00		182,00	7,85	0,26
03/12/03	C	C	0,00	0,00	0,00	0,00	30,00	2,00	0,00	0,00		175,00	7,60	0,75
07/01/04	C	C	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		195,00	7,80	0,65
02/03/04	C	C	0,00	0,00	0,00	0,00	26,00	10,00	0,00	0,00		182,00	7,90	0,05
22/04/04	C	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04		177,00	7,65	0,22
01/06/04	C	C	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	0,00	0,00		161,00	7,75	0,11
06/09/04	C	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192,00	7,70	0,35
06/10/04	C	C	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00		172,00	7,70	0,45
15/11/04	C	C	0,00	0,00	0,00	0,00	4,00	2,00	0,00	0,00		198,00	7,70	0,10
17/01/05	C	C	0,00	0,00	0,00	0,00	8,00	4,00	0,00	0,00		212,00	7,85	0,20
03/03/05	C	C	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00		194,00	7,85	2,48
28/04/05	C	C	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	120,00	0,00	0,00		218,00	8,00	1,21
30/05/05	C	C	0,00	0,00	0,00	0,00	180,00	20,00	0,00	0,00		174,00	7,90	0,00
27/06/05	C	C	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00		159,00	7,75	0,00
02/08/05	C	C	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00	1,00	0,00	0,00		217,00	7,75	0,39
29/11/05	N	C	0,00	14,00	0,00	0,00	36,00	4,00	2,00	0,00	0,00	228,00	7,90	0,50
06/12/05	C	C	0,00	5,00	0,00	0,00	45,00	0,00	0,00	0,00		233,00	7,85	0,30
13/04/06	C	C	0,25	0,00	0,00	0,00	42,00	37,00	0,00	0,00	0,00	225,00	8,00	0,33
16/05/06	C	C	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		227,00	7,85	0,40
14/06/06	C	C	0,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		226,00	8,05	0,28

Conformité chimique ou bactériologique

C Conforme

N Non conforme



Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
14, rue du 4 septembre
B.p. 48
11021 Carcassonne Cedex

PREFECTURE DE L'AUDE

ARRETE PREFECTORAL N° 2002-5160

relatif à l'utilisation à des fins de consommation humaine d'eau prélevée dans le milieu naturel
et réservée à l'usage personnel d'une famille

LE PREFET DE L'AUDE

Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 1311-1 et L 1311-2,
- Vu le Code Minier,
- Vu le Code de l'Urbanisme,
- Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,
- Vu le Décret N° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine,
- Vu l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers de demande d'autorisation d'utiliser l'eau à des fins de consommation humaine,
- Vu l'arrêté Préfectoral du 20 juillet 1979 modifié portant Règlement Sanitaire Départemental,
- Vu l'Avis du Conseil Départemental d'Hygiène, lors de sa séance du 19 décembre 2002,

ARRETE

ARTICLE 1 - Déclaration

L'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel et réservé à l'usage personnel d'une famille, est soumise à déclaration auprès de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, et pour tout forage d'une profondeur supérieure à 10 mètres, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

ARTICLE 2 - Conditions d'autorisation

L'usage pour l'alimentation humaine de l'eau d'un captage privé ne peut être envisagé :

- qu'en cas d'impossibilité de desserte par un réseau public de distribution d'eau potable,
- si l'alimentation peut s'effectuer de façon pérenne et en quantité suffisante pour l'ensemble des besoins, soit au minimum 200 litres par jour et par personne ;
- à partir d'une ressource peu vulnérable et bien protégée.

ARTICLE 3 : Maîtrise foncière et aménagement du captage

L'utilisateur d'un captage privé doit maîtriser l'usage des sols dans un rayon minimum de 35 mètres autour du captage, et ce périmètre doit être exempt de source de pollution. En cas d'impossibilité de satisfaire à ces obligations, le pétitionnaire peut requérir l'avis d'un l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique, qui est seul habilité à proposer des dérogations qui peuvent s'accompagner de contraintes techniques.

L'ouvrage doit préserver le caractère initial de la ressource et son aménagement doit permettre d'éviter tout apport de pollution extérieure.

L'orifice du captage doit être protégé par une couverture s'élevant à 50 cm au minimum au dessus du sol, ou du niveau des plus hautes eaux connues si le terrain est inondable.

Le dispositif de fermeture et les éventuelles aérations du captage doivent être conçus de manière à empêcher l'intrusion d'animaux et de corps étrangers.

Si le captage est un puits ou un forage, la paroi doit être étanche dans la partie non captante et au moins sur le premier mètre au-dessous du sol. En outre, sur une distance minimale de 2 mètres autour de l'ouvrage, le sol est rendu étanche en vue d'assurer une protection contre l'infiltration d'eaux superficielles.

ARTICLE 4 : Qualité de l'eau

Une analyse de l'eau, afin de fournir les informations minimales nécessaires à l'évaluation de sa qualité, est jointe à la déclaration visée à l'article 1.

Les paramètres suivants sont recherchés : Eschérichia Coli, Entérocoques, Bactéries Sulfito-réductrices y compris les spores, Coliformes Totaux, Numération de germes aérobies revivifiables à 22 °C et à 37°C, Nitrates, Nitrites, Température, Odeur, Saveur, Couleur, Turbidité, Oxydabilité KMNO4 ou COT, Ammonium, pH, conductivité, chlorures, TAC, TH, Sulfates, Calcium, Magnésium, Sodium.

En fonction des caractéristiques de l'eau, de la localisation ou de l'environnement d'un captage, la recherche de paramètres complémentaires pourra être demandée par l'autorité sanitaire.

Les prélèvements d'échantillons en vue d'analyses sont effectués par les agents visés à l'article 14 du décret N° 2001-1220 du 20 décembre 2001.

Les analyses des échantillons d'eau sont réalisées par les laboratoires visés à l'article 16 du Décret N° 2001-1220 du 20 décembre 2001.

Les frais de prélèvements et d'analyses sont à la charge du pétitionnaire.

ARTICLE 5 : Traitement

L'eau du captage doit respecter en permanence les exigences de qualité de l'annexe I du décret N° 2001-1220 du 20 décembre 2001.

Quand la qualité de l'eau brute ne permet pas de satisfaire en permanence à ces exigences, un traitement adapté doit être mis en place. Cette installation de traitement ne doit pas nécessiter de compétences particulières au niveau de l'exploitation et doit faire l'objet d'un contrat d'entretien par une entreprise spécialisée.

Les produits et procédés de traitement utilisés pour la potabilisation des eaux doivent être agréés par le Ministère de la Santé.

ARTICLE 6 : Matériaux placés au contact de l'eau . Entretien des installations

Les matériaux utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution des eaux ne doivent pas être susceptibles de dégrader la qualité de ces eaux ; ils doivent avoir fait l'objet d'un agrément du Ministère de la Santé.

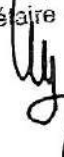
L'ensemble de l'installation devra être conçue pour éviter tout risque de pollution, être accessible et faire l'objet d'un nettoyage et d'un entretien régulier.

ARTICLE 7 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement et Mesdames et Messieurs les maires du département de l'Aude sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Carcassonne, le 23 JAN. 2003

Le PREFET,

Pour le préfet et par délégué
le secrétaire général de la préfecture

H. JEAN

COMMUNE DE SALLES-SUR-L'HERS

*du Le Comité de Développement
X*

SCHEMA COMMUNAL D'ASSAINISSEMENT

DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE



GAEA

ENVIRONNEMENT

Ingénierie de l'eau et des milieux naturels

Agence de LIMOUX

Pépinière d'entreprises,
5, Av. de la Gare 11 300 LIMOUX
Tél. : 04.68.31.83.72. Fax : 04.68.31.80.59

Siège social

Plein Sud Entreprises
E.E.M. 66 600 RIVESALTES
Tél. : 04.68.64.57.57, Fax : 04.68.64.59.64

Août 2001

DOCUMENTS CARTOGRAPHIQUES ANNEXES

• **PIECE N° 1 : ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT**

- *Planche cartographique : Cartes d'aptitude des sols et filières d'assainissement autonome préconisées*

- *Planche cartographique : Carte de zonage de l'assainissement*

SOMMAIRE

PREAMBULE

● *Pièce N° 1 : ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT COMMUNAL*

I. OBJET

II. DESCRIPTION DE LA DEMARCHE ENTREPRISE

III. RAPPEL DE L'APTITUDE DES SOLS EN PLACE

IV. ZONE D'ASSAINISSEMENT

IV.1. Paramètres retenus pour élaborer la carte de zonage

IV.2. Les zones urbanisées et urbanisables en assainissement collectif

IV.3. Les zones urbanisées en assainissement autonome

IV.4. Les zones urbanisables en assainissement autonome

IV.5. Les zones non urbanisables à court et moyen terme

● *Pièce N° 2 : CONTEXTE REGLEMENTAIRE*

I. OUVRAGE RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

I.1. Contrôle des filières d'assainissement autonome

I.2. Entretien des filières d'assainissement autonome

II. OUVRAGE RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

II.1. Gestion de l'assainissement collectif

III. OBLIGATION DE RACCORDEMENT DES EAUX USEES

IV. REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT

● *Pièce N° 3 : ANNEXE*

ANNEXE 1 : Schéma de principe des filières préconisées d'assainissement autonome

PREAMBULE

L'étude demandée par la commune de Salles-sur-L'Hers à la Société GAEA Environnement, Ingénierie de l'Eau et des Milieux Naturels a pour but de proposer aux élus l'élaboration d'un schéma communal d'assainissement avec zonage du territoire communal (au sens de l'article 35-III de la loi sur l'Eau).

Des rapports et des réunions d'informations intermédiaires ont permis de présenter l'analyse de la situation actuelle, de proposer aux élus et administrés ainsi qu'au Groupe de Pilotage des scénarios d'assainissement.

Le document final a consisté en une mise au point détaillée du scénario d'assainissement qui permettra une définition des tracés et des ouvrages à réaliser et à réhabiliter, de leurs caractéristiques, des zones relevant de chaque type d'assainissement, et du phasage des opérations, en fonction des décisions prises par le conseil Municipal et le Groupe de Pilotage.

Le zonage de l'assainissement est un document qui traduit le choix de la commune en faveur d'un mode d'assainissement donné. Ses prescriptions sont applicables après validation des résultats d'enquête publique et contrôle de légalité du Préfet.

Le dossier d'enquête publique présente le résultat de l'étude du zonage d'assainissement telle que définie dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et du décret n°94-459 du 3 juin 1994 relatif aux eaux usées domestiques.

PIECE N° 1

**ZONAGE DE
L'ASSAINISSEMENT
COMMUNAL**

PIECE N° 1

**ZONAGE DE
L'ASSAINISSEMENT
COMMUNAL**

I. OBJET

La délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif constitue une étape primordiale pour la préservation de l'environnement, pour le respect de l'existant et pour la cohérence avec l'urbanisation du territoire communal.

Cette étude de zonage d'assainissement a pour objet d'apporter à la commune de Salles-sur-L'Hers tous les éléments nécessaires à la bonne gestion de l'assainissement collectif et non collectif.

Par ailleurs, la démarche répond, en partie, aux obligations légales indiquées dans le Code général des Collectivités Territoriales à l'article L.2224-10 (art.35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992) ainsi rédigé :

« Les communes ou leurs groupements délimitent, après enquête publique :

- Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,*
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elles le décident, leur entretien...».*
- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,*
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement ».*

Ces deux derniers points devront faire l'objet d'une étude hydraulique générale sur la commune de Salles-sur-L'Hers.

L'article 2 du décret du 3 juin 1994 indique que peuvent être placées en zone d'assainissement non collectif, les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût sera excessif.

L'article 3 du décret du 3 juin 1994 précise que le dossier soumis à enquête publique se composera d'un plan de zonage, ainsi que d'une notice explicative décrivant et justifiant le zonage proposé.

II. DESCRIPTION DE LA DEMARCHE ENTREPRISE

Une concertation avec les élus et l'étude du schéma communal d'assainissement a permis de mettre en valeur :

- Les zones urbanisées qui seront desservies par le réseau d'assainissement.
- Les zones urbanisables en assainissement collectif dans l'attente d'une éventuelle extension des collecteurs suivant la pression foncière du secteur et la capacité nominale des ouvrages de traitement.
- Les zones urbanisées en assainissement autonome.
- Les zones urbanisables en assainissement autonome.

L'appréciation de l'aptitude des sols au géoassainissement a été réalisée sur ces dernières zones. Elle avait pour but de définir les prescriptions techniques d'assainissement autonome les plus adaptées aux types de sols naturels rencontrés, conformément à la normalisation française de l'AFNOR : DTU 64.1 d'août 1998, relative à la « Mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome ».

- Les zones non urbanisables.

III. RAPPEL DE L'APTITUDE DES SOLS EN PLACE

L'étude pédologique des sols a permis, sur l'ensemble des zones d'études, d'apprécier l'aptitude des sols en place à l'assainissement autonome.

Les principaux facteurs limitants sont : la perméabilité, l'épaisseur des sols en place, et exceptionnellement la présence d'hydromorphie, de nappe superficielle et les pentes.

L'aptitude médiocre des sols nécessite la mise en place de dispositifs d'assainissement autonome sur sol reconstitué.

La concentration d'ouvrages à réhabiliter et à drainer nécessitera des contrôles plus réguliers afin de s'assurer du bon fonctionnement des filières d'assainissement individuel.

Une limitation des extensions urbanisables dans les secteurs défavorables à un assainissement autonome classique (tranchées d'infiltration) doit être envisagée. Une superficie minimale des parcelles urbanisables devra être imposée à 2500 m². La possibilité d'évacuation des effluents traités devra également être prise en considération. Dans le cadre des scénarios d'assainissement proposés, il sera tenu compte de ce facteur limitant tout particulièrement dans le secteur NAg.

IV. ZONE D'ASSAINISSEMENT

Une carte de zonage d'assainissement a été dressée sur les zones d'études. Ce document visualise les zones d'assainissement collectif et non collectif.

IV.1. Paramètres retenus pour élaborer la carte de zonage :

Les paramètres suivants sont déterminants dans la cartographie du zonage d'assainissement :

- Le scénario du schéma d'assainissement communal retenu par les élus tient compte de l'existant, des perspectives d'évolution de l'habitat, des possibilités d'un raccordement futur des zones urbanisables du P.O.S., du développement des infrastructures routières et du périmètre de prévention contre les inondations liées au ruissellement pluvial urbain et aux crues torrentielles concernant les secteurs NA et UE aux lieux-dits « La Plaine de Caneville » et la zone artisanale.
- L'aptitude des sols en place à diffuser et à traiter les effluents d'eaux usées reçus.
- Lorsque la topographie le permet un raccordement gravitaire au réseau collectif.
- Les contraintes liées à la nature des sols en place et à la topographie.
- La cohérence avec les documents de planification urbaine et la capacité nominale des ouvrages de traitement financièrement réalisable par la commune en fonction des modalités d'attribution ses aides.

IV.2. Les zones urbanisées et urbanisables en assainissement collectif :

Sur la carte de zonage, elles sont hachurées avec une trame de couleur verte - jaune.

Elles correspondent à des zones urbanisées qui sont – ou qui seront dans le futur – raccordées au réseau collectif des eaux usées. La commune aura ainsi à sa charge la collecte, le stockage, l'épuration et le rejet des effluents domestiques collectés. Elles sont établies sur la base d'une capacité nominale de 600 E.H pour la station d'épuration.

Ont été placées dans cette catégorie :

■ Toutes les zones U du plan d'occupation des Sols.

■ Les zones NAa et le secteur Sud de la zone NA au lieu-dit « La Plaine de Caneville ». Lors d'une éventuelle demande d'urbanisation une surface minimale de parcelle comprise 1000 m² et 1500 m² devrait limiter les risques de concentration des habitations.

L'harmonisation du bâti existant devra être respectée afin d'éviter la création d'un pôle d'urbanisation d'aspect concurrentiel au secteur UC. Actuellement cette surface minimale n'est pas réglementée par le P.O.S.

Le secteur NAA, regroupant les lieux-dits « Engauzy et Pégoutel », recouvre une superficie globale de 13ha dont 9ha sont susceptibles d'être urbanisés sous réserve d'opérations groupées et après la réalisation des travaux de viabilité.

L'obligation de raccordement au réseau d'assainissement existant est compatible avec les résultats d'aptitude médiocre des sols en place et la proximité du tracé existant.

Les habitations existantes devront rester en assainissement autonome jusqu'à leur raccordement au réseau. Quand il sera créé, elles seront dans l'obligation de se raccorder dans un délai de deux ans.

IV.3. Les zones urbanisées en assainissement autonome :

Sur la carte de zonage, elles sont hachurées avec une trame de couleur marron.

Elles correspondent à des zones d'habitat diffus, pour lesquelles aucun projet n'est en cours mais susceptibles d'être, ponctuellement, urbanisables dans l'avenir et pour lesquelles **une étude des sols à la parcelle permettra de définir précisément la filière de traitement et son dimensionnement adapté à la nature des sols en place ou remaniés.**

Le raccordement gravitaire ou le refoulement au réseau existant seront exclus.

La superficie des parcelles devra être au minimum de 2000 m² dans les secteurs d'appréciation de bonne à moyenne aptitude.

Dans les secteurs d'une appréciation de l'aptitude médiocre, la superficie minimale des parcelles conseillée est de 2500 m².

Dans l'éventualité de mise en place de filière de traitement drainé au fossé, la compatibilité entre la nature du rejet et le milieu récepteur sera vérifiée.

La commune sera tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et si elle le décide, leur entretien.

Les dysfonctionnements des dispositifs d'assainissement autonome des habitations existantes dans les zones d'études responsables des rejets de surface d'effluents non-traités devront être supprimés.

Ont été placées dans cette catégorie :

■ **Toutes les zones d'habitation en secteur NB** du plan d'occupation des Sols. Le secteur NB, rive droite de la rivière l'Hers-Mort, offre également une perspective d'urbanisation diffuse. Le secteur n'est pas soumis aux contraintes du périmètre de prévention contre les inondations. Une superficie de plus de 4ha reste urbanisable. L'ensemble du secteur est desservi partiellement par les équipements. Ils permettent d'assurer un départ immédiat des constructions. Compte tenu du parcellaire existant et des résultats de l'étude des sols une superficie minimale de 2000 m² semble adaptée au site.

Les résultats d'une appréciation de l'aptitude moyenne du secteur à bâtir, permettent la réalisation d'un assainissement individuel, dans les sols en place du type tranchées d'infiltration avec toutefois quelques aménagements.

Le secteur du lieu-dit « Roumanelles » à l'extrémité Est de la zone précitée et en périphérie du village (à l'Est du cimetière et lieu-dit « Lamargoy ») nécessite la mise en place de filières d'assainissement dans des sols reconstitués et drainés du type filtre à sable vertical drainé.

■ Toutes les zones d'urbanisées des secteurs NA, NAg, NC et NCg du plan d'occupation des Sols.

Chacune des zones urbanisées a bénéficié dans le cadre du schéma d'assainissement d'une première appréciation globale de l'aptitude des sols à l'assainissement individuel. Pour chacune des habitations renseignées la définition et les coûts estimatifs des réhabilitations dans l'éventualité de dysfonctionnement ou de non-conformité de la filière par rapport à la réglementation en vigueur ont été stipulés.

Une étude complémentaire du type avant projet sommaire à l'échelle individuelle affinera le choix définitif de la filière de traitement, son emplacement et les coûts des travaux de réhabilitation exacts.

IV.4. Les zones urbanisables en assainissement autonome :

Sur la carte de zonage, elles sont hachurées avec une trame de couleur rose.

Elles correspondent à des zones naturelles constituant des réserves foncières importantes. Une étude des sols à la parcelle permettra de définir précisément la filière de traitement et son dimensionnement adapté à la nature des sols en place ou remaniés.

Le raccordement gravitaire ou le refoulement au réseau existant seront exclus. La superficie des parcelles devra être au minimum de 2000 m² dans les secteurs d'appréciation d'une bonne à moyenne aptitude.

Dans les secteurs d'une appréciation de l'aptitude médiocre, la superficie minimale des parcelles conseillée est de 2500 m².

Dans l'éventualité de mise en place de filière de traitement drainé au fossé, la compatibilité sera vérifiée entre la nature du rejet et le milieu récepteur.

La commune sera tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et si elle le décide, leur entretien.

Les dysfonctionnements des dispositifs d'assainissement autonome des habitations existantes dans les zones d'études responsables des rejets de surface d'effluents non-traités devront être supprimés.

Ont été placées dans cette catégorie :

■ Toute la zone NA secteur rive droite de la rivière L'Hers du plan d'occupation des Sols.

Seuls les résultats de l'appréciation d'une aptitude moyenne du secteur à bâtir au Sud de la zone NA permettent la réalisation d'un assainissement individuel dans les sols en place du type tranchées d'infiltration avec toutefois quelques aménagements.

Sur la majorité du secteur la mise en place de filière d'assainissement dans des sols reconstitués et drainés du type filtre à sable vertical drainé sera nécessaire.

L'urbanisation de ce secteur même sous la forme d'une opération groupée ne pourra être raccordée au réseau d'assainissement. Seule la solution d'assainissement semi-collectif sera envisageable. Afin de ne pas créer un pôle d'urbanisation concurrentiel du secteur limitrophe NB, la superficie minimale des parcelles imposée sera de 1500 m² à 2000 m² et non de 800 m².

La contrainte majeure de ce secteur est l'importance des superficies du parcellaire et l'absence de fossé.

■ Toute la zone NAg du plan d'occupation des Sols.

Les deux contraintes majeures au développement de l'urbanisation du secteur sont l'appréciation d'une aptitude médiocre des sols, imposant une filière dans des sols reconstitués du type filtre à sable vertical drainé ou terre d'infiltration drainé ou non avec relevage des effluents et une urbanisation sous la forme de lotissements dont la superficie des terrains réservés à l'accueil de l'habitat groupé ne pourra excéder 2ha et 15ha pour un habitat diffus.

■ Toutes les zones NC et NCg, du plan d'occupation des Sols.

Ces zones ne sont pas hachurées

En secteur NC et NCg, le développement de l'urbanisation ne peut être que sous forme ponctuelle lié à l'activité agricole ou d'équipement collectif en rapport avec l'activité du plan d'eau. Seule une solution d'assainissement individuel de traitement des effluents peut être envisagée. Elle devra tenir compte des résultats des études de sols et d'appréciation de l'aptitude au géoassainissement.

Une étude des sols à la parcelle permettra de définir précisément la filière de traitement et son dimensionnement adapté à la nature des sols en place ou remaniés.

IV.5. Les zones non urbanisables à court et moyen terme :

Ces zones ne sont pas hachurées

Elles correspondent à des zones naturelles sur lesquelles aucun projet d'urbanisation n'est prévu à court et moyen terme.

PIECE N° 2

CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Conformément au décret N° 94-469 du 3 juin 1994, les petites agglomérations dont la production de DBO₅ est moins de 120kg/jour (soit une population inférieure à 2000 E.H) en zone normale, devront réaliser un traitement approprié de leurs eaux usées avant le 31 décembre 2005.

La circulaire du 17 février 1997 définit trois catégories d'ouvrages afin de pouvoir respecter les exigences de la directive européenne du 21 mai 1991. Elles sont exposées dans le tableau suivant.

OUVRAGES DISPENSES DE DECLARATION		OUVRAGES SOUMIS A DECLARATION	OUVRAGES SOUMIS A AUTORISATION
Capacité inférieure à 12 kg DBO ₅ /j (200EH)		Capacité comprise entre 12 et 120 kg DBO ₅ /j (200 et 2000EH)	Capacité supérieure à 120 kg DBO ₅ /j (2000EH)
↓	↓	↓	↓
Relevant de l'assainissement non collectif	Relevant de l'assainissement collectif		
↓	↓		
Arrêté du 6 mai 1996	Arrêté du 21 juin 1996		Arrêté du 22 décembre 1994

I. OUVRAGE RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les arrêtés du 6 mai 1996 fixent les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif « de manière à assurer leur compatibilité avec les exigences de la santé publique et de l'environnement ». Ces arrêtés sont construits très largement autour de dispositions empruntées à l'arrêté du 3 mars 1982 modifié.

Ils stipulent notamment que :

- Le rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel, dans le cas où les conditions d'infiltration ou les caractéristiques des effluents ne permettraient pas d'assurer leur dispersion dans le sol.
- La qualité minimale du rejet est, sur un échantillon représentatif de deux heures, non décanté : MES : 30mg/l et DBO₅ : 40mg/l.
- Les rejets d'effluents même traités, dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle sont interdits.
- L'évacuation du rejet par puits d'infiltration si elle est nécessaire, oblige une autorisation par dérogation préfectorale.

- Sauf circonstances particulières dûment justifiées, les vidanges des boues et des matières flottantes sont effectuées au moins tous les quatre ans pour une fosse septique, au moins tous les ans pour une installation d'épuration biologique à cultures fixées et au moins tous les six mois pour une installation d'épuration biologique à boues activées.
- L'organisme qui réalise une vidange est tenu de remettre au propriétaire un document écrit notifiant la date de la vidange, les caractéristiques, la quantité et la destination des matières transportées.

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 confie, aux communes ou à leur groupement, le contrôle et si elles le décident, l'entretien des systèmes d'assainissement non collectif dans les zones préalablement délimitées après enquête publique avant le 31 décembre 2005.

Dès que la réhabilitation de toutes les filières autonomes sera réalisée, la commune aura l'obligation de vérifier la conformité de l'ouvrage ainsi que le bon fonctionnement de la filière.

Le contrôle doit se conclure par un constat technique faisant état du bon fonctionnement de l'installation et, le cas échéant, des actions correctives à mener.

La réhabilitation d'une installation existante ou sa création (pour une habitation de plus de cinq ans) est du ressort de la commune, uniquement lorsque les travaux visent à lutter contre une pollution ou que ces travaux sont indispensables pour le bon exercice de sa mission de contrôle (ou entretien). Or la commune ne peut pas assurer la maîtrise d'ouvrage d'une installation privée. En effet un programme de réhabilitation ou de création passe par des interventions en domaine privé. Par conséquent, le particulier garde la maîtrise d'ouvrage de son installation.

Lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par un particulier, l'Agence de l'Eau confie l'instruction des demandes d'aide à l'organisme chargé par la collectivité de coordonner les opérations d'assainissement autonome à réaliser, sous réserve que celui-ci ait été agréé par l'Agence.

Dans ce cas l'aide, sur mandat du maître d'ouvrage, est versée à l'organisme instructeur, à charge pour lui de la lui reverser. Les modalités selon lesquelles, l'organisme agréé fera l'avance au maître d'ouvrage des sommes à valoir sur l'aide de l'Agence sont précisées dans un protocole particulier à conclure avec lui.

Dans le cadre d'un projet global de réhabilitation, le particulier peut donc effectuer ces travaux en bénéficiant d'une subvention de l'Agence de l'Eau sous réserve des points suivants.

- Au préalable, réalisation d'une étude de schéma d'assainissement. Délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif (conformément à la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992). Définition de la destination des matières de vidange.
- Publication du zonage correspondant.
- Justification des dispositions prises en vue de la mise en place d'un service de contrôle, conformément à la réglementation existante.

➤ Dans le cas où la commune prendrait en charge la gestion de l'entretien des installations autonomes, nous proposons la mise en place d'un service public de gestion des assainissements autonomes reposant sur des conventions entre le particulier et la collectivité. Ces dernières intègrent généralement l'adhésion des particuliers au service d'entretien lorsque les travaux de réhabilitation sont entrepris.

Elles ont pour objet d'organiser les relations entre la commune (et ses mandataires) et le particulier afin d'éviter tout risque de conflit avant et après les travaux. Elles devront :

- ✎ Etablir les responsabilités respectives des usagers et de la collectivité.
- ✎ Définir les travaux, arrêter leur coût et le montant de la participation demandée aux usagers,
- ✎ Fixer les modalités d'intervention sur le domaine privé,
- ✎ Prévoir l'adhésion au service d'entretien.

En annexe, est présenté un exemple de convention entre la collectivité et le particulier.

Ce service technique d'assainissement non collectif peut également intégrer, dans ses fonctions, le contrôle des dispositifs autonomes précités.

Pour que la commune perçoive les subventions de l'état (Agence de l'Eau et Conseil Général), elle doit remplir les principales conditions suivantes :

- Avoir la volonté de créer un service technique d'assainissement non collectif.
- Monter un dossier comprenant :
 - ✓ Les moyens financiers et techniques du service envisagé.
 - ✓ La destination des boues vidangées.
 - ✓ L'objet de la convention avec les particuliers afin de savoir les charges qui leur incombent (ex : taxes...).

De plus, la réussite de ce service (essentiellement basé sur des conventions avec des particuliers) dépendra de la volonté des particuliers. Il sera donc important que les élus aient une démarche « pédagogique » envers les administrés pour les sensibiliser sur la nécessité de ce programme de réhabilitation des dispositifs autonomes.

- Dans le cas où la commune ne prendrait pas en charge la gestion de l'entretien des installations, les propriétaires concernés pourront faire appel aux services d'une société privée ou d'un organisme public.

I.1. Contrôle des filières d'assainissement autonome :

Le contrôle technique obligatoire peut être exercé :

- Soit par des techniciens du service public d'assainissement non collectif, quel que soit le mode d'organisation de celui-ci (délégation de la compétence à une structure intercommunale, régie...).
- Soit par des entreprises privées.

Ce service s'articule autour de trois types de contrôle :

- Contrôle de réception du neuf.
- Contrôle de la conception et de la réhabilitation des ouvrages.
- Contrôle périodique et ponctuel à l'occasion de nuisances constatées.

Le financement de ce service peut être assuré soit par une rémunération forfaitaire annuelle ou semestrielle, soit par une redevance basée sur le volume consommé.

Il est à préciser que le recours à un service privé de contrôle technique ne peut pas exonérer les usagers du paiement d'une redevance.

De plus, la circulaire interministérielle du 22 mai 1997 stipule que les agents chargés du contrôle, s'ils bénéficient du droit d'entrée dans les propriétés privées (en vertu de l'article L.35 10 du code de la santé publique), ne peuvent pas y pénétrer de force en cas de refus de l'occupant, et doivent respecter les règles prévues par les articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les modalités des contrôles techniques sur les systèmes d'assainissement non collectif (avis préalable, rapport de visite...).

En tout état de cause, les travaux doivent être déclarés « d'utilité publique » ou « à caractère urgent » par le préfet après enquête publique.

I.2. Entretien des filières d'assainissement autonome :

L'objet de l'entretien des filières d'assainissement individuel est stipulé par l'arrêté du 6 mai 1996. Il consiste aux actions suivantes :

- S'assurer du bon état des installations et des ouvrages (dispositifs de ventilation, de dégraissage...).
- S'assurer du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration.
- S'assurer de l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse septique.

Ce service d'entretien s'articule autour de trois types d'intervention :

- **Visites de suivi** dont l'objet est de vérifier le bon fonctionnement de l'installation.
- **Visites d'entretien.** Il s'agit plus particulièrement de la vidange des fosses toutes eaux. Une vidange tous les 3 ans semble une bonne base prévisionnelle qui doit être réajustée avec la taille des équipements et leur utilisation. Les matières recueillies devront subir un traitement approprié : dépotage en station d'épuration ou épandage agricole en période favorable après accord de la D.D.A.S.S.
L'organisme qui réalise une vidange est tenu de remettre au propriétaire un document écrit notifiant la date de la vidange, les caractéristiques, la quantité et la destination des matières transportées.
- **Interventions ponctuelles** à la demande (en cas de problème constaté par l'occupant ou le propriétaire).

La circulaire du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif est basée sur les arrêtés du 6 mai 1996. Elle indique également que le document de référence en matière de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome est le D.T.U 64.1.

La circulaire traite aussi de l'obligation des communes de délimiter les zones d'assainissement collectif et non collectif.

La circulaire rappelle le lien entre le contrôle technique et l'application du droit des sols lors de l'attribution d'un permis de construire.

II. OUVRAGE RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La réalisation d'un ouvrage d'épuration pour le village s'inscrit dans le cadre législatif de l'arrêté du 21 juin 1996.

Cet arrêté fixe les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, dispensés d'autorisation, en application du décret du 29 mars 1993.

Pour les ouvrages de capacité de 600 EH les principales dispositions techniques sont les suivantes :

- Les ouvrages d'assainissement doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à limiter les risques de contamination ou de pollution des eaux. Une attention particulière sera portée sur celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usage particulier.
- Une étude doit être réalisée pour définir les bases de conception, d'implantation, de dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien de ces dispositifs et le choix du milieu de rejet.
- Les eaux usées ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement approprié. Les règles générales de conformité établissent pour un échantillon moyen journalier les normes suivantes :

Paramètres :	Concentration maximale :	Rendement minimum :
<i>DBO₅</i>	25 mg/l	/
<i>DCO</i>	125 mg/l	75%
<i>MES</i>	35 mg/l	90%

- Il doit assurer la protection des nappes d'eaux souterraines et le respect des objectifs de qualité assignés au milieu hydraulique superficiel.
- Si le rejet se fait dans les eaux de surface, il doit se faire dans le lit mineur d'un cours d'eau. Au point de rejet la température de l'effluent épuré doit être inférieure à 30°C et son pH compris entre 5.5 et 8.5.
- Dans le cas d'un rejet dans le sol, l'aptitude des sols à l'infiltration doit être établie par une étude soumise à l'avis de l'hydrogéologue agréé et jointe au dossier de déclaration.

Les ouvrages sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement et de surveillance.

- Les nouveaux ouvrages, réalisés après le 10 août 1996, doivent respecter les prescriptions précédentes sans délai.

La réalisation envisagée d'ouvrages d'épuration pour le village d'une capacité égale à 12kg/j de DBO₅ est soumise aux normes de niveaux de rejets mentionnées par **la circulaire du 17 février 1997**. Cette circulaire reprend et commente ensuite l'arrêté du 21 juin 1996. Pour les ouvrages soumis à déclaration, la circulaire mentionne quatre niveaux types de rejet.

- **Le niveau de traitement D1** : Correspond aux exigences minimales fixées par l'article 14 de l'arrêté du 21 juin 1996 soit un rendement minimal de 30% pour la DBO₅ et 50% pour les MES.
- **Le niveau de traitement D2** : Correspond à une concentration maximale de 35 mg/l pour la DBO₅.
- **Le niveau de traitement D3** : Correspond à un rendement minimal de 60% pour la DCO et 60% pour l'azote de kjeldalh.
- **Le niveau de traitement D4** : Correspond au niveau de traitement des ouvrages soumis à autorisation ; il établit une concentration maximale de 25 mg/l pour la DBO₅ et 125 mg/l pour la DCO.

La circulaire établit ensuite le niveau de traitement des ouvrages en fonction d'une part de l'objectif de qualité du cours d'eau récepteur de l'effluent, et d'autre part du rapport de la population équivalente à l'origine du rejet au débit d'étiage du cours d'eau récepteur.

La définition du degré de traitement à exiger résulte d'une confrontation entre les objectifs de qualité du milieu récepteur (SDAGE du bassin versant Hers-Touyre), ses possibilités de dilution et d'auto-épuration d'une part et les possibilités techniques de traitement des effluents économiquement acceptables d'autre part. Une étude d'incidence des unités de traitement collectif devra être entreprise pour préciser l'impact des ouvrages sur le milieu naturel.

II.1. Gestion de l'assainissement collectif :

La commune a la possibilité soit de prendre en charge la gestion de l'assainissement collectif (gestion directe), soit de la confier à un tiers public ou privé (gestion déléguée).

Les modes de gestion directe ou déléguée, envisageables sont nombreux (Régie directe, affermage...) :

- **En régie :**
La collectivité a financé les équipements et les fait fonctionner avec une personne. Elle se rémunère directement auprès des usagers.
- **En gérance :**
La collectivité a financé les équipements et les confie à une entreprise mandataire qui agit sur les ordres et pour le compte de la collectivité.

Les usagers paient leur facture au gérant, qui en reverse la totalité à la collectivité. Cette dernière rémunère en contrepartie le gérant. Lorsque cette rémunération n'est pas forfaitaire, on parle de « régie intéressée ».

	Règle directe	La régie dotée de l'autonomie financière (règle autonome ou régie financière)	Gérance	Affermage
Organisation	La régie n'est dotée d'aucun organe propre et son organisation dépend en fait de l'organisation administrative des services municipaux. Juridiquement seule la collectivité locale est responsable vis-à-vis des tiers de la marche du service.	La régie est administrée sous l'autorité du maire et du Conseil municipal par un Conseil d'exploitation et un directeur.	La collectivité confie la gestion du service à un tiers, personne physique ou morale, qui en assure la gestion pour le compte de la collectivité, moyennant une rémunération forfaitaire versée au gérant, imputée sur les comptes du service. La collectivité assure donc les risques et périls du service.	La collectivité confie à un tiers (personne physique ou morale, publique ou privée), dénommé « fermier », la gestion et l'exploitation d'un service public aux risques de ce dernier, les ouvrages étant mis à sa disposition par la collectivité, moyennant le versement d'une redevance. Les investissements nécessaires à l'exploitation du service sont supportés par la collectivité Caractéristiques essentielles - en ce qui concerne l'exploitation : le service est géré aux risques et périls du fermier. Par conséquent, la collectivité ne supporte pas le déficit éventuel et ne peut bénéficier, sauf accord particulier, de l'excédent d'exploitation, s'il existe. - Les travaux de premier établissement sont pris en charge par la collectivité et mis à disposition du fermier. - En conséquence, le fermier verse une redevance à la collectivité dont il répercuté le coût sur l'usager au moyen d'une surtaxe : - Le fermier se rémunère par l'exploitation du service selon les termes fixés au contrat en prélevant sur les usagers une redevance pour service rendu.
Régime financier	La comptabilité du service n'est pas distincte de celle de la collectivité. L'ensemble des régies budgétaires et comptables ainsi que les contrôles administratifs et financiers, sont ceux applicables à la collectivité. Les recettes et les dépenses de la régie sont donc, par principe intégrées dans le budget de la collectivité. Les tarifs du service sont fixés par délibération du Conseil municipal	Les recettes et les dépenses de la régie font obligatoirement l'objet d'un budget distinct de celui de la commune. Il est préparé par le directeur, soumis pour avis au Conseil d'exploitation et voté par le Conseil municipal. Il fonctionne par rattachement à la comptabilité principale. Il est exécuté et modifié dans les mêmes conditions que le budget de la commune.	Les investissements de premier établissement sont à la charge de la collectivité qui décide également des investissements de renouvellement. La collectivité arrête les tarifs. Le gérant recouvre les recettes d'exploitation du service et les affecte à la couverture des charges d'exploitation. A la fin de chaque exercice, est établi un compte de gérance faisant apparaître l'ensemble des charges supportées par le gérant, y compris sa propre rémunération, ainsi que les recettes du service, et notamment, le cas échéant, les avances ou subventions versées par la collectivité. Le résultat positif est reversé à la collectivité. Mais en cas de résultat négatif, c'est elle qui comble le déficit.	Régime dérogatoire : la T.V.A est déclarée par le fermier qui la récupère et la reverse à la collectivité dès son remboursement par le Trésor Public.
T.V.A	Exonérés (moins de 3 000 habitants)	Exonérés (moins de 3 000 habitants).	Rémunération de prestataire soumise à la T.V.A	Du fermier - la collectivité conserve la maîtrise de l'investissement tout en déléguant globalement l'exploitation y compris les charges de personnel ; la délégation permet notamment un desserrement des contraintes techniques ; - corrélativement, le fermier n'a pas à assurer la charge de financement des investissements. Il ne doit donc préfinancer que le fond de roulement de l'exploitation ; - la collectivité garde un bon contrôle du service sous réserve d'une rédaction maîtrisée du cahier des charges. - la collectivité garde la totalité des charges financières des investissements.
Personnel	Communal - bonne maîtrise municipale des décisions - garantie d'application des choix municipaux.	Communal - maîtrise municipale des décisions ; - garantie d'application des choix municipaux ; - connaissance de la comptabilité globale du service et par conséquent de son prix de revient.	Du gérant - la collectivité assure la direction et la responsabilité du service qu'elle contrôle étroitement ; - elle est déchargée des tâches quotidiennes et matérielles de gestion du service, prises en charge par une personne privée.	
Avantage	- confusion des charges du service au sein du budget communal ; - absence de connaissance et de maîtrise des coûts du service ; - rigidité de la comptabilité publique communale ; - lourdeur des mécanismes de décision de la collectivité ; - financement partiel des dépenses par l'impôt.	- régie marquée par une assez grande complexité du fait de l'intervention de 4 organes différents (2 délibérants et 2 consultatifs) ; - rigidité de la comptabilité publique.	- le gérant est peut-être moins motivé par les résultats obtenus dans la mesure où sa rémunération n'en dépend pas ; - les investissements sont à la charge de la collectivité ; - la collectivité assume la totalité des risques financiers.	
Inconvénients				

➤ **Dans les contrats de concession et d'affermage :**

La collectivité confie à l'entreprise l'exécution du service public à ses risques et périls, pour une durée déterminée et moyennant le droit d'en percevoir le prix sur les usagers du service.

Dans le cas de la concession, le concessionnaire réalise les installations et est propriétaire, jusqu'au terme du contrat, des installations existantes ou réalisées.

Dans le cas de l'affermage, la collectivité reste maître d'ouvrage. Ce contrat devra clairement stipuler les conditions de traitement ou de valorisation des boues.

Le tableau, page suivante, propose une comparaison des différentes caractéristiques des principaux types de gestion rencontrés.

Les services d'entretien devront être constitués des opérations suivantes :

➤ **Sur le réseau communal :**

- *Contrôle des écoulements.*
- *Intervention ponctuelle de réhabilitation.*
- *Désobstructions occasionnelles.*
- *Programme de prévention par hydrocurage annuel des tronçons de collecteur.*

➤ **Sur l'unité de traitement :**

L'ensemble des prescriptions a été cité précédemment dans le chapitre III.2.6 de la Pièce N°1 du dossier.

Compte tenu de la taille de la filière de traitement, on peut considérer un forfait annuel d'entretien de l'ordre de 300 heures de travail.

La collectivité est responsable de la qualité et du coût de chacun des services, de leur bon fonctionnement et donc également des techniques utilisées. Il est donc indispensable de définir précisément tous les points sensibles en cas de délégation et de se donner les moyens techniques nécessaires pour remplir ces objectifs en cas de gestion directe.

L'usager, qui finance par la redevance une grande partie du service d'assainissement, a le droit d'être informé de la qualité et du coût du service qu'il reçoit. Le décret du 6 mai 1996 demande au maire de réaliser un rapport annuel informant les usagers sur le prix et la qualité du service.

Depuis 1992, en application de la nouvelle instruction budgétaire et comptable du 12 août 1991, désignée « M49 », les collectivités ont l'obligation de gérer les services des eaux et de l'assainissement dans le cadre d'un budget spécifique, devant être équilibré en dépenses et en recettes sans qu'il y ait un rééquilibrage financier provenant du budget général (exception faite des communes de moins de 2000 E.H.).

Cet équilibre budgétaire implique également une répartition équitable des charges entre les usagers domestiques et les autres usagers de service.

III. OBLIGATION DE RACCORDEMENT DES EAUX USEES

Le raccordement des habitations aux réseaux d'assainissement disposés sous la voie publique est obligatoire sauf dans certaines exceptions.

Dans le cadre des extensions de réseaux proposées, les raccordements particuliers doivent être effectifs au plus tard 2 ans après la mise en service du réseau. A ce propos, la commune peut décider d'une redevance à la charge du propriétaire entre la mise en service de l'égout et le raccordement.

Il est à noter que les branchements doivent assurer leur rôle sans perte d'étanchéité et sans limiter les écoulements du réseau, d'où la nécessité d'en contrôler régulièrement l'état. Le règlement d'assainissement collectif définira les conditions de raccordement au réseau d'assainissement et des relations entre l'exploitant du service et les usagers domestiques.

Il est à préciser également qu'en cas de non-réalisation du branchement, une sanction pécuniaire peut être mise à la charge du propriétaire de l'habitation.

IV. REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT

Fixé par le décret du 16 octobre 1981, le règlement d'assainissement collectif définit les conditions de raccordement au réseau d'assainissement et les relations entre l'exploitant du service et les usagers domestiques. Il précise le régime des contrats de déversement, les dispositions techniques relatives aux branchements et les conditions de versement de la redevance et des participations financières qui peuvent être dues au titre du service public de l'assainissement.

Il permet de minimiser les risques de dysfonctionnement de l'unité de traitement des eaux usées en indiquant notamment tous les rejets interdits (rejets d'eaux pluviales, industriels...).

Le modèle de règlement présenté en annexe (inspiré de la circulaire n°86-140 du 19 mars 1986) constituera un document dont la commune pourra librement s'inspirer pour la définition des relations existant entre l'exploitant et les usagers.

PIECE N° 3

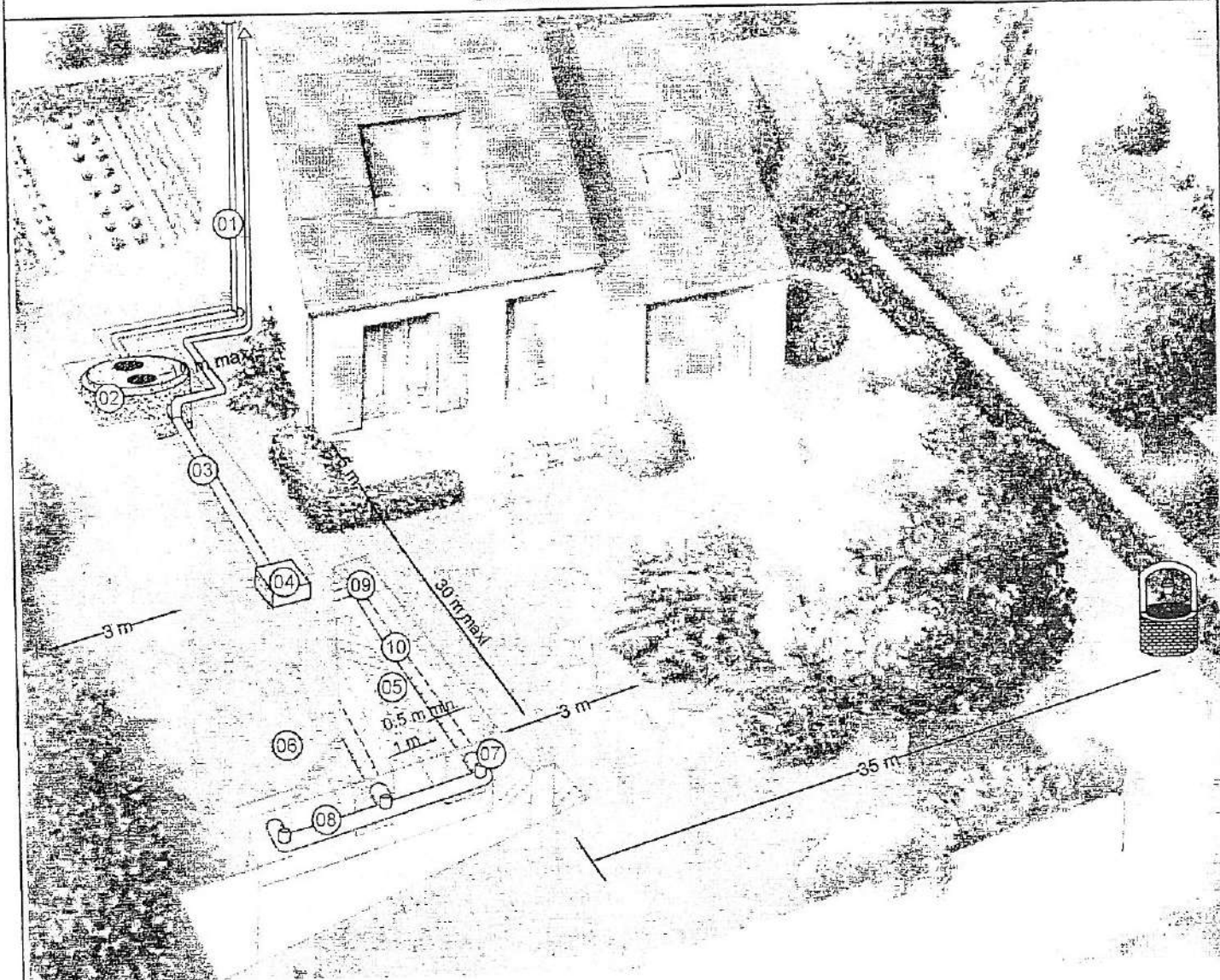
ANNEXE

ANNEXE 1

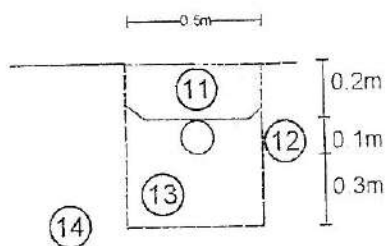
Schéma de principe des filières d'assainissement autonome préconisées

TRANCHÉES FILTRANTES

Schéma de l'installation



COUPE TRANSVERSALE



LEGENDE

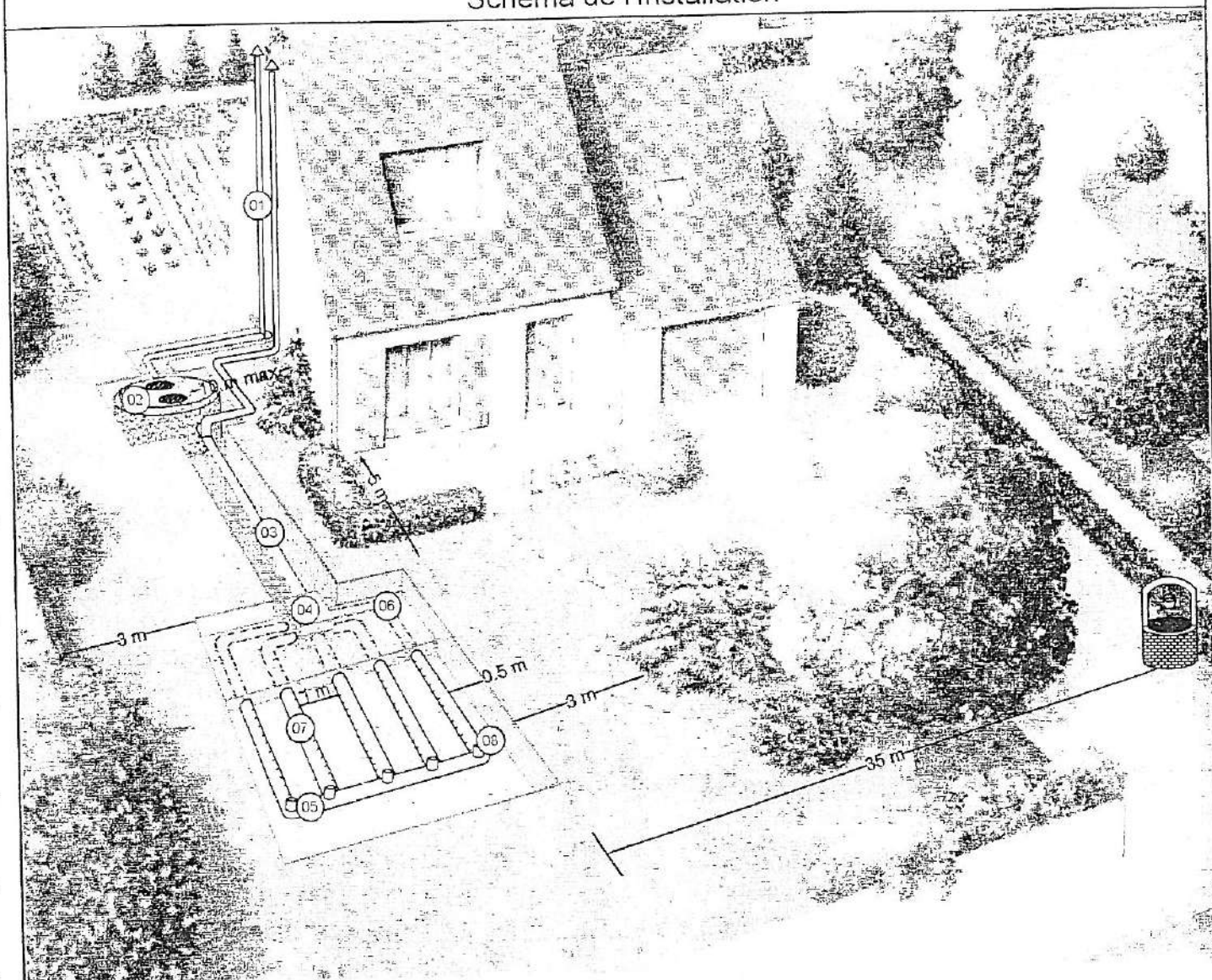
- | | |
|---|---|
| 1 Ventilation haute Ø 100 | 10 Tuyau d'épandage avec orifices dirigés vers le bas |
| 2 Fosse toutes eaux + decolleur (intégrée ou séparé + pouzzolane) | 11 Terre végétale |
| 3 Arrivée des eaux prétraitées | 12 Géotextile |
| 4 Regard de repartition | 13 graviers de Ø 20 mm-40 mm |
| 5 Tranchée d'infiltration | 14 Sol naturel |
| 6 Terrain naturel | |
| 7 Te ou regard de bouchage | |
| 8 Bouchage de l'épandage | |
| 9 Tuyau plein sur 1 m | |

Quelques prescriptions techniques pour l'assainissement individuel

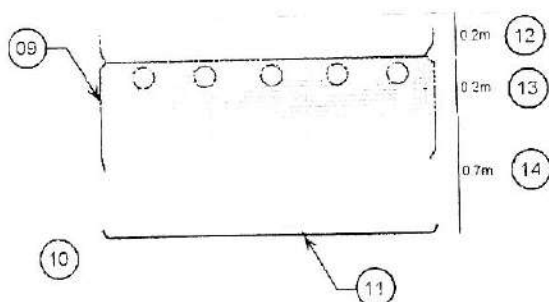
- Distance minimale du traitement par rapport à toute clôture : 3 m
- Distance minimale du traitement par rapport à tout arbre : 3 m
- Distance minimale du traitement par rapport à toute culture dont l'entretien suppose l'emploi d'engin même léger : 3 m
- Distance minimale du traitement par rapport à l'habitation : 5 m
- Distance minimale du traitement par rapport à un puits d'alimentation en eau potable : 35 m
- Fosse située à l'écart du passage de toute charge roulante ou statique et accessible pour l'entretien
- Tous les tampons de visite et dispositifs de fermeture doivent être apparents, accessibles et effleurer le niveau du sol sans permettre le passage des eaux de ruissellement
- La terre végétale utilisée pour le remblaiement des fouilles doit être exempté de tout élément caillouteux de gros diamètre
- Aucun revêtement imperméable à l'air et à l'eau ne doit recouvrir, même partiellement, la surface consacrée à l'épandage

FILTRE A SABLE VERTICAL NON DRAINÉ

Schéma de l'installation



COUPE TRANSVERSALE



LEGENDE

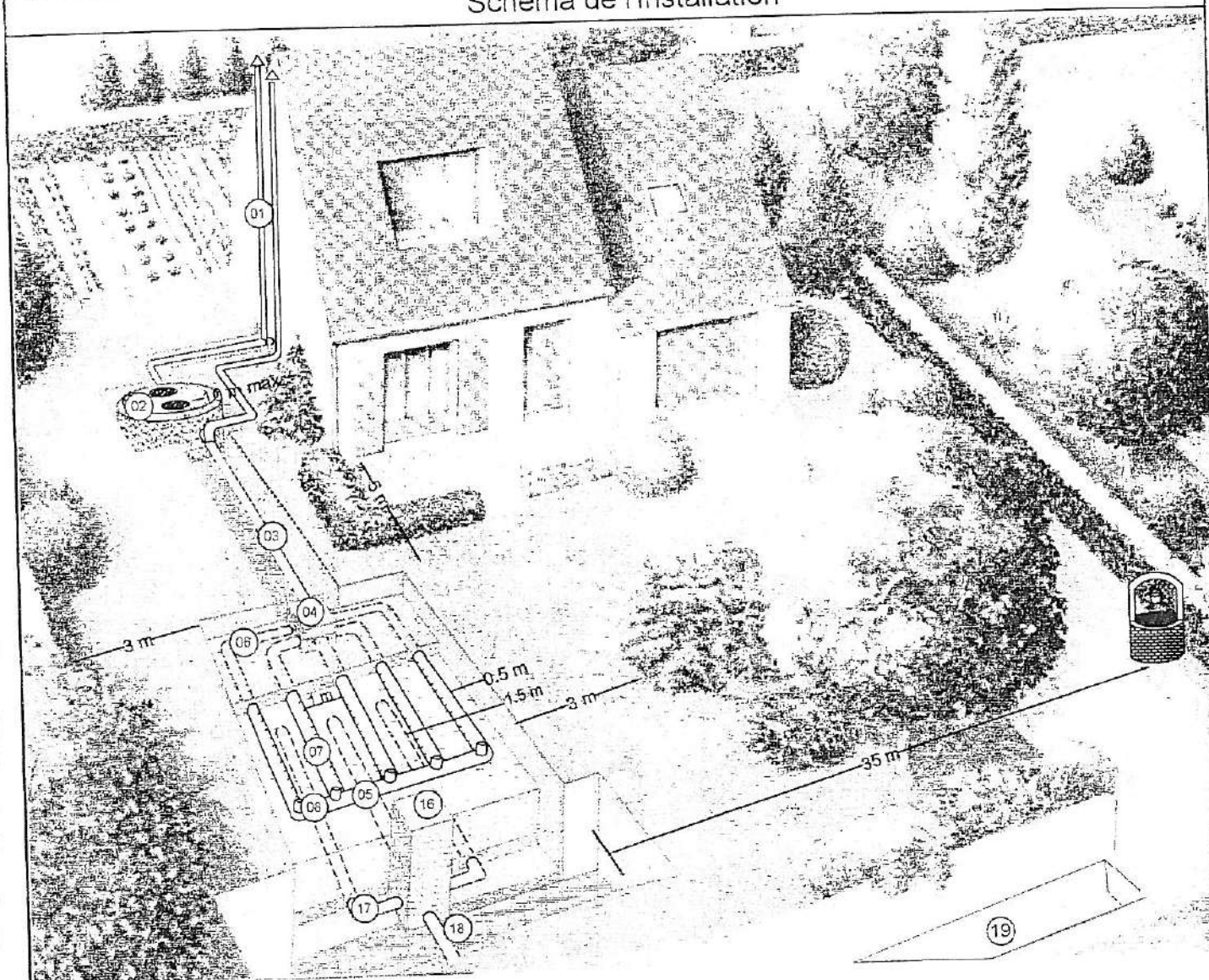
- | | | | |
|---|--|----|----------------------------|
| 1 | Ventilation haute Ø 100 | 8 | Té ou regard de bouchage |
| 2 | Fosse toutes eaux + decolloidesur
intégré ou séparé + pouzzolane) | 9 | Film imperméable éventuel |
| 3 | Arrivée des eaux prétraitées | 10 | Sol naturel |
| 4 | Regard de répartition | 11 | Géotextile |
| 5 | Tuyau de bouchage | 12 | Terre végétale |
| 6 | Tuyau plein | 13 | Gravier de Ø 20 mm - 40 mm |
| 7 | Tuyau d'épandage avec orifices
dirigés vers le bas | 14 | Sable lavé |

Quelques prescriptions techniques pour l'assainissement individuel

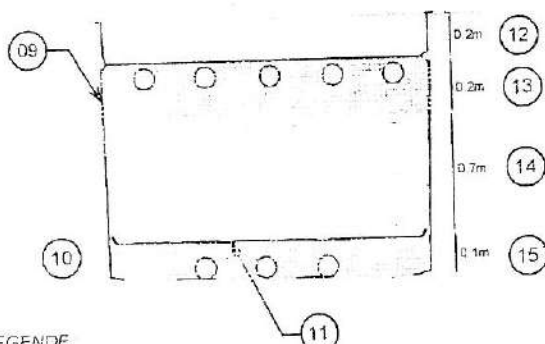
- Distance minimale du traitement par rapport à toute clôture : 3 m
- Distance minimale du traitement par rapport à tout arbre : 3 m
- Distance minimale du traitement par rapport à toute culture dont l'entretien suppose l'emploi d'engin même léger : 3 m
- Distance minimale du traitement par rapport à l'habitation : 5 m
- Distance minimale du traitement par rapport à un puits d'alimentation en eau potable : 35 m
- Fosse située à l'écart du passage de toute charge roulante ou statique et accessible pour l'entretien
- Tous les tampons de visite et dispositifs de fermeture doivent être apparents, accessibles et effleurer le niveau du sol sans permettre le passage des eaux de ruissellement
- La terre végétale utilisée pour le remblaiement des fouilles doit être exempte de tout élément caillouteux de gros diamètre
- Aucun revêtement imperméable à l'air et à l'eau ne doit recouvrir, même partiellement, la surface consacrée à l'épandage

FILTRE A SABLE VERTICAL DRAINÉ

Schéma de l'installation



COUPE TRANSVERSALE



LEGENDE

- | | |
|--|---|
| 1 Ventilation haute Ø 100 | 10 Sol naturel |
| 2 Fosse toutes eaux + decolloideur
intégré ou séparé + pouzzolane | 11 Géotextile |
| 3 Arrivée des eaux prétraitées | 12 Terre végétale |
| 4 Regard de répartition | 13 Gravier de Ø 20 mm - 40 mm |
| 5 Tuyau de bouclage | 14 Sable lavé |
| 6 Tuyau plein | 15 Gravier de Ø 20 mm - 40 mm |
| 7 Tuyau d'épandage avec orifices
dirigés vers le bas | 16 Regard de collecte |
| 8 Tête ou regard de bouclage | 17 Tuyau de collecte avec orifices
dirigés vers le bas |
| | 18 Tuyau d'évacuation vers l'extérieur |

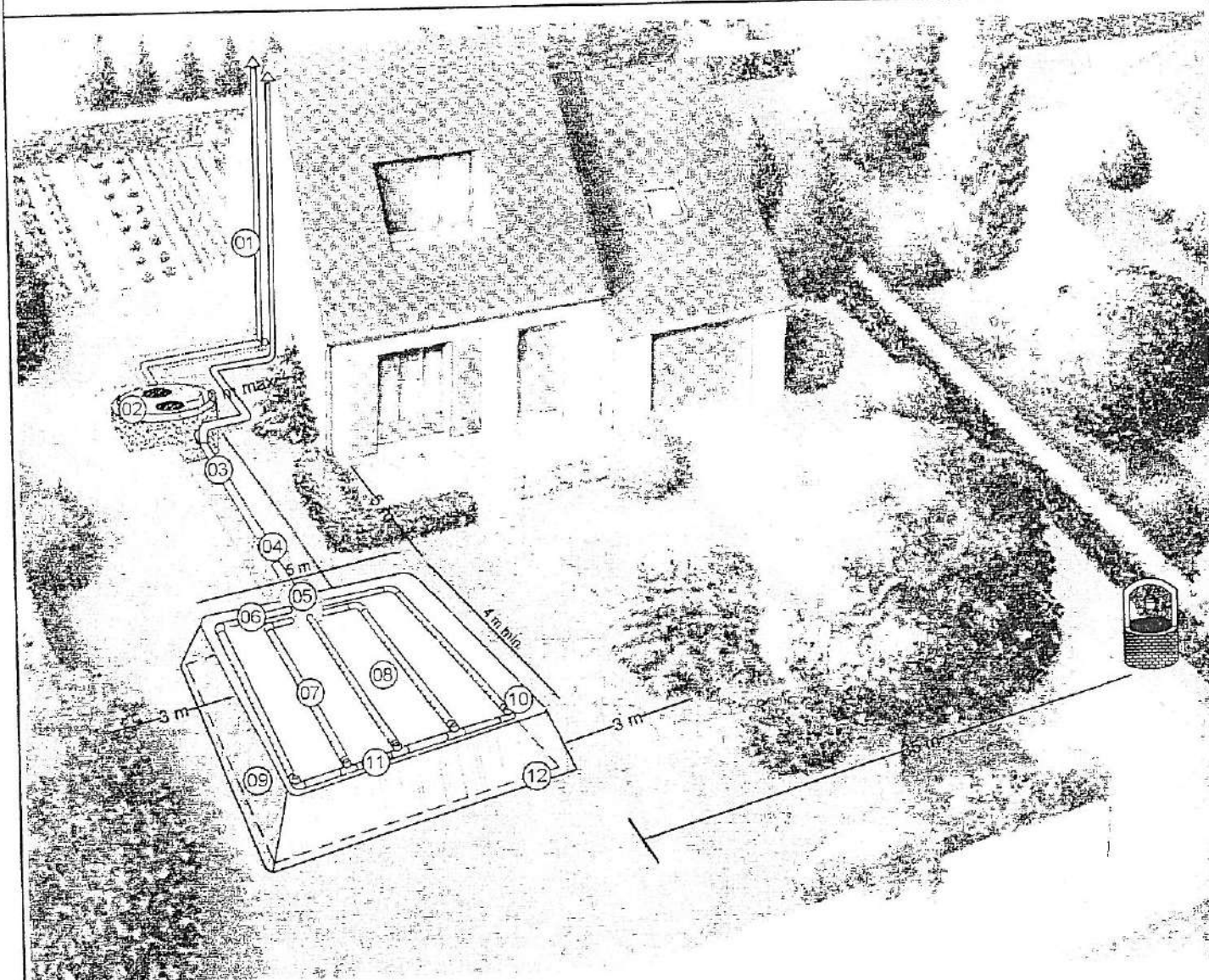
Quelques prescriptions techniques pour l'assainissement individuel

- Distance minimale du traitement par rapport à toute clôture : 3 m
- Distance minimale du traitement par rapport à tout arbre : 3 m
- Distance minimale du traitement par rapport à toute culture dont l'entretien suppose l'emploi d'engin même léger : 3 m
- Distance minimale du traitement par rapport à l'habitation : 5 m
- Distance minimale du traitement par rapport à un puits d'alimentation en eau potable : 35 m
- Fosse située à l'écart du passage de toute charge roulante ou statique et accessible pour l'entretien
- Tous les tampons de visite et dispositifs de fermeture doivent être apparents, accessibles et effleurer le niveau du sol sans permettre le passage des eaux de ruissellement
- La terre végétale utilisée pour le remblaiement des fouilles doit être exempte de tout élément caillouteux de gros diamètre
- Aucun revêtement imperméable à l'air et à l'eau ne doit recouvrir, même partiellement, la surface consacrée à l'épandage
- Rejet autorisé après dérogation préfectorale

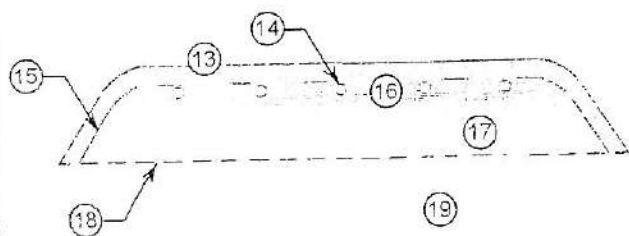


TERTRE D'INFILTRATION NON DRAINÉ

Schéma de l'installation



COUPE TRANSVERSALE



LEGENDE

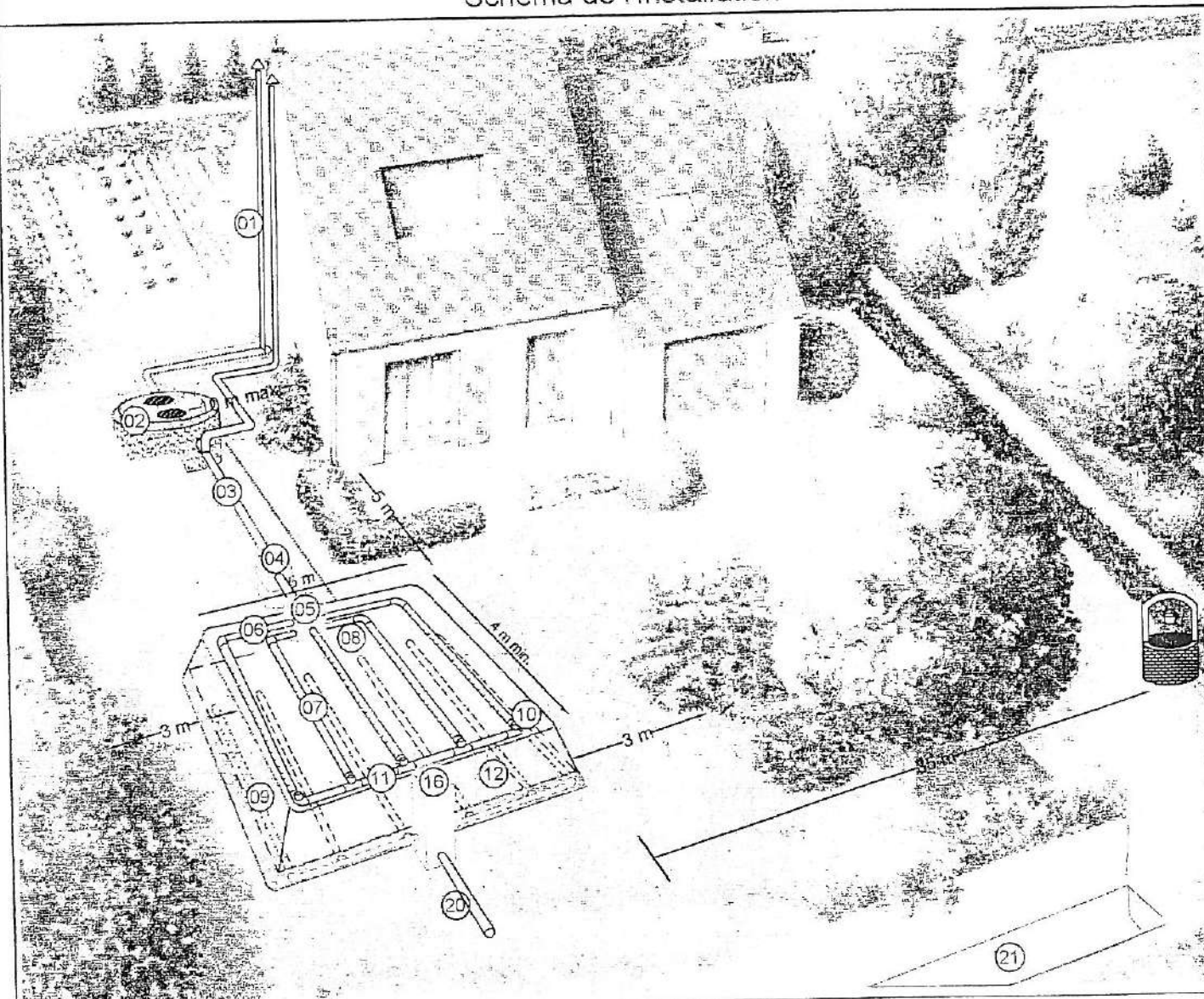
- | | |
|--|------------------------------------|
| 1 Ventilation haute Ø 100 | 10 Toit ou regard de bouchage |
| 2 Fosse toutes eaux + dégrilleur (intégrée ou séparée + bouillottes) | 11 Tuyau d'épandage en bouillottes |
| 3 Arrivée des eaux prétraitées | 12 Géotextile "anticondaminant" |
| 4 Poste de relevage | 13 Terre végétale |
| 5 Régulateur de répartition | 14 Tuyau d'épandage |
| 6 Tuyau plein | 15 Géotextile anticondaminant |
| 7 Tuyau d'épandage | 16 0.7 m sable lavé |
| 8 0.1 m de gravier de Ø 20 mm - 40 mm | 17 0.1 m de gravier |
| 9 0.7 m sable lavé | 18 Géotextile |
| | 19 Sol |

Quelques prescriptions techniques pour l'assainissement individuel

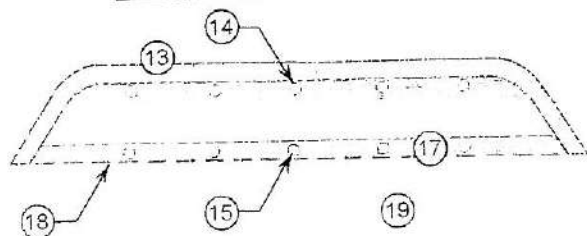
- Distance minimale du traitement par rapport à toute clôture : 3 m
- Distance minimale du traitement par rapport à tout arbre : 3 m
- Distance minimale du traitement par rapport à toute culture dont l'entretien suppose l'emploi d'engin même léger : 3 m
- Distance minimale du traitement par rapport à l'habitation : 5 m
- Distance minimale du traitement par rapport à un puits d'alimentation en eau potable : 35 m
- Fosse située à l'écart du passage de toute charge roulante ou statique et accessible pour l'entretien
- Tous les tampons de visite et dispositifs de fermeture doivent être apparents, accessibles et effleurer le niveau du sol sans permettre le passage des eaux de ruissellement
- La terre végétale utilisée pour le remblaiement des fouilles doit être exempte de tout élément caillouteux de gros diamètre
- Aucun revêtement imperméable à l'air et à l'eau ne doit recouvrir, même partiellement, la surface consacrée à l'épandage

TERTRE D'INFILTRATION DRAINÉ

Schéma de l'installation



COUPE TRANSVERSALE



LEGENDE

- | | |
|---|---------------------------------------|
| 1 Ventilation haute Ø 100 | 11 Tuyau d'épandage en bouclage |
| 2 Fosse toutes eaux + décolloideur intégré ou séparé + pouzzolane | 12 Géotextile "anticontaminant" |
| 3 Arrivée des eaux prétraitées | 13 Terre végétale |
| 4 Poste de relevage | 14 Tuyau d'épandage |
| 5 Regard de réparation | 15 Drain de collecte dans gravier |
| 6 Tuyau plein | 16 Regard de collecte |
| 7 Tuyau d'épandage | 17 0.1 m de gravier |
| 8 0.1 m de gravier de Ø 20 mm - 40 mm | 18 Film imperméable |
| 9 0.7 m sable lavé | 19 Sol |
| 10 Te ou regard de bouclage | 20 Tuyau d'évacuation vers l'exutoire |
| | 21 Fosse ou exutoire |

Quelques prescriptions techniques pour l'assainissement individuel

- Distance minimale du traitement par rapport à toute clôture : 3 m
- Distance minimale du traitement par rapport à tout arbre : 3 m
- Distance minimale du traitement par rapport à toute culture dont l'entretien suppose l'emploi d'engin même léger : 3 m
- Distance minimale du traitement par rapport à l'habitation : 5 m
- Distance minimale du traitement par rapport à un puits d'alimentation en eau potable : 35 m
- Fosse située à l'écart du passage de toute charge roulante ou statique et accessible pour l'entretien
- Tous les tampons de visite et dispositifs de fermeture doivent être apparents, accessibles et effleurer le niveau du sol sans permettre le passage des eaux de ruissellement
- La terre végétale utilisée pour le remblaiement des fosses doit être exempte de tout élément caillouteux de gros diamètre
- Aucun revêtement imperméable à l'air et à l'eau ne doit recouvrir, même partiellement, la surface consacrée à l'épandage
- Rejet autorisé après dérogation préfectorale

COMMUNE DE SALLES-SUR-L'HERS

SCHEMA COMMUNAL D'ASSAINISSEMENT

RAPPORT FINAL



GAEA

ENVIRONNEMENT

Ingénierie de l'eau et des milieux naturels

Agence de LIMOUX

Pépinière d'entreprises,
5, Av. de la Gare 11 300 LIMOUX
Tél. : 04.68.31.83.72. Fax : 04.68.31.80.59

Siège social

Plein Sud Entreprises
E.E.M. 66 600 RIVESALTES
Tél. : 04.68.64.57.57. Fax : 04.68.64.59.64

Mars 2001



DOCUMENTS CARTOGRAPHIQUES ANNEXES

• **PIECE N° 1 : DISCUSSION SUR LE CHOIX DU SCHEMA COMMUNAL D'ASSAINISSEMENT**

- *Planche cartographique : Localisation des zones d'extension de l'urbanisation définies par le P.O.S.*
- *Planche cartographique : Programme de travaux sur les ouvrages d'assainissement*
- *Planche cartographique : Présentation du projet retenu*

• **PIECE N° 3 : ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT**

- *Planches cartographiques : Rappels des résultats des études des sols*
- *Planche cartographique : Cartes d'aptitude des sols et filières d'assainissement autonome préconisées*
- *Planche cartographique : Carte de zonage de l'assainissement*

SOMMAIRE

PREAMBULE

● *Pièce N° 1 : DISCUSSION SUR LE CHOIX DU SCHEMA COMMUNAL D'ASSAINISSEMENT*

I. OBJECTIFS D'UN SCHEMA COMMUNAL D'ASSAINISSEMENT

II. CHOIX D'UN SCHEMA COMMUNAL D'ASSAINISSEMENT

- II.1. Rappel des capacités et des perspectives de l'évolution de l'urbanisme
- II.2. Rappel des contraintes et des avantages des perspectives de l'évolution de l'urbanisme
- II.3. Schémas d'assainissement proposés
- II.4. projet de scénario d'assainissement communal n°1
- II.5. projet de scénario d'assainissement communal n°2
- II.6. projet de scénario d'assainissement communal n°3
- II.7. projet de scénario d'assainissement communal n°4

III. PRESENTATION DU SCHEMA COMMUNAL D'ASSAINISSEMENT RETENU

- III.1. Réalisation et réhabilitation des filières d'assainissement autonome des écarts dans les secteurs NAg, NB, NC et NCg
- III.2. Travaux de restructuration et d'extension des réseaux d'assainissement de type séparatif dans le village
- III.3. Tableaux financiers du schéma communal d'assainissement retenu

● *Pièce N° 2 : CONTEXTE REGLEMENTAIRE*

I. OUVRAGE RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

- I.1. Contrôle des filières d'assainissement autonome
- I.2. Entretien des filières d'assainissement autonome

II. OUVRAGE RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

- II.1. Gestion de l'assainissement collectif

III. OBLIGATION DE RACCORDEMENT DES EAUX USEES

IV. REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT

● *Pièce N° 3 : ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT COMMUNAL*

I. OBJET

II. DESCRIPTION DE LA DEMARCHE ENTREPRISE

III. RAPPEL DE L'APTITUDE DES SOLS EN PLACE

IV. ZONE D'ASSAINISSEMENT

IV.1. Paramètres retenus pour élaborer la carte de zonage

IV.2. Les zones urbanisées et urbanisables en assainissement collectif

IV.3. Les zones urbanisées en assainissement autonome

IV.4. Les zones urbanisables en assainissement autonome

IV.5. Les zones non urbanisables à court et moyen terme

● *Pièce N° 4 : ANNEXES*

ANNEXE 1 : Exemple de règlement d'assainissement.

ANNEXE 2 : Exemple de convention pour le déversement d'effluents autres que domestiques dans le réseau d'assainissement.

ANNEXE 3 : Exemple de courrier type pour assurer la déconnexion des gouttières ou autres.

ANNEXE 4 : Exemple de convention pour la mise en conformité et l'entretien de dispositifs d'assainissement individuel.

ANNEXE 5 : Exemple de courrier type dans l'éventualité du respect des obligations de la commune en matière de mise en place du contrôle de l'assainissement autonome, selon le plan de zonage établi et approuvé par délibération.

PREAMBULE

L'étude demandée par la commune de Salles-sur-L'Hers à la Société **GAEA Environnement**, Ingénierie de l'Eau et des Milieux Naturels a pour but de proposer aux élus l'élaboration d'un schéma communal d'assainissement avec zonage du territoire communal (au sens de l'article 35 III de la loi sur l'Eau).

Des rapports et des réunions d'informations intermédiaires ont permis de présenter l'analyse de la situation actuelle, de proposer aux élus et administrés ainsi qu'au Groupe de Pilotage des scénarios d'assainissement.

Ce document final consiste en une mise au point détaillée du scénario d'assainissement qui permettra une définition des tracés et des ouvrages à réaliser et à réhabiliter, de leurs caractéristiques, des zones relevant de chaque type d'assainissement, et du phasage des opérations, en fonction des décisions prises par le conseil Municipal et le Groupe de Pilotage.

PIECE N° 1

**DISCUSSION SUR LE CHOIX DU
SCHEMA COMMUNAL
D'ASSAINISSEMENT**

I. OBJECTIFS D'UN SCHEMA COMMUNAL D'ASSAINISSEMENT

Elaborer un schéma directeur d'assainissement consiste à définir pour le court et le long terme, les modalités de collecte et de traitement des eaux usées sur la commune. Il permet de planifier les travaux à réaliser de façon cohérente dans le temps.

Les options d'assainissement autonome ou collectif ne sont pas antinomiques, mais le plus souvent complémentaires l'une de l'autre. Ces solutions techniques d'assainissement devront répondre aux préoccupations et aux objectifs qui sont :

- Garantir à la population présente et à venir des solutions durables pour l'évacuation et le traitement des eaux usées et pluviales.
- Respecter le milieu naturel en préservant les ressources en eaux souterraines et superficielles.
- Assurer le meilleur compromis technico-économique.
- S'inscrire en harmonie avec la législation en vigueur.

La délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif correspond aux zones définies dans le Plan d'Occupation des Sols en vigueur.

La nature des rejets localisés sur le territoire communal ne respecte pas les normes en vigueur. De plus, l'article L.2224-9 du code général des collectivités territoriales stipule que l'ensemble des prestations obligatoires relatives à l'assainissement collectif et non collectif doit être assuré sur l'ensemble du territoire au plus tard le 31 décembre 2005 (circulaire du 22 mai 1997).

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 obligent les communes à mettre en place un zonage de l'assainissement collectif et non collectif. Ce zonage doit être soumis à l'enquête publique avant d'être approuvé en dernier ressort par le conseil municipal. L'enquête publique nécessite de donner à la collectivité les éléments techniques et économiques justifiant le projet de zonage. Une étude technico-économique préalable au zonage est donc nécessaire, afin d'étudier toutes les solutions possibles d'assainissement et de les comparer. Cette démarche permet de dégager des solutions d'assainissement exploitables dans le cadre d'un avant-projet et contribue à amorcer une réflexion sur le service d'assainissement collectif et non collectif.

II. CHOIX D'UN SCHEMA COMMUNAL D'ASSAINISSEMENT

Les résultats de l'étude du schéma communal ont abouti en assainissement collectif et non collectif aux points suivants :

- Au diagnostic des travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement, des ouvrages actuels du traitement des effluents sur la base d'actions prioritaires.
- Au diagnostic des travaux de réhabilitation des filières d'assainissement individuel selon la réglementation, la nature des sols en place et les ouvrages existant.
- Aux propositions de quatre projets détaillés et exposés dans le précédent rapport.

II.1. Rappel des capacités et des perspectives de l'évolution de l'urbanisme :

Si le nombre des demandes de Certificats d'Urbanisme et de permis de construire délivrés était en forte diminution, actuellement cette tendance s'est inversée.

■ **Dans les zones urbaines** et sous la pression foncière, l'objectif communal est de poursuivre l'urbanisation des terrains desservis par l'ensemble des réseaux ou tout au moins situés à proximité de ceux-ci.

- **Le secteur UE** : Constitue un secteur d'accueil des activités artisanales génératrices d'emplois.

■ **Dans les zones naturelles** les perspectives d'évolution sont :

- **Le secteur NA** : Situé entre la départementale N°625 et l'Hers-Mort, constitue une réserve foncière dont les terrains sont actuellement gelés.

: Situé entre le plan d'eau et l'habitat diffus du lieu-dit « Roumanelle », doit permettre l'implantation d'un habitat pavillonnaire. Actuellement les terrains sont gelés.

- **Le secteur NAa** : Situé à l'Ouest du village aux lieux-dits « Engausy et Pégoutel », correspond à une extension organisée d'habitations du village.

- **Le secteur NAg** : Situé au lieu-dit « La Tour d'Envie », doit accueillir une importante opération basée sur un projet immobilier, des installations et des constructions à vocation touristique.

- **Le secteur NB** : Situé au Sud du village englobe une faible partie de l'habitat non desservie ainsi qu'une urbanisation diffuse au lieu-dit « Roumanelle ».

Le secteur NC : constitue un secteur de protection des terres agricoles avec des extensions très limitées.

II.2. Rappel des contraintes et des avantages des perspectives de l'évolution de l'urbanisme :

Sur l'ensemble des secteurs desservis par les réseaux d'assainissement la quasi-totalité des surfaces urbanisables restent limitées à trois parcelles en secteur UC et à une parcelle en secteur UE.

La présence du périmètre de prévention contre les inondations liées au ruissellement pluvial urbain et aux crues torrentielles concernant les secteurs NA et UE aux lieux-dits « La Plaine de Caneville » et la zone artisanale nécessite une modification du zonage du P.O.S. Aucun développement ne peut être envisagé à l'exception d'une longue de terrain, délimitée par le périmètre de prévention et la route départementale N°626, susceptible d'accueillir de nouvelles entreprises.

Le secteur NAa, regroupant les lieux-dits « Engauzy et Pégoutel », recouvre une superficie globale de 13 ha dont 9 ha sont susceptibles d'être urbanisés sous réserve d'opérations groupées et après la réalisation des travaux de viabilité. L'obligation de raccordement au réseau d'assainissement existant est compatible avec les résultats d'aptitude médiocre des sols en place et la proximité du tracé existant.

La surface minimale nécessaire, des parcelles urbanisables de ce secteur, n'est pas réglementée par le P.O.S. en vigueur. Afin d'éviter la création d'un pôle d'urbanisation d'aspect concurrentiel au secteur UC, des surfaces minimales de 1000 à 1500 m² semblent adaptées.

L'urbanisation du secteur permettrait de s'inscrire dans une politique d'aménagement homogène des villages. Les facilités de desserte routière du secteur aux principaux pôles d'urbanisation, à partir de la route départementale N°625, et la topographie constituent des atouts d'un développement important.

Les surfaces disponibles à l'intérieur de chaque secteur sont estimées en tenant compte des ratios usuels réservés aux aménagements des infrastructures d'accès aux parcelles (route, trottoir, fossé pluvial, espace vert, parking...).

Le secteur NB, rive droite de la rivière l'Hers-Mort, offre également une perspective d'urbanisation diffuse. Le secteur n'est pas soumis aux contraintes du périmètre de prévention contre les inondations. Une superficie de plus de 4 ha reste urbanisable. L'ensemble du secteur est desservi partiellement par les équipements. Ils permettent d'assurer un départ immédiat des constructions. Compte tenu du parcellaire existant et des résultats d'étude des sols une superficie minimale de 2000 m² semble adaptée au site. Les résultats d'une aptitude moyenne du secteur à bâtir permettent la réalisation d'un assainissement individuel dans les sols en place avec toutefois quelques aménagements. L'éloignement entre les habitations existantes et l'impossibilité d'un raccordement gravitaire impose une solution d'assainissement individuel.

La contrainte majeure du secteur NAg est identique au secteur NAa. Un départ immédiat de l'urbanisation est possible sous réserve de la mise en place des divers réseaux et notamment celui d'assainissement. La seconde contrainte n'autorise que le développement de l'urbanisation sous la forme de lotissements dont la superficie des terrains réservés à l'accueil de l'habitat groupé ne pourra excéder 2 ha et 15 ha pour un habitat diffus.

Le secteur NA, rive droite de la rivière l'Hers-Mort, constitue une réserve foncière importante. Les terrains concernés sont actuellement gelés (C.O.S. = 0). La réglementation du P.O.S. en vigueur, imposant le raccordement au réseau public d'assainissement, ne prend pas en compte les résultats d'aptitude moyenne permettant la réalisation d'un assainissement individuel, dans les sols en place du secteur Sud, avec toutefois quelques aménagements. La définition du secteur NA peut être conservée compte tenu de l'importance des superficies des parcelles cadastrales. Toujours dans le cadre d'une urbanisation sous la forme d'opérations groupées, la préconisation d'une surface minimale de 1500 m² à 2000 m² par lot d'habitations semble acceptable.

L'urbanisation de ce secteur, sous la forme d'une opération groupée et raccordée au réseau d'assainissement permettant la préconisation de lots parcellaires d'une superficie inférieure ou égale à 800 m², sera impérativement à l'origine d'une création d'un pôle d'urbanisation d'aspect concurrentiel au secteur urbanisé rive gauche de la rivière l'Hers-Mort.

En secteur NC et NCg, le développement de l'urbanisation ne peut être que sous forme ponctuelle lié à l'activité agricole ou d'équipement collectif en rapport avec l'activité du plan d'eau. Seule une solution d'assainissement individuel de traitement des effluents peut être envisagée. Elle devra tenir compte des résultats des études de sols et d'appréciation de l'aptitude au géoassainissement.

L'ensemble de ces informations, les éléments techniques et financiers des réhabilitations des réseaux existants et les possibilités d'extension orienteront les propositions et les choix des scénarios d'assainissement du Groupe de Pilotage.

Les secteurs NAa et NB aux lieux-dits « Engausy et Pégoutel » et rive droite de la rivière l'Hers-Mort semblent offrir le meilleur compromis pour assurer un départ de l'urbanisation dans les conditions précitées.

Le secteur NAg reste dépendant des propositions d'investisseurs. Le secteur NA rive droite de la rivière l'Hers-Mort est à conserver en réserve foncière tandis que le secteur rive gauche est à déclasser compte tenu de la délimitation du périmètre de prévention des zones inondables. La délimitation d'une extension de la zone artisanale peut être envisagée à partir de la longe de terrain comprise entre le périmètre de prévention et la route départementale N°626. La réglementation en vigueur du secteur UE pourrait être étendue à cette zone.

II.3. Schémas d'assainissement proposés :

Au vu des analyses des caractéristiques du milieu, de l'habitat et des simulations théoriques des capacités résiduelles d'urbanisation précitées, en tenant compte de la réglementation du P.O.S. en vigueur ou après quelques aménagements, les schémas d'assainissement proposés sont :

Lieu-dit :		Schéma directeur d'assainissement proposé :
Zones Urbaines	UA	➤ Réhabilitation de l'ensemble des désordres suivant les actions citées dans la programmation des travaux.
	UC	➤ Extension du réseau d'assainissement existant – desserte des secteurs directement raccordables.
	UE	➤ Modification du tracé du réseau d'assainissement actuel – Amélioration des écoulements et des facilités d'accès au réseau.
	UF	➤ Déplacement hors périmètre de prévention contre les inondations de la station d'épuration – Pérennisation des investissements.
Zones Naturelles	NA	➤ Conservation du secteur en réserve foncière rive droite de l'Hers-Mort et suppression du secteur rive gauche compris dans le périmètre de prévention des zones inondables.
	NAa	➤ Possibilité d'implantation de 6 lots de 1500 m ² en assainissement individuel. Utilisation des techniques d'assainissement autonome dans les sols en place. ➤ Possibilité de raccordement gravitaire au réseau existant. Implantation de 60 lots de 1000 à 1500 m ² en assainissement collectif sous réserve des travaux de viabilité. ➤ Raccordement de l'habitation existante du secteur.

GAEA Environnement
Mars 2001

Lieu-dit :		Schéma directeur d'assainissement proposé :
Zones Naturelles	NA	➤ Conservation du secteur en réserve foncière rive droite de l'Hers-Mort et suppression du secteur rive gauche compris dans le périmètre de prévention des zones inondables.
	NAa	➤ Possibilité d'implantation de 6 lots de 1500 m ² en assainissement individuel. Utilisation des techniques d'assainissement autonome dans les sols en place. ➤ Possibilité de raccordement gravitaire au réseau existant. Implantation de 60 lots de 1000 à 1500 m ² en assainissement collectif sous réserve des travaux de viabilité. ➤ Raccordement de l'habitation existante du secteur.
	NAg	➤ Obligation du respect de la réglementation du P.O.S. – Création d'un réseau et d'une unité de traitement sous réserve des travaux de viabilité.
	NB	➤ Réhabilitation des filières d'assainissement individuel existantes et conservation en assainissement individuel du secteur. ➤ Utilisation des techniques d'assainissement autonome dans des sols en place et dans des sols reconstitués.
	NCg	➤ Conservation de la filière d'assainissement individuel.
	NC	➤ Conservation ou réhabilitation des filières d'assainissement individuel. ➤ Utilisation des techniques d'assainissement autonome dans des sols en place et dans des sols reconstitués.

II.4. Projet de scénario d'assainissement communal n°1 :

Le premier projet de scénario présente uniquement le programme de réhabilitation du réseau d'assainissement, des ouvrages de traitement des effluents collectifs et individuels. Quelques extensions de collecteurs dans le secteur UC et en limite du secteur NAa sont envisagées.

L'impact financier de l'investissement et les charges communales annuelles sont les plus réduites.

Le montant total des travaux de réhabilitation, à la charge de la commune, est estimé à 1 696 060 FHT dont 53 % sont alloués à la station d'épuration et 13% à la réhausse des tampons des regards de visite. Un total de 57 700 FHT reste à la charge du particulier.

En 1989 les coûts des travaux d'aménagement et de renforcement de la station d'épuration ont nécessité un investissement de 436 449 FHT.

Compte tenu des dégâts qu'ont subi les ouvrages existants et des limites établies par le programme de prévention contre les inondations, liées au ruissellement pluvial urbain et aux crues torrentielles, la proposition d'une création d'un nouvel ouvrage dans un secteur protégé devra faire l'objet des scénarios d'assainissement.

II.5. Projet de scénario d'assainissement communal n°2 :

Il reprend le programme de réhabilitation des ouvrages d'assainissement et les extensions des collecteurs. Seule une restructuration du tracé des collecteurs est proposée entre les regards de visite N°23 et N°34.

Cette restructuration dont les détails des opérations techniques et financières ont été détaillés dans le précédent rapport a pour objectif la suppression d'un collecteur de 325 ml.

L'absence d'accès aux regards de visite dans la parcelle ne permet pas d'assurer les opérations d'hydrocurage. La réalisation d'un terrassement pour un chemin de service pénaliserait très fortement l'exploitation agricole. Lors du raccordement du bassin versant de la zone artisanale on assistera à un jumelage des antennes de collecteurs sans possibilité d'amortissement des investissements de réhabilitation avec un développement d'urbanisation (périmètre de prévention des zones inondables).

La modification du tracé du réseau d'assainissement permet un raccordement direct des effluents à l'exutoire du principal bassin versant. La topographie et la cote du radier de -3.5 m/TN du collecteur du bassin versant de la zone artisanale (regard de visite N°34) faciliteront les écoulements notamment lors des bâchées du poste de refoulement. Une canalisation d'accompagnement des effluents, à l'intérieur des regards de visite, devrait éviter un phénomène d'abrasion des parois.

Ce raccordement nécessite la pose de 75 ml Ø200mm PVC sous la chaussée goudronnée sans sur-profondeur entre les regards de visite N°23 et N°34.

L'impact financier de l'investissement et les charges communales annuelles sont sensiblement équivalents au premier projet.

Les observations précédentes mises en évidence dans le cadre grisé restent identiques pour ce projet.

Cette réflexion sur la réédition d'investissements lourds (69% du montant d'une installation neuve) dans un secteur inondable est à l'origine des projets N°3 et N°4.

II.6. Projet de scénario d'assainissement communal n°3 :

Ce projet se différencie des deux précédentes par la proposition, prenant en considération les limites du périmètre de protection des zones inondables, uniquement pour le choix d'un nouvel emplacement de l'unité de traitement des effluents domestiques du village.

Hormis l'intérêt de la création d'une unité de traitement adaptée à la capacité nominale et aux caractéristiques des effluents attendus, ce nouvel emplacement respecte les limites du périmètre de protection et l'évolution d'urbanisation de type pavillonnaire dans le secteur NAa. Le procédé de traitement du type Lagunage naturel a été écarté en comparaison de l'espace disponible (estimation de 1.2 ha). Seuls les procédés de traitement du type Lit bactérien ou Boues actives en aération prolongée ont été pris en considération. La réutilisation du site actuel de la station d'épuration permet de bénéficier de l'alimentation en électricité et en eau potable.

GAEA Environnement
Mars 2001

Les contraintes majeures de ce projet restent l'implantation du poste de refoulement, nécessitant la prise en compte, dans le choix des matériaux utilisés, de la présence de circulation d'eaux souterraines. Le dispositif de ventilation de la bâche sera rehaussé et les tampons d'accès seront étanches et verrouillés. L'emplacement de l'armoire électrique de commande respectera les limites du périmètre de protection des risques d'inondation.

Le maintien du projet de la création d'un ouvrage et des investissements dans un secteur sensible aux inondations pénalise toujours le choix de ce scénario.

II.7. Projet de scénario d'assainissement communal n°4 :

L'objectif de ce quatrième projet était de développer une proposition permettant d'assurer l'implantation des principaux ouvrages d'assainissement tout en respectant les limites du périmètre de protection des zones inondables.

Le contenu est similaire au précédent avec cependant deux variantes concernant une restructuration du tracé des réseaux entre les regards de visite N°35, N°23 et N°34. Cette nouvelle configuration des collecteurs facilite considérablement le transfert des effluents et permet surtout d'assurer la pérennité des investissements financiers.

Ce projet a retenu l'attention du Groupe de Pilotage. Quelques modifications devront être apportées sur la nature des écoulements du réseau de transport des effluents vers la station d'épuration et sur l'emplacement du site.

■ Sur le réseau de transport : Pose d'un collecteur de type séparatif avec un écoulement gravitaire dès que la topographie du terrain naturel le permet. Cette variante par rapport au projet initial ne pénalise pas l'éventualité future d'un raccordement gravitaire du secteur NAa « d'Engauzy » et du secteur NA Sud « Plaine de Caneville ».

■ Sur l'emplacement de la station d'épuration : Le site exact reste à définir. Compte tenu du potentiel d'urbanisation et de développement du secteur NAa « Engauzy et Pégoutel », du potentiel des infrastructures routières de contournement du bourg de Salles-sur-L'Hers, seul, sera indiqué un périmètre réservé à l'implantation des ouvrages de traitement.

III. PRESENTATION DU SCHEMA COMMUNAL D'ASSAINISSEMENT RETENU

III.1. Réalisation et réhabilitation des filières d'assainissement autonome des écarts des secteurs NAg, NB, NC et NCg :

Les conclusions du diagnostic des systèmes autonomes ont mis en évidence l'absence de filière d'assainissement complète sur la quasi-totalité des écarts.

L'étude des sols en place, a permis d'apprécier leur aptitude à l'épuration-dispersion des effluents domestiques. Ces résultats permettent, dans l'éventualité d'une création de filière d'assainissement individuel, de mettre en place des unités de traitement utilisant des sols en place ou reconstitués avec quelques aménagements.

La répartition très diffuse de l'habitat, l'importance des distances entre les habitations et l'absence de réseau d'assainissement ne permettent pas d'envisager sur le plan économique leur raccordement, cela malgré une aptitude des sols majoritairement médiocre au géoassainissement.

Les critères de sélection des actions de réhabilitation prioritaires ou non à entreprendre sont établis sur la base des risques de nuisances, de l'impact sur le milieu naturel et du respect de la réglementation en vigueur. Le coût des travaux est indiqué à titre indicatif. Il est établi sur la première base de renseignements collectée lors des enquêtes de terrain. Pour chaque habitation la filière préconisée est la plus contraignante. L'étude approfondie à l'échelle parcellaire devra affiner ces résultats. La filière de traitement la plus contraignante est retenue lorsque la première étude des sols a fait apparaître des grandes variations pédologiques des horizons. L'étude parcellaire devrait permettre l'application d'une moins value sur la base d'une filière de traitement moins complexe à mettre en œuvre.

Ponctuellement la topographie des parcelles peut être réaménagée en terrasses. Des fossés peuvent également être recreusés.

La réalisation des dispositifs d'assainissement autonome préconisés s'effectuera en accord avec les prescriptions techniques édictées par les Directives Techniques Unifiées (DTU 64.1). Les schémas de principe et les dimensionnements ont été prescrits en annexe du rapport intermédiaire.

Lieu-dit et nom du propriétaire :			Filières d'assainissement existantes :	Filières d'assainissement préconisées :	Réhabilitations préconisées dans l'éventualité de dysfonctionnement ou d'absence de filière :	Coût estimatif des travaux en F H.T	
NC	Le Carla	Mr Germa :	Type d'habitat permanent Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Tertre d'infiltration drainé au fossé existant	Tertre d'infiltration drainé au fossé existant	44 000	44 000
	Couscouillet	Mr Atlan	Type d'habitat permanent : Fosse septique et bac à graisse + Massif filtrant et rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	1000 5000 36 000	42 000

GAEA Environnement
Mars 2001

Lieu-dit et nom du propriétaire :		Filières d'assainissement existantes :	Filières d'assainissement préconisées :	Réhabilitations préconisées dans l'éventualité de dysfonctionnement ou d'absence de filière :	Coût estimatif des travaux en F.H.T	
Lafourre	Mme Benet	Type d'habitat vacant : Aucun	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	5000 36 000	41 000
Lafourre	Mr Le Coq	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Terre d'infiltration drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Terre d'infiltration drainé au fossé existant	5000 44 000	49 000
Caneville	Mr Mazet	Type d'habitat temporaire : Fosse septique + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Terre d'infiltration drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Terre d'infiltration drainé au fossé existant	1000 5000 44 000	50 000
Saint Sauveur	Mr Lassalle	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	1000 5000 36 000	42 000
Coupadels	Mr Pignol	Type d'habitat permanent : Puisard + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	5000 36 000	41 000
Pintou	Mme Perois	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux et bac à graisse + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration surdimensionnées	Augmentation du linéaire des tranchées d'infiltration	22 000	22 000
Gineste	Mr Marti J.	Type d'habitat permanent : Aucun + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration surdimensionnées	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration surdimensionnées	5000 22 000	27 000
Les Rascous	Mr Blomme	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration surdimensionnées	Augmentation du linéaire des tranchées d'infiltration	22 000	22 000
Bourdic	Mr Brookbank	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical semi-enterré ou terre d'infiltration drainé au fossé à créer	Filtre à sable vertical semi-enterré ou terre d'infiltration drainé au fossé à créer	44 000 6000	50 000
Saint André	Mr Cardinal	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Terre d'infiltration drainé au fossé existant avec relevage des effluents	Fosse toutes eaux + Terre d'infiltration drainé au fossé existant avec relevage des effluents	1000 5000 44 000 10 000	60 000
Saint André	Mr Cardinal	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Terre d'infiltration drainé au fossé existant avec relevage des effluents	Terre d'infiltration drainé au fossé existant avec relevage des effluents	44 000 10 000	54 000
La Source	Mr Alaux JP.	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux et bac à graisse + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	36 000	36 000
La Yourte	Mr Alaux N.	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	1000 5000 36 000 6000	48 000
Moulin de la Yourte	Mme Laforgue S.	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	36 000 6000	42 000
Peyrounet	Mr Kiltis	Type d'habitat permanent : Puisard + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical semi-enterré ou terre d'infiltration drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical semi-enterré ou terre d'infiltration drainé au fossé à créer	5000 44 000 6000	54 000
Naudel	Mr Beutes B.	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Tranchée d'infiltration + Puisard + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration surdimensionnées	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration surdimensionnées	1000 5000 22 000	29 000
L'Oustalet	Mr Fauconnier	Type d'habitat permanent : Fosse septique et bac à graisse + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical semi-enterré ou terre d'infiltration drainé au fossé à créer avec relevage des effluents	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical semi-enterré ou terre d'infiltration drainé au fossé à créer avec relevage des effluents	1000 5000 44 000 6000 10 000	66 000

NC

Lieu-dit et nom du propriétaire :		Filières d'assainissement existantes :	Filières d'assainissement préconisées :	Réhabilitations préconisées dans l'éventualité de dysfonctionnement ou d'absence de filière :	Coût estimatif des travaux en F.H.T		
NC	Gastou	Mr Fraisse	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	1000 5000 36 000	42 000
		Mr Raunier		Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	1000 5000 36 000	42 000
	Bel Air	Mr Escudié	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration surdimensionnées	Tranchées d'infiltration surdimensionnées	22 000	22 000
	La Plaine du Château	DDE	Sanitaire du bâtiment de l'équipement : Fosse septique + Rejets superficiels	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	5000 17 000	22 000
	Laguillone	Mr Carrière	Type d'habitat permanent : Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Tertre d'infiltration drainé au fossé	Fosse toutes eaux + Tertre d'infiltration drainé au fossé existant	5000 44 000	49 000
	Boujou-Bas	/	Type d'habitat vacant : Aucune	Fosse toutes eaux + Tertre d'infiltration drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Tertre d'infiltration drainé au fossé à créer	5000 44 000 6000	55 000
	Boujou-Haut	Mr Stefanuto	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	36 000 6000	42 000
	Saint Félix	Mme Belmas J.	Type d'habitat permanent : Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	5000 36 000 6000	47 000
	En Sales Bas	Mr Armengaud	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Tertre d'infiltration drainé au fossé à créer	Tertre d'infiltration drainé au fossé à créer	44 000 6000	50 000
	En Sales Haut	Mr Ferrasse	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration surdimensionnées	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration surdimensionnées	1000 5000 22 000	28 000
	Bellevue	Mr Liddle	Type d'habitat vacant : Aucune	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	5000 36 000 6000	47 000
	Saint Hubert	Mr Faure	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	1000 5000 17 000	23 000
	Espéramont	Mr Bodin	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Tranchées d'infiltration + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	1000 5000 36 000 6000	48 000
	Machicot	Mr Haudrechy	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	1000 5000 36 000 6000	48 000
	Peyrot de Touny	Mme Maleville	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	36 000 6000	42 000
		Mr Puget	Type d'habitat permanent : Aucune	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	5000 36 000 6000	47 000
	Graussail	Mr Pasko	Type d'habitat permanent : Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	5000 36 000 6000	47 000
	Serre de Peyrot	Mr dela Fuente	Type d'habitat permanent : Aucun	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	5000 36 000 6000	47 000
	Montplaisir	Mr Batigne	Type d'habitat permanent : Fosse septique et bac à graisse + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	5000 36 000 6000	47 000

Lieu-dit et nom du propriétaire :		Filières d'assainissement existantes :	Filières d'assainissement préconisées :	Réhabilitations préconisées dans l'éventualité de dysfonctionnement ou d'absence de filière :	Coût estimatif des travaux en F.H.T		
NC	Serre Blanche	Mr Menaphron	Type d'habitat temporaire : Fosse septique et bac à graisse + Puisard	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	1000 5000 36 000	42 000
	Perry	Mr Vallez	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Puisard	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	36 000	36 000
	Calixt	Mr Rouquet	Type d'habitat temporaire : Fosse septique + Puisard	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	1000 5000 36 000	42 000
	Lamargoy	Mr Dandine	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Puisard	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical semi-enterré ou non selon l'épaisseur des sols place drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical semi-enterré ou non selon l'épaisseur des sols place drainé au fossé à créer	1000 5000 40 000 6000	52 000
	Riban Maurus	Mr Prison B.	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	1000 5000 36 000	42 000
	Riban Maurus	Mr Prison J.L.	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	1000 5000 36 000	42 000
	Les Mouillures	Mr Birebent	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	1000 5000 36 000	42 000
			Type d'habitat permanent : Fosse septique + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	1000 5000 36 000	42 000
	Lavacquerie	Mr Cigale	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	1000 5000 36 000 6000	48 000
	Mondou	Mr Gabolde	Type d'habitat temporaire : Fosse toutes eaux + Tranchée d'infiltration	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	36 000 6000	42 000
	Calmet	Mr Pouzens	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	1000 5000 17 000	23 000
		Mr Pouzens L.	Type d'habitat permanent : Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Tertre d'infiltration drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Tertre d'infiltration drainé au fossé à créer	5000 44 000 6000	55 000
	Pedeimas	Mr Birebent S.	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	1000 5000 36 000	42 000
	Argousse	Mr Medina	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	36 000 6000	42 000
	Les Mandrats	Mr Cazaban H.	Type d'habitat permanent : Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	5000 36 000 6000	47 000
	Labourdette	Mr Monnier	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	36 000	36 000
	Labourdette	Mr Monnier	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	1000 5000 36 000	42 000
	Piot	Mr Westertaklax	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	36 000	36 000
	En Serres Hautes	Mr Dulenc	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration surdimensionnées	Tranchées d'infiltration surdimensionnées	22 000	22 000

Lieu-dit et nom du propriétaire :		Filières d'assainissement existantes :	Filières d'assainissement préconisées :	Réhabilitations préconisées dans l'éventualité de dysfonctionnement ou d'absence de filière :	Coût estimatif des travaux en F.H.T		
NC	En Serres Basses	Mr Sefanuto R.	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	36 000 6000	42 000
	Le Coulomié	Mr Cazaban	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration surdimensionnées ou Filtre à sable vertical drainé selon l'épaisseur des sols en place	Tranchées d'infiltration surdimensionnées ou Filtre à sable vertical drainé au fossé existant selon l'épaisseur des sols en place	36 000	36 000
		Mme Cazaban	Type d'habitat permanent : Fosse septique et bac à graisse + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration surdimensionnées ou Filtre à sable vertical drainé selon l'épaisseur des sols en place	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration surdimensionnées ou Filtre à sable vertical drainé au fossé existant selon l'épaisseur des sols en place	1000 5000 36 000	42 000
	Suquet	Mr Condouret	Type d'habitat permanent : Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	5000 36 000	41 000
			Type d'habitat temporaire : Rejet superficiel potentiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical non drainé	5000 34 000	39 000
	Malvesy le Haut	Mr Belmas R.	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	1000 5000 36 000 6000	48 000
	Malvesy le Haut	Mr Vidal	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration		Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	36 000 6000	42 000
		Mr Belmas A.	Absence de renseignement - pas de rejet visible		Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	5000 36 000 6000	47 000
	Malvesy le Haut	Mr Belmas A.	Type d'habitat permanent : Fosse étanche + Rejet superficiel		Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	1000 5000 36 000 6000	48 000
		Mr Audric	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Puisard		Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	1000 5000 36 000 6000	48 000
	Malvesy le Haut	Mr Audric	Absence de renseignement - pas de rejet visible		Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	5000 36 000 6000	47 000
	Malvesy le Bas	Mr Quersin	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	36 000 6000	42 000
		Mr Saffon	Type d'habitat vacant : Rejet superficiel		Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	5000 36 000 6000	47 000
	A la Rivière	Mr Aynie	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	36 000	36 000
	Bel Aspect	Mr Cazaban	Type d'habitat permanent : Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	5000 36 000 6000	47 000
	Château de Bel Aspect	Mr Gumstrup	Type d'habitat permanent : Fosse septique et bac à graisse+ Puisard + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Terre d'infiltration avec relevage drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Terre d'infiltration avec relevage drainé au fossé existant	1000 5000 44 000 6000 10 000	66 000
	Peiroles	Mr Doirat	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Puisard	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	1000 5000 17 000	23 000
	Bely	Mr Jammes	Absence de renseignement - pas de rejet visible	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	5000 36 000 6000	47 000

Lieu-dit et nom du propriétaire :			Filières d'assainissement existantes :	Filières d'assainissement préconisées :	Réhabilitations préconisées dans l'éventualité de dysfonctionnement ou d'absence de filière :	Coût estimatif des travaux en F.H.T	
NC	Clot de Roumanelle	Mr Cazaban B.	Absence de renseignement - pas de rejet visible	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	5000 36 000 6000	47 000
	Clot de Roumanelle	Mr Sefanuto	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Tertre d'infiltration avec relevage drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Tertre d'infiltration avec relevage drainé au fossé existant	1000 5000 44 000 10 000	60 000
	Clot de Roumanelle	Mr Pech	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Tertre d'infiltration avec relevage drainé au fossé existant	Tertre d'infiltration avec relevage drainé au fossé existant	44 000 1000	45 000
	Le Coumel	Melle Melet	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	36 000	36 000
	Fontfroide	Mr Carbon	Type d'habitat permanent : Fosse septique + Tranchées d'infiltration + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Tertre d'infiltration avec relevage drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé existant	1000 5000 36 000	42 000
NCg	Lac de Regambert	Maine	Type d'habitat temporaire : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration surdimensionnées	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration surdimensionnées	Aucune	Néant	
NAG	Tour d'Envie	Mr Gaubert	Type d'habitat temporaire : Fosse septique + Tranchées d'infiltration surdimensionnées	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration surdimensionnées	1000 5000 22 000	28 000
	Lagasset Ouest	/	Type d'habitat permanent : Fosse septique et bac à graisse + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Tertre d'infiltration non drainé avec relevage des effluents	Fosse toutes eaux + Tertre d'infiltration non drainé avec relevage des effluents	1000 5000 42 000 10 000	58 000
	Roumanelle	Mr Alaux JP.	Type d'habitat permanent : Fosse septique et bac à graisse + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable drainé au fossé existant	1000 5000 36 000	42 000
		Mr Le Coq L.	Type d'habitat permanent : Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable drainé au fossé existant	Fosse toutes eaux + Filtre à sable drainé au fossé existant	5000 36 000	42 000
NB	Est du cimetière	Mr Pantale T.	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration dans un talus remblayé	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	36 000 6000	42 000
	Lamargoy	Mr Dandine	Type d'habitat permanent : septique + Rejet superficiel	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	Fosse toutes eaux + Filtre à sable vertical drainé au fossé à créer	1000 5000 36 000 6000	48 000
	Tour d'Envie	Mr Gaubert	Type d'habitat permanent : Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration dans un talus remblayé	Fosse toutes eaux + Tranchées d'infiltration	Aucune	Néant	
Montant total estimatif des travaux de réhabilitation en F.H.T :							3 667 000
Montant total estimatif des travaux prioritaire de réhabilitation en F.H.T :							2 093 000

III.1.1 Coûts engendrés par les opérations de contrôle et d'entretien des filières d'assainissement individuel

Une installation d'assainissement autonome, même correctement réalisée, ne peut donner satisfaction que si son entretien est régulier et systématique.

Cet entretien adapté à chaque type d'installation permettra de garantir un niveau satisfaisant d'épuration. Le coût moyen annuel de l'entretien des systèmes d'assainissement autonome sera évalué comme suit :

- Vidange de la fosse toutes eaux de 3 m³ : 450 F.H.T./ an.
- Visite annuelle de contrôle par installation : 150 F.H.T.

III.2. Travaux de restructuration et d'extension des réseaux d'assainissement de type séparatif dans le village :

III.2.1 Programmation des travaux de restructuration des désordres affectant les réseaux

L'alimentation en eau potable des huit chasses du village sera définitivement condamnée au niveau de la vanne de commande.

🔗 *Sur le Bassin versant du Village :*

Synthèse des priorités de la première action :

Ordre de priorité	Localisation	Travaux proposés :	Rendement des travaux	Coût total en F HT à la charge du particulier	Coût total en F HT à la charge de la commune	Coût en F/m ³
Priorité N°1	Rue des Chalets : entre les regards de visite N°05 et N°06	Réhabilitation complète du collecteur : - Collecteur : 32 ml Ø150mm PVC sous la chaussée. - Regards de visite : à conserver. - Raccordements : Réfection de 4 raccordements. - Suppression d'une arrivée d'eaux claires d'un raccordement à 20 ml du RV N°05 à 03h dans le sens RV N°05 vers le RV N°06.	Débit journalier 4.3 m ³ /j	/	25 600 18 000	10 139
	Route de Regambert : entre les regards de visite N°20 et N°21	Réhabilitation complète du collecteur : - Collecteur : 68 ml Ø150mm PVC sous la chaussée avec présence d'un substratum rocheux. - Regards de visite : 3 - Raccordements : 2	Débit journalier 8.6 m ³ /j		68 000 15 000 8000	10 581
	Grand' Rue : entre les regards de visite N°25 et N°26	Réhabilitation complète du collecteur : - Collecteur : 90 ml Ø150mm PVC sous chaussée goudronnée. - Regards de visite : 3, suppression de la chasse d'égout et réhabilitation du raccordement de l'extrémité de la conduite de refoulement - Raccordements : 9	Débit journalier 4.3 m ³ /j		72 000 36 000	16 744
Déviation des effluents et installation du chantier :				/	18 000	/
Réception des travaux :					4100	
SOUS-TOTAL Priorité N°1 en F HT pour la suppression de 17.2 m ³ /j soit 29.8% du volume journalier à l'exutoire du réseau du village :				/	264 700	15 389

Ordre de priorité	Localisation	Travaux proposés :	Rendement des travaux	Coût total en F HT à la charge du particulier	Coût total en F HT à la charge de la commune	Coût en F/m³
Priorité N°2	Regard de visite N°01 – Route de Toulouse	Reprise de l'étanchéité des éléments de la cheminée – Déchaussement de l'élément du regard de visite perforé et remplacement pour assurer la pérennité de l'ouvrage	Intensité du drainage variable suivant l'état de saturation en eau du sous-sol	/	3500	Non quantifiable
	Regard de visite N°07 – Route de Toulouse	Rehabilitation complète des éléments de cheminée – Suppression des perforations.- Déchaussement de l'ensemble des éléments du regard de visite – Pose de quatre nouveaux ouvrages			5000	
	Regard de visite N°03 – Route de Toulouse	Suppression des racines dans le regard de visite – Reprise de l'étanchéité entre les joints des éléments de la cheminée			3000	
	Regards de visite N°08, 09 et 2 regards en amont – Rue des Jardins	Pose de 4 regards de visite normalisés – Suppression d'un drain dans le RV N°08.			25 000	
	Regard de visite N°04 – Rue des Rosiers	Suppression des racines dans le regard de visite – Reprise de l'étanchéité entre les joints des éléments de la cheminée			3000	
Priorité N°2	Regard de visite N°10 – Grand'Rue	Reprise de l'étanchéité des éléments de la cheminée – Déchaussement de l'élément du regard de visite perforé et remplacement pour assurer la pérennité de l'ouvrage	Intensité du drainage variable suivant l'état de saturation en eau du sous-sol	/	3500	Non quantifiable
	Regard de visite N°26 – Grand'Rue	Pris en compte dans la suppression des eaux claires parasites				
	Regard de visite N°21 – Route de Regambert					
	Regard de visite N°29 – Centre Médical	Déchaussement de l'élément du regard de visite cassé et remplacement pour assurer la pérennité de l'ouvrage	Intensité du drainage variable suivant l'état de saturation en eau du sous-sol	/	4000	Non quantifiable
	Regard de visite N°32 – Centre Médical				4000	
	Regard de visite N°35 – Chemin de service en amont de la station d'épuration	Déchaussement de l'élément du regard de visite cassé et remplacement pour assurer la pérennité de l'ouvrage (cote radier >1.3m/TN)			Pris en compte dans les travaux de restructuration du tracé du collecteur	
	Cinq regards de visite en amont de la station d'épuration	Pris en compte dans la suppression des eaux claires parasites				
SOUS-TOTAL Priorité N°2 en F HT :				/	51 000	/
TOTAL Action N°1 en F HT pour la suppression de 12 m³/j soit 20% du volume journalier à l'exutoire du réseau du village :				/	315 700	26 308

Synthèse des priorités de la deuxième action :

Ordre de priorité	Localisation	Travaux proposés :	Rendement des travaux	Coût total en F HT à la charge du particulier	Coût total en F HT à la charge de la commune	Coût en F/m ³
Priorité N°1	Route départementale N°625 – Parcelle cadastrale N°64	Déconnexion de deux gouttières de toiture Anomalie N°05	< 1 m ³ /j	600	/	1667
	Rue des Genêts et des Rosiers	Déconnexion d'une gouttière de toiture Anomalie N°33	0.5 m ³ /j	300		
	Route départementale N°625	Déconnexion d'une gouttière de toiture Anomalie N°12	0.5 m ³ /j	300		

Ordre de priorité	Localisation	Travaux proposés :	Rendement des travaux	Coût total en F HT à la charge du particulier	Coût total en F HT à la charge de la commune	Coût en F/m³	
Priorité N°1	Chemin de la Rivière	Déconnexion d'une gouttière de toiture Anomalie N°21	0.5 m³/j	300			
	Rue des Jardins – Parcelle cadastrale N°1065	Déconnexion d'un siphon de sol Anomalie N°19	0.15 m³/j	1500			
	Rue du Forail	Déconnexion d'une grille avaloir alimentant un réservoir de chasse d'égout hors-service Anomalie N°50	0.05 m³/j	/	1500		
SOUS-TOTAL Priorité 1 en F HT pour la suppression de 2.7 m³/j sous une averse de 10 mm soit 45% de la surface active apparente totale :				3000	1500	1667	
Priorité N°2	Chemin communal en amont de la station d'épuration	Réhabilitation complète du collecteur jusqu'au point de raccordement en entrée de la station d'épuration : - Collecteur : 80 ml Ø150mm PVC sous chaussée goudronnée. - Regards de visite : 2 - Suppression des regards de visite maçonnés et reprise de l'étanchéité du regard de visite en amont. - Suppression du trop-plein. - Raccordement : 0	Variable suivant la hauteur d'eau du fossé pluvial - Suppression des rejets directs d'effluents bruts	/	Pris en compte dans les travaux de restructuration du tracé du collecteur	Non quantifiable	
		Déviation des effluents et installation du chantier :		/			
		Réception des travaux :		/			
	Chemin communal en amont de la station d'épuration	Réhausse et scellement des tampons des regards de visite dans le champ : 3 Anomalie N°02	Variable suivant l'importance des ruissellements - Suppression des rejets directs d'effluents bruts	/		Non quantifiable	
		Réception des travaux :		/			
		SOUS-TOTAL Priorité 2 en F HT pour la suppression des entrées des eaux de ruissellement sous une averse :		/			/
Priorité N°3	Route départementale N°625 – Parcelle cadastrale N°66	Remplacement du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°27	< 0.05 m³/j	550	/	11 000	
	Route départementale N°625	Remplacement du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°54	< 0.05 m³/j	550	/	11 000	
		Remplacement du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°55	< 0.05 m³/j	550	/	11 000	
		Reprise de l'étanchéité du raccordement privé à la boîte de branchement Anomalie N°28	Non quantifiable	250	/	Non quantifiable	
		Reprise de l'étanchéité d'une excavation en attente Anomalie N°56	Non quantifiable	50	/		
		Rue des Genêts et des Rosiers	Remplacement du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°31	< 0.05 m³/j	550	/	11 000
	Remplacement du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°25		< 0.1 m³/j	1100	/	11 000	
	Reprise de l'étanchéité du raccordement privé à la boîte de branchement Anomalie N°30		< 0.05 m³/j	250	/	5000	

GAEA Environnement
Mars 2001

Ordre de priorité	Localisation	Travaux proposés :	Rendement des travaux	Coût total en F HT à la charge du particulier	Coût total en F HT à la charge de la commune	Coût en F/m ³
Priorité N°3	Rue des Genêts et des Rosiers	Reprise de l'étanchéité de deux regards de raccordement privé à la boîte de branchement Anomalie N°32	< 0.1 m ³ /j	500	/	5000
		Reprise de l'étanchéité d'un regard de raccordement privé à la boîte de branchement Anomalie N°29	< 0.05 m ³ /j	250	/	5000
		Reprise de l'étanchéité de deux regards de raccordement privé à la boîte de branchement Anomalie N°17	< 0.1 m ³ /j	500	/	5000
	Rue des Genêts et des Rosiers	Reprise de l'étanchéité d'un regard de raccordement privé à la boîte de branchement Anomalie N°17	< 0.05 m ³ /j	250	/	5000
		Reprise de l'étanchéité d'un regard de raccordement privé à la boîte de branchement Anomalie N°04	< 0.05 m ³ /j	250	/	5000
		Reprise de l'étanchéité d'un regard de raccordement privé à la boîte de branchement Anomalie N°34	< 0.05 m ³ /j	250	/	5000
		Reprise de l'étanchéité d'un regard de raccordement privé à la boîte de branchement Anomalie N°14	< 0.05 m ³ /j	250	/	5000
	Rue du Docteur Vidal	Remplacement du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°08	< 0.05 m ³ /j	550	/	11 000
	Rue du Docteur Vidal – Parcelle cadastrale N°279	Remplacement du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°09	< 0.05 m ³ /j	550	/	11 000
	Rue du Docteur Vidal – Parcelle cadastrale N°1020	Reprise de l'étanchéité des éléments de la boîte de branchement Anomalie N°10	< 0.05 m ³ /j	250	/	5000
	Rue du Docteur Vidal – Parcelle cadastrale N°259	Reprise de l'étanchéité des éléments de la boîte de branchement Anomalie N°11	< 0.05 m ³ /j	550	/	11 000
	Route départementale N°625	Reprise de l'étanchéité du socle de la boîte de branchement Anomalie N°13	< 0.05 m ³ /j	250	/	5000
	Rue Paul Dimeur	Reprise de l'étanchéité du raccordement privé à la boîte de branchement Anomalie N°15	< 0.05 m ³ /j	250	/	5000
		Remplacement du socle et du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°47	< 0.05 m ³ /j	700	/	14 000
	Rue des Jardins – Parcelle cadastrale N°1063	Reprise de l'étanchéité d'un regard de raccordement privé à la boîte de branchement Anomalie N°18	< 0.05 m ³ /j	250	/	5000
	Chemin de la Rivière	Reprise de l'étanchéité du socle de la boîte de branchement Anomalie N°20	< 0.05 m ³ /j	250	/	5000
	Rue Saint-Mathieu	Reprise de l'étanchéité du socle de la boîte de branchement Anomalie N°22	< 0.05 m ³ /j	250	/	5000
		Reprise de l'étanchéité du socle de la boîte de branchement Anomalie N°23	< 0.05 m ³ /j	250	/	5000

GAEA Environnement
Mars 2001

Ordre de priorité	Localisation	Travaux proposés :	Rendement des travaux	Coût total en F HT à la charge du particulier	Coût total en F HT à la charge de la commune	Coût en F/m³
Priorité N°3		Remplacement du socle et du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°44	< 0.05 m³/j	700	/	14 000
		Remplacement du socle et du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°45	< 0.05 m³/j	700	/	14 000
Priorité N°3	Rue Emile Coural	Remplacement du socle et du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°24	< 0.05 m³/j	700	/	14 000
		Remplacement du socle et du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°42	< 0.05 m³/j	1400	/	28 000
		Remplacement du socle et du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°43	< 0.05 m³/j	1400	/	28 000
	Rue du Bassin	Remplacement du socle et du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°38	< 0.05 m³/j	700	/	28 000
		Remplacement du socle et du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°39	< 0.05 m³/j	700	/	14 000
	Route de Mirepoix	Remplacement du socle et du couvercle de la boîte de branchement et reprise de l'étanchéité du raccordement privé Anomalie N°40	< 0.05 m³/j	900	/	18 000
		Reprise de l'étanchéité du raccordement privé à la boîte de branchement Anomalie N°48	Non quantifiable	250	/	Non quantifiable
		Remplacement du socle et du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°41	< 0.05 m³/j	700	/	14 000
		Remplacement du socle et du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°46	< 0.05 m³/j	700	/	14 000
	Route de Regambert	Remplacement du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°51	< 0.05 m³/j	550	/	11 000
	Rue du Moulin	Remplacement du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°52	< 0.05 m³/j	550	/	11 000
		Reprise de l'étanchéité du raccordement privé à la boîte de branchement Anomalie N°53	Non quantifiable	250	/	Non quantifiable
SOUS-TOTAL Priorité 3 en F HT pour la suppression de 2 m³/j sous une averse de 10 mm soit 33% de la surface active apparente :				21 750	/	10 875
TOTAL Action N°2 en F HT pour la suppression de 4.7 m³/j sous une averse de 10 mm soit 78% de la surface active apparente totale :				24 750	1500	31 112

Dans le cadre de la priorité N°3, le coût en F/m³ de chacune des réhabilitations est difficilement estimable. La totalité des travaux de cette phase améliorera l'étanchéité des collecteurs vis à vis du phénomène de ressuyage des sols et facilitera les écoulements des effluents.

Les suppressions des rejets d'effluents bruts dans le milieu naturel seront directement traités par les particuliers concernés.

Un programme d'hydrocurage annuel sur l'ensemble des collecteurs devra être mis en place, avec comme axe prioritaire la Grand'Rue. Ce type d'intervention ne pourra pas bénéficier de subvention.

Synthèse des priorités de la troisième action

Ordre de priorité	Localisation	Travaux proposés :	Coût total en F HT à la charge du particulier	Coût total en F HT à la charge de la commune
Priorité N°1	Regard de visite N°03 – Rue des Rosiers	Opération d'hydrocurage	/	Pris en compte dans les travaux de suppression des racines
	Regard de visite N°05 – Rue des Chalets	Opération ponctuelle d'hydrocurage – Renseignement supplémentaire nécessaire dans l'éventualité d'une activité de préparation et de cuisson de conserves chez le particulier raccordé à 09h	/	Pris en compte dans lors des investigations d'hydrocurage et de passage de caméra
	Regard de visite N°10 – Grand'Rue	Opération ponctuelle d'hydrocurage	/	Pris en compte dans les travaux de réhabilitation des éléments du regard de visite
	Regard de visite N°11 – Grand'Rue	Opération ponctuelle d'hydrocurage	/	Pris en compte dans les travaux d'entretien annuel des collecteurs
	Regard de visite N°17 – Route de Toulouse	Opération ponctuelle d'hydrocurage	/	
	Regard de visite N°20 – Route de Regambert	Opération ponctuelle d'hydrocurage	/	Pris en compte dans les travaux de suppression des eaux claires
	Regard de visite N°23 – Route de Regambert	Déviation angulaire trop importante sur l'antenne principale du bassin versant du village – Mise en place de deux regards de visite et reprise de 12 ml de collecteur 150 PVC	/	Pris en compte dans les travaux de restructuration du tracé du collecteur
	Réception des travaux :		Forfait	/
	Regards de visite N°25 et 26 – Grand'Rue	Opération ponctuelle d'hydrocurage – Désordres devant être supprimés lors de la mise en place effective d'unité de prétraitement à l'exutoire des évacuations des eaux ménagères du traiteur, du restaurant et de la cantine	/	Pris en compte dans les investigations d'hydrocurage et de passage de caméra
	Regard de visite N°35 – Chemin de service en amont de la station d'épuration	Opération ponctuelle d'hydrocurage	/	Pris en compte dans les travaux de réhabilitation du regard de visite
	Cinq regards de visite en amont de la station d'épuration	La réhabilitation du collecteur et la collecte du bassin versant de la zone artisanale nécessitera la pose d'une unité de relèvement des effluents en entrée de la station d'épuration	/	Réhabilitation du collecteur prise en compte dans la suppression des eaux claires
	Canal d'entrée de la station d'épuration	Le génie civil et les cotes du radier actuel des ouvrages nécessitent la pose d'un poste de relevage en entrée de la station d'épuration	/	Pris en compte dans les travaux de réhabilitation des ouvrages de la station d'épuration
SOUS-TOTAL Priorité 1 en F HT :			/	Pris en compte dans les travaux de restructuration du tracé du collecteur

Ordre de priorité	Localisation	Travaux proposés :	Coût total en F HT à la charge du particulier	Coût total en F HT à la charge de la commune
Priorité N°2	Restaurant	Mise en place d'un séparateur de graisse	15 000	/
SOUS-TOTAL Priorité 2 en F HT :			15 000	/
Priorité N°3	Station d'épuration	Réhabilitation complète des ouvrages - Amélioration de la capacité nominale à 600 EH	/	Pris en compte lors de la réalisation du nouvel ouvrage
	Sur l'ensemble du bassin versant 48 regards de visite sont enrobés	Désincarcération et rehausse de la couronne des regards de visite	/	120 000*
SOUS-TOTAL Priorité 3 en F HT :			/	120 000
TOTAL Action N°3 en F HT :			15 000	120 000

* Le montant des opérations de désincarcération et de rehausse de la couronne du regard de visite, n'est pas pris en considération, par les taux des subventions accordés aux travaux.

Sur le bassin versant du village l'estimation totale des travaux de réhabilitation à la charge du particulier représente un montant de 39 750 F HT. Le montant à la charge de la commune est estimé à 437 200 F HT.

Sur le sous-bassin versant du stade :

Synthèse des priorités de la première action :

Ordre de priorité	Localisation	Travaux proposés :	Rendement des travaux	Coût total en F HT à la charge du particulier	Coût total en F HT à la charge de la commune	Coût en F/m³
Priorité N°1	Rue du Stade en amont du poste de refoulement : à partir du regard de visite N°31 en direction du Château	Suppression de l'antenne de collecteur : - Réhabilitation de la cunette du RV N°31 - Condamnation de l'antenne de collecteur hors service drainant les eaux claires parasites	Débit journalier 0.9 m³/j variable suivant les épisodes pluvieux	/	3000	3333
Réception des travaux :					1000	/
SOUS-TOTAL Priorité N°1 en F HT pour la suppression de 0.9 m³/j soit 1.5% du volume journalier à l'exutoire du réseau du village :				/	4000	3333
Priorité N°2	Regard de visite N°29 – Centre Médical	Déchaussement des éléments du regard de visite et remplacement de l'élément cassé pour assurer la pérennité de l'ouvrage	Intensité du drainage variable suivant l'état de saturation en eau du sous-sol	/	4000	Non quantifiable
	Regard de visite N°32 – Stade	Déchaussement des éléments du regard de visite et réhabilitation complète		/	5000	
SOUS-TOTAL Priorité N°2 en F HT :				/	9000	/
TOTAL Action N°1 en F HT pour la suppression de 0.9 m³/j soit 1.5% du volume journalier à l'exutoire du réseau du village :				/	13 000	14 444

Synthèse des priorités de la deuxième action :

Ordre de priorité	Localisation	Travaux proposés :	Rendement des travaux	Coût total en F HT à la charge du particulier	Coût total en F HT à la charge de la commune	Coût en F/m ³
Priorité N°1	Rue de l'Ecole	Déconnexion de deux gouttières de toiture Anomalie N°58	> 0.5 m ³ /j	600	/	1200
	Chemin du Stade	Déconnexion d'un siphon de sol Anomalie N°35	< 0.05 m ³ /j	/	500	10 000
SOUS-TOTAL Priorité 1 en F HT pour la suppression de 0.55 m ³ /j sous une averse de 10 mm soit 9% de la surface active apparente :				600	500	2000
Priorité N°2	Vestiaire du Stade	Remplacement du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°36	< 0.05 m ³ /j	/	550	11 000

Ordre de priorité	Localisation	Travaux proposés :	Rendement des travaux	Coût total en F HT à la charge du particulier	Coût total en F HT à la charge de la commune	Coût en F/m ³
Priorité N°2	Rue de l'Ecole	Remplacement du socle et du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°59	0.1 m ³ /j	700	/	7000
SOUS-TOTAL Priorité 2 en F HT pour la suppression de 0.15 m ³ /j sous une averse de 10 mm soit 2.5% de la surface active apparente :				700	550	8333
TOTAL Action N°2 en F HT pour la suppression de 0.7 m ³ /j sous une averse de 10 mm soit 12% de la surface active apparente totale :				1300	1050	3357

Synthèse des priorités de la troisième action

Ordre de priorité	Localisation	Travaux proposés :	Coût total en F HT à la charge du particulier	Coût total en F HT à la charge de la commune
Priorité N°1	Boucherie - Charcuterie	Mise en place d'un ouvrage de prétraitement du type séparateur de graisse et déboureur	15 000	/
	Cantine de l'école	Mise en place d'un ouvrage de prétraitement du type séparateur de graisse	/	15 000
	Regard de visite N°31 - Stade	Réalisation d'une cunette maçonnée dans le RV N°31	/	Pris en compte dans les travaux de suppression des eaux claires
	Regard de visite N°33 - Stade	Reprise du tracé du réseau lors de la réhabilitation complète du poste de refoulement et suppression de la déviation angulaire à l'origine de départ d'effluent brut par le trop-plein actuel.	/	Pris en compte dans les travaux de réhabilitation du poste de refoulement
SOUS-TOTAL Priorité 1 en F HT :			15 000	15 000
Priorité N°2	Sur l'ensemble du bassin versant 22 regards de visite sont enrobés	Désincarcération et rehausse de la couronne des regards de visite	/	55 000
SOUS-TOTAL Priorité 2 en F HT :			/	55 000
Priorité N°3	Stade	Réhabilitation complète du poste de refoulement	/	181 000
SOUS-TOTAL Priorité 3 en F HT :			/	181 000
TOTAL Action N°3 en F HT :			15 000	251 000

Sur le sous-bassin versant du stade l'estimation totale des travaux de réhabilitation à la charge du particulier représente un montant de 16 300 F HT. Le montant à la charge de la commune est estimé à 265 050 F HT dont 181 000 F HT concerne la réhabilitation du poste de refoulement.

Sur le bassin versant de la zone artisanale :

Synthèse des priorités de la première action :

L'étanchéité des collecteurs du bassin versant de la zone artisanale vis à vis des intrusions d'eaux claires parasites du sous-sol a été confirmée lors de la campagne de mesures nocturnes.

Synthèse des priorités de la deuxième action :

Ordre de priorité	Localisation	Travaux proposés :	Rendement des travaux	Coût total en F HT à la charge du particulier	Coût total en F HT à la charge de la commune	Coût en F/m ³
Priorité N°1	Atelier de la C.U.M.A.	Déconnexion du siphon de sol de l'aire de lavage des véhicules Anomalie N°61	< 0.2 m ³ /j	/	1000	5000
SOUS-TOTAL Priorité 1 en F HT pour la suppression de 0.2 m ³ /j sous une averse de 10 mm :				/	1000	5000
Priorité N°2	Atelier Cazal	Remplacement du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°07	Non drainant mais risque de nuisance olfactive	550	/	/
	Bureau Cazal	Remplacement du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°62	< 0.05 m ³ /j	550	/	11 000
	SARL Coffrin	Remplacement du couvercle de la boîte de branchement Anomalie N°16	< 0.05 m ³ /j	550	/	11 000
	Atelier de la C.U.M.A.	Etanchéification du tampon du bac à graisse et des boîtes de branchement internes au site Anomalie N°60	< 0.05 m ³ /j	/	1500	30 000
SOUS-TOTAL Priorité 2 en F HT pour la suppression de 0.15 m ³ /j sous une averse de 10 mm :				1650	1500	21 000
TOTAL Action N°2 en F HT pour la suppression de 0.35 m ³ /j sous une averse de 10 mm soit 12% de la surface active apparente totale :				1650	2500	11 857

Synthèse des priorités de la troisième action

Ordre de priorité	Localisation	Travaux proposés :	Coût total en F HT à la charge du particulier	Coût total en F HT à la charge de la commune
Priorité N°1	Exutoire du bassin versant	Raccordement de l'exutoire à une unité de traitement des effluents	/	Pris en compte dans les travaux de réhabilitation de la station d'épuration sur le bassin versant du village
SOUS-TOTAL Priorité 1 en F HT :			/	/
Priorité N°2	Sur l'ensemble du bassin versant 3 regards de visite sont enrobés	Désincarcération et rehausse de la couronne des regards de visite	/	7500

GAEA Environnement
Mars 2001

SOUS-TOTAL Priorité 2 en F HT :	/	7500
TOTAL Action N°3 en F HT :	/	7500

Sur le bassin versant de la zone artisanale l'estimation totale des travaux de réhabilitation à la charge du particulier représente un montant de 1650 F HT. Le montant à la charge de la commune est estimé à 10 000 F HT. Les travaux de raccordement de l'exutoire du bassin versant ont été pris en compte dans les travaux programmés à la station d'épuration.

Le montant global du programme des travaux des réhabilitations est de 712 250 F HT à la charge communale et de 57 700 F HT assuré par les particuliers.

Les coûts des opérations de réhabilitation sont indiqués à titre indicatif. La réalisation d'un Avant Projet Sommaire sur chaque tranche de travaux permettra d'affiner ces indications.

III.2.2 Restructuration des tracés des réseaux d'assainissement

Cette restructuration des antennes de collecteurs permet de limiter la présence d'ouvrages d'assainissement, dans le périmètre de protection des risques d'inondation. Elle améliore la configuration des collecteurs, facilite considérablement le transfert des effluents et permet surtout d'assurer la pérennité des investissements financiers puisque la quasi-totalité des ouvrages respecte les limites du périmètre de protection des zones inondables. **Les travaux de réhabilitation préconisés dans le précédent rapport et affectés par cette restructuration sont mis en évidence par une trame de couleur sur la planche cartographique des actions à entreprendre.**

La possibilité d'un tracé en bordure de voie goudronnée et la mise à profit de la déclivité naturelle des parcelles devraient atténuer le surcoût de cette réfection de linéaire.

Cette opération consiste dans un premier temps à intervertir les sens d'écoulement à partir du regard de visite N°35, de collecter les effluents du sous-bassin versant du secteur pavillonnaire et de quatre habitations surplombant le chemin de service par l'intermédiaire de 269 ml Ø200mm PVC sous le terrain naturel avec, toutefois, des traversées sous la chaussée goudronnée du chemin de service (15ml).

Dans un deuxième temps le poste de refoulement drainant la totalité des effluents du bassin versant du village et de la zone artisanale sera mis en place, 25 ml en amont du regard de visite N°34 par mesure de sécurité vis à vis des limites du périmètre de protection des zones inondables. Les caractéristiques techniques sont identiques au projet du scénario N°3 avec cependant une moins value sur les investissements de rehausse de l'armoire de contrôle.

Les coûts de démolition, de terrassement du site actuel de la station d'épuration et d'acquisition foncière d'un nouvel emplacement restent inchangés.

III.2.3 Coût engendré par les opérations d'entretien des réseaux

Un programme d'hydrocurage annuel sur l'ensemble des collecteurs devra être mis en place afin d'optimiser les écoulements et de respecter une vitesse d'autocurage suffisante dans les collecteurs.

Le coût engendré par cette opération peut être estimé à : 5 F HT/ml, soit 6575 F HT/an.

III.2.4 Rappel des données du programme de réhabilitation des ouvrages et création d'une unité de dépollution adaptée

Les travaux de réhabilitation de la station d'épuration ont été établis sur la base des observations du pré-diagnostic des ouvrages et à partir des résultats du bilan des charges hydrauliques et polluantes. La capacité nominale théorique des ouvrages est de 500 E.H.

Tableau récapitulatif des mesures et des analyses théoriques des charges hydrauliques et polluantes à l'exutoire du bassin versant du village et de la zone artisanale.

Equivalents - habitants à l'exutoire du bassin versant du village et de la zone artisanale								
Mesures du bilan du 02 au 03 juin 1999 sur la station d'épuration actuelle	Zone artisanale			Raccordement de la ZA à la station d'épuration actuelle	Possibilité d'évolution de l'urbanisme ³		Capacité nominale de la station d'épuration actuelle	
	CUMA	ZA ²	Totale		Village	ZA		
Charges hydrauliques en m ³ /j								
Volume journalier en m ³ /j	66.5	5.3	3.8		75.6	18	1	75
Volume journalier d'eaux claires parasites devant être supprimé par les travaux de réhabilitation en m ³ /j	17.3	/	/	/	17.3			
Volume journalier attendu après les travaux en m ³ /j	49.2	/	/	/	58.4			

Charges polluantes en kg											
	Entrée	Sortie	Rendement actuel	Niveau de rejet D4 attendu	Exutoire des bassins versant			Entrée			
DCO	45	12	69%	< 125 mg/l	2.71	6	8.71	54	14.4	1.56	60
DBO ₅	21	4.5	75%	< 25 mg/l	1.14	3	4.14	25	7.2	0.78	27
MES ₁	12	1.5	93%	90%	0.80	4.5	5.3	17.3	10.8	1.17	35
PT	1	1	Nulle	/	0.038	0.20	0.24	1.25	0.48	/	/
NTK	5	4.91	Insignifiant	/	5.12	0.70	5.82	10.8	1.68	0.2	/

(1) Les valeurs de charges du paramètre physico-chimique MES résultent de la configuration du point de mesure et des réglages du volume des bâchées du poste de refoulement (décantation des effluents en amont du point de prélèvement).

(2) Données théoriques établies sur la base d'un recensement des activités existantes et du nombre de personnes sur le site.

(3) Les deux secteurs susceptibles de permettre un développement de l'urbanisme en tenant compte du règlement du P.O.S. et du zonage des secteurs soumis au programme de prévention contre les inondations liées au ruissellement pluvial urbain et aux crues torrentielles sont la ZA et NAA au lieu-dit « Engauzy ». A partir du taux d'évolution annuel et des surfaces disponibles il est établi une évolution de 120 E.H pour le village sur une échelle de 16 ans soit une demande de 3 CU/an et 10 E.H pour la ZA.

Tableau de synthèse des analyses théoriques :

	Raccordement de la ZA à la station d'épuration actuelle	Possibilité d'évolution de l'urbanisme ³		Total	Capacité nominale de la station d'épuration actuelle 500 E.H	Capacité nominale de la station d'épuration future 600 E.H	
		Village	ZA				
Charges hydrauliques en m ³ /j							
Volume journalier en m ³ /j	66.5	75.6	10	1	86.6	75	90
Volume journalier d'eaux claires parasites devant être supprimé par les travaux de réhabilitation en m ³ /j	17.3	17.3			17.3		
Volume journalier attendu après travaux en m ³ /j	49.2	58.4			69.4		

Charges polluantes en kg										
	Entrée	Sortie	Rendement actuel	Niveau de rejet D4 attendu	Exutoire des bassins versants	Entrée				
DCO	45	12	69%	< 125 mg/l	54	14.4	1.56	70	60	72
DBO ₅	21	4.5	75%	< 25 mg/l	25	7.2	0.78	33	27	36
MES ₁	12	1.5	93%	90%	17.3	10.8	1.17	29	35	54
PT	1	1	Nulle	/	1.25	0.48	/	1.73	/	2.4
NTK	5	4.91	Insignifiant	/	10.8	1.68	0.2	12.68	/	8.4

Dans l'éventualité d'une extension des capacités de collecte des effluents domestiques ou des eaux de process de la zone artisanale proportionnellement aux capacités d'accueil des zones urbanisables du P.O.S., les résultats de ces analyses théoriques mettent en évidence un sous-dimensionnement des ouvrages de la phase de traitement.

Une réhabilitation complète des anomalies localisées sur les ouvrages et les collecteurs en amont de la station d'épuration réduirait considérablement les dysfonctionnements liés aux surcharges hydrauliques.

Les « points critiques » les plus importants des étages de la station d'épuration actuelle résultent de l'absence d'une réelle unité de prétraitement, d'une détérioration avancée des matériaux des infrastructures ajoutées aux différentes anomalies localisées sur le réseau telles que les drainages d'eaux claires parasites mais aussi l'absence de prétraitement des effluents des eaux de process de la cantine de l'école, du traiteur et du restaurant.

La profondeur du bassin primaire n'est pas en rapport avec le système d'aération par insufflation d'air (profondeur inférieure à -3 m/TN). Le colmatage régulier des rampes crée des zones de stagnation des boues. Dans l'éventualité d'une augmentation des capacités nominales, la base du dimensionnement actuel de l'ouvrage pourrait être conservée.

La configuration du décanteur secondaire ne facilite pas le respect d'une vitesse ascensionnelle de 0.6 m/h. La répartition équilibrée de la lame d'eau des effluents surnageants sur la longueur des créneaux de la lame de sortie, n'est plus assurée. Un basculement de l'ouvrage dans les sols en place, lors des précédentes inondations, semble en être à l'origine.

La configuration actuelle du réseau et l'importance des dépôts de graisses, en entrée de la station d'épuration, ne permettent pas d'assurer en totalité, la collecte des effluents.

Le raccordement de l'exutoire du bassin versant de la zone artisanale à l'unité de traitement impose un relevage des effluents. La surprofondeur de l'antenne (cote radier supérieure à -3m/TN et la présence de la nappe de l'Hers-Mort devront être prises en compte).

Déjà souligné dans le rapport intermédiaire et dans le tableau précédent, le raccordement du bassin versant de la zone artisanale ne peut pas être envisagé sans un redimensionnement et sans un renforcement technique des étages de la station d'épuration.

Le stockage dans une fosse naturelle des refus du dégrilleur ne pourra pas être conservé. Le drainage des lixivias des lits de séchage devra être raccordé au puits de relevage.

La qualité des eaux respectivement mesurée et estimée de l'Hers-Mort est de type 1B (pollution modérée), sensible à l'eutrophisation au sens de la directive européenne du 21 mars 1991 – arrêté ministériel du 23 novembre 1994. Cette sensibilité du bassin versant de l'Hers-Mort se traduit par des développements excessifs de végétaux aquatiques. Ils constituent un apport de matières organiques important et gênant.

L'objectif de qualité 1A (absence de pollution significative) ne pouvant pas être atteint sur la base des ouvrages existants, il est donc proposé au Groupe de Pilotage une réhabilitation complète des filières de prétraitement et de traitement. Seuls, le génie civil du bassin d'aération (75 m³) et le local technique pourront être conservés.

La suppression des anomalies responsables sur les collecteurs du drainage d'eaux claires parasites de temps sec ou pluvieux devra impérativement être entreprise en amont. Elle devra être également accompagnée de la mise en place des unités de prétraitement dans les établissements producteurs de graisse.

Le tableau ci-dessous détaille les caractéristiques techniques et financières des ouvrages à réhabiliter :

Ouvrage :	Intervention :	Coût total en F HT à la charge de la commune
Puits de relevage	Mise en place d'un puits de relevage et d'un dégrilleur courbe à fonctionnement automatique avec une horloge. Réaménagement du déversoir d'orage avec éventuellement un dessableur, dégraisseur.	130 000
	Reprise du collecteur du bassin versant du village et de la zone artisanale Mise en place de trois pompes et d'une télésurveillance Mise en place d'un déversoir d'orage équipé d'un clapet anti-retour.	50 000
Bassin d'aération	Mise sur plan des cotes réelles de l'ouvrage. Diagnostic complet de l'ouvrage lors d'une vidange Vérification du temps de fonctionnement du système d'aération en fonction des charges. Mise en place d'un dispositif d'aération de surface.	90 000
Bâche de dégazage	Mise en place d'une bâche de dégazage en sortie du bassin d'aération.	15 000
Clarificateur	Suppression de l'ouvrage existant. Réalisation d'un nouvel ouvrage de type circulaire.	160 000
Poste de recirculation	Mise en place d'un dispositif de recirculation adapté au nouvel ouvrage de décantation secondaire.	45 000
Aménagement	Réfection de la clôture et du portail en matériaux inoxydables. Réfection de la surface de la parcelle avec du matériau granulaire et un espace vert. Suppression des ouvrages signalés et évacuation des matériaux.	74 000

Ouvrage :	Intervention :	Coût total en F HT à la charge de la commune
Silo à boues et épaisseur	Mise en place d'un silo à boues d'un volume supérieur à 200 m ³ pour un stockage de 6 à 7 mois équipé d'un dispositif d'alimentation et d'évacuation. Cet ouvrage est complété d'un épaisseur d'un volume supérieur à 20 m ³	200 000
- Reprise des collecteurs aux exutoires des bassins versant	Forfait	50 000
Etudes préalables	Forfait	10 000
Réception des travaux et divers	Forfait	82 400
TOTAL en F HT :		906 400

Le montant total des travaux de réfection des ouvrages d'assainissement, à la charge de la commune, avait été estimé à 1 618 650 FHT dont 56 % sont alloués à la station d'épuration et 13% à la rehausse des tampons des regards de visite. Un total de 57 700 FHT reste à la charge du particulier.

En 1989 les coûts des travaux d'aménagement et de renforcement de la station d'épuration ont nécessité un investissement de 436 449 FHT.

Compte tenu des dégâts déjà subis par les ouvrages existants, des investissements actuellement nécessaires et des limites établies par le programme de prévention contre les inondations liées au ruissellement pluvial urbain et aux crues torrentielles, la proposition d'une création d'un nouvel ouvrage dans un secteur protégé a été retenue par le Groupe de Pilotage. Les points développés ci-dessous rappellent les détails des motivations de ce choix.

■ Une réflexion sur la réédition d'investissements lourds dans un secteur défini en zone inondable est donc à l'origine du choix du quatrième scénario. La configuration du réseau en entrée de la station d'épuration et le raccordement du bassin versant de la zone artisanale imposent un relevage des effluents domestiques. Les propositions d'une surélévation des ouvrages sur un remblai ou le terrassement d'une digue de protection similaire à la rive gauche en limite de la zone artisanale, peuvent être évaluées. La contrainte majeure restera l'impact visuel de telles propositions vis à vis du secteur pavillonnaire et la réalisation de nouveaux investissements techniques et financiers en zone inondable.

■ Le tableau d'analyse des charges hydrauliques et polluantes, présentés précédemment, semble indiquer la présence d'une marge extrêmement faible entre les charges collectées (après les travaux de réhabilitation) et la capacité nominale actuelle des ouvrages. Elle est évaluée à 10%. Cette valeur ne permet pas de répondre à un futur développement de l'urbanisation des secteurs du P.O.S. en vigueur.

■ L'ensemble des facteurs, rééditions d'investissements lourds en zone inondable, augmentation des capacités de traitement des effluents, la délimitation d'un périmètre de protection contre les risques d'inondation et l'obligation d'un relevage des effluents à l'exutoire des bassins versants ont contribué à la proposition d'un nouvel emplacement pour la réalisation d'une nouvelle unité adéquate de traitement.

■ L'emplacement actuel des ouvrages, bénéficiera de la présence d'une superficie suffisante, d'une alimentation en eau potable et en électricité. L'ensemble des effluents d'eaux usées sera collecté par un poste de refoulement d'une capacité de 600 E.H à l'emplacement actuel de la station d'épuration.

■ Cette solution impose une démolition, un terrassement des ouvrages existants et une acquisition foncière d'un nouvel emplacement. Il devra être tenu compte, dans le choix des matériaux utilisés, de la présence de circulation d'eaux souterraines. Le dispositif de ventilation de la bâche sera rehaussé et les tampons d'accès seront étanches et verrouillés. L'emplacement de l'armoire électrique de commande respectera les limites du périmètre de protection des risques d'inondation.

■ Le site proposé en bordure de la route départementale respecte les limites du périmètre de protection (de part et d'autre des rives de l'Hers-Mort) et une évolution d'urbanisation de type pavillonnaire dans le secteur NAA.

■ Le choix d'un procédé d'épuration adapté aux petites collectivités doit tenir compte principalement des paramètres suivants :

- Caractéristiques des effluents très variables et souvent mal connues.
- Production d'une faible pollution.
- Modicité des moyens techniques et financiers disponibles pour l'entretien des équipements.

Parmi la gamme des procédés d'épuration actuellement disponibles, les choix technologiques seront basés sur ces critères principaux.

- Grande souplesse envers des variations de charge et de débit : ouvrages présentant une grande inertie envers ces variations.
- Recherche de la fiabilité plutôt que de la performance.
- Simplicité et faible coût d'exploitation.

Le tableau ci-dessous présente les domaines d'application préférentiels des principales techniques en matière d'assainissement des communes rurales.

Ces données sont établies à partir des études Inter-Agence, des documents techniques du FNDAE et de l'analyse de dispositifs existant dans le département (données des services du SATESE).

Techniques d'assainissement :	Population équivalente :									
	0	50	100	200	300	400	500	1000	2000	
Epandage sur sol en place ou reconstitué										
Lits à macrophytes										
Lagunage naturel										
Lagunage aéré										
Disques biologiques (avec lagune)										
Lit bactérien										
Boues activées en aération prolongée										

☐ Domaine d'application possible ☐ Domaine d'application conseillé

Les perspectives d'urbanisation les plus réalistes des secteurs potentiellement raccordables au réseau d'assainissement existant indiquent une capacité maximale de 600 E.H à l'exutoire des bassins versants. Au vu de ces informations, les techniques d'assainissement des unités de traitement d'une capacité nominale théorique de 600 E.H susceptibles d'être utilisées sont le lagunage naturel, le lit bactérien ou des boues activées en aération prolongée.

Les avantages et les inconvénients des procédés sont exposés dans le tableau ci-après. Une unité de prétraitement spécifique à chacune des techniques permettra de préparer les effluents au traitement. Quelle que soit la solution d'emplacement retenue, les parcelles nécessitent un investissement foncier par la commune pour acquérir la superficie nécessaire aux ouvrages. Un aménagement d'un fossé busé à l'exutoire de l'unité permettra de conserver la superficie totale d'exploitation agricole de la parcelle.

■ Le Lagunage naturel :

Les avantages du procédé sont :	Les limites du procédé sont :
<ul style="list-style-type: none"> ☛ Facilité d'exploitation. ☛ Bon rendement d'élimination sur les nutriments (PT et NTK). ☛ Bonne élimination des germes pathogènes en été. ☛ Adaptation aux fortes variations de charges hydrauliques. ☛ Fort pouvoir tampon et traitement de toute la pollution du réseau sans by-pass amont. ☛ Permet d'éviter des coûts de réhabilitation d'étanchéité de collecteur trop importants. Réseau pseudo-séparatif. ☛ Bonne intégration paysagère. ☛ Niveau D3 de la circulaire du 17 février 1997. 	<ul style="list-style-type: none"> ☛ Emprise au sol importante (20 m²/E.H). ☛ Nature du sous-sol déterminante. ☛ Elimination moyenne de la matière organique. ☛ Qualité du rejet variable suivant les saisons. ☛ Forte sensibilité aux effluents concentrés. ☛ Contraintes d'exploitation ponctuelle. ☛ Maîtrise limitée de l'équilibre biologique et des processus épuratoires.

L'étendue des limites du périmètre de protection établie de part et d'autre des berges de la rivière l'Hers-Mort est un paramètre majeur ne permettant pas de bénéficier d'une superficie globale disponible pour l'implantation des bassins (estimation de 1.2ha). Cette solution ne sera donc pas développée dans les simulations financières.

■ Le lit bactérien :

Les avantages du procédé sont :	Les limites du procédé sont :
<ul style="list-style-type: none"> ☛ Facilité d'exploitation mais doit être régulière pour éviter le colmatage du sprinkler. ☛ Emprise au sol relative (1 m²/E.H). ☛ Relative insensibilité aux surcharges hydrauliques passagères. ☛ Consommation énergétique modérée. ☛ Boues bien épaissies par l'ouvrage de prétraitement ☛ Niveau D2 de la circulaire du 17 février 1997 mais niveau D4 avec un surdimensionnement. 	<ul style="list-style-type: none"> ☛ Risques d'odeurs dans certaines conditions météorologiques par défaut de tirage d'air. ☛ Sensibilité au froid. ☛ Abattement limité de l'azote, envisageable avec un surdimensionnement et un taux de recirculation plus élevé. ☛ Mauvaise intégration paysagère. ☛ Régularité moyenne des performances épuratoires.

■ Les boues actives en aération prolongée :

Les avantages du procédé sont :	Les limites du procédé sont :
<ul style="list-style-type: none"> ☛ Filière performante sur tous les paramètres : bon niveau de qualité des rejets. ☛ Un procédé adapté au nombre d'équivalents-habitants attendus. ☛ Emprise au sol relative (1 m²/E.H). ☛ Bonne intégration paysagère. ☛ Nitrification et dénitrification quasi totales si les réglages sont optimisés. ☛ Niveau D4 de la circulaire du 17 février 1997. 	<ul style="list-style-type: none"> ☛ Coût d'exploitation et d'investissement élevé. Mise en place d'une télésurveillance. ☛ Nécessite du personnel qualifié. ☛ Exploitation par un personnel qualifié.

A ce stade d'étude, le choix définitif de l'emplacement et des types d'ouvrages ne peut être réalisé qu'en concertation avec la commune sur le projet de contournement Nord et Sud du bourg.

La définition du degré de traitement à exiger résulte d'une confrontation entre les objectifs de qualité du milieu récepteur, ses possibilités de dilution et d'auto-épuration et des possibilités techniques de traitement des effluents économiquement acceptables.

Une étude d'incidence des unités de traitement en assainissement collectif devra être entreprise pour préciser l'impact des ouvrages sur le milieu naturel.

III.2.5 Coûts engendrés par la création de la station d'épuration

Les coûts engendrés par la création de cette station d'épuration selon le type d'unité retenu (Lit bactérien ou Boues actives en aération prolongée) sont quasi-équivalents. Le montant total est évalué à 3200 F/ E.H soit à 1 920 000 F HT. Ce montant comprend la totalité des investissements nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Dans le cadre du projet retenu, le montant total des travaux de réfection et de création des ouvrages d'assainissement, à la charge de la commune, a été estimé à 2 632 250 FHT dont 73 % sont alloués à la station d'épuration et 13% à la réhausse des tampons des regards de visite. Un total de 57 700 FHT reste à la charge du particulier.

Ce programme d'investissement permet de répondre au besoin d'urbanisation de la commune sur le long terme.

Dans un premier temps les travaux de réfection des collecteurs, détaillés dans les différentes actions à entreprendre, permettront de différer les investissements à réaliser par la commune.

Ce délai sera une phase d'observation du développement de l'urbanisme dans le secteur du lieu-dit « Engauzy ». L'échéancier du respect des obligations de la commune en matière d'assainissement reste fixé au 31 décembre 2005.

Le montant global de suppression des ouvrages de la station d'épuration actuelle et la remise en état du site sont évalués à 70 000 F H.T.

III.2.6 Coûts du réseau de transport des effluents du poste de refoulement à l'emplacement de la station d'épuration

Localisation :	Intervention :	Coût total en F HT à la charge du particulier	Coût total en F HT à la charge de la commune
Plaine de Caneville : Entre le poste de refoulement	<i>Fourniture et pose d'une conduite de refoulement :</i> - 388 ml de canalisation de refoulement PEDH HP Ø90mm sous terrain naturel.	/	155 200
	<i>Fourniture et pose d'une conduite de refoulement :</i> - 300 ml de collecteurs Ø200 mm PVC sous terrain naturel.		210 000
	- Fourniture et pose de 5 regards de visite.		25 000
	- Terrassement d'un accès pour assurer l'entretien		50 000

Localisation :	Intervention :	Coût total en F HT à la charge du particulier	Coût total en F HT à la charge de la commune
	Etudes préalables :	/	10 000
	Déviations des effluents et installation du chantier	/	5000
	Réception des travaux :	/	6600
TOTAL en F HT :		/	440 200

(*) Le terrassement nécessaire à la pose de la canalisation et à sa pérennité seront réalisés à partir de la départementale à la jonction de deux parcelles afin de ne pas pénaliser l'exploitation agricole du champ.

III.2.7 Coûts engendrés par l'entretien de la station d'épuration

Afin d'optimiser les performances de l'unité de traitement qui sera mise en place, celle-ci devra être entretenue régulièrement.

Le tableau ci-dessous présente, en les comparant, les opérations d'entretien à effectuer, ainsi que leurs coûts, selon le type de station retenu.

Scénario retenu
<p>■ Station d'épuration du type : Boues activées en aération prolongée d'une capacité nominale de 600 E.H.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ouvrage de prétraitement (dessableur et dégraisseur) 3 fois par semaine. ➤ Poste de relevage (pompes et bâche) 1 fois par mois. ➤ Inspection générale du bassin d'aération et du clarificateur (bassin et goulotte, clifford et pont racleur) 3 fois par semaine. ➤ Recirculation des boues et pompes 3 fois par semaine et manœuvre des vannes 1 fois par semaine. ➤ Vérification, relevé des compteurs 2 fois par semaine. ➤ Tests de contrôle, opération de nettoyage 2 fois par semaine. ➤ Extraction des boues tous les six mois. ➤ Tests de contrôle, nettoyage du canal de sortie 3 fois par semaine. ➤ Imprévus 1 jour/an. ➤ Entretien des abords 8 fois par an. <p>■ A la charge de la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Coût des dépenses des opérations d'entretien, du matériel consommable et renouvellement du matériel soumis à une usure normale soit 2% du montant des équipements : 58 000 FH.T./an pour la station d'épuration actuelle. ➤ Coût des dépenses énergétiques : 25000 kW/h soit 12 500 FH.T./an pour la station d'épuration. ➤ Coût des dépenses d'entretien et énergétiques : 15 000 FH.T./an pour le poste de refoulement du stade. ➤ Coût des dépenses d'entretien et énergétiques : 25 000 FH.T./an pour le poste de refoulement à l'exutoire des bassins versants du village et de la zone artisanale.
<p>■ Station d'épuration du type : Lit bactérien et clarificateur d'une capacité nominale de 600 E.H.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ouvrage de prétraitement (dessableur et dégraisseur) 3 fois par semaine. ➤ Opération d'entretien du décanteur-digesteur (enlèvement des flottants, décohérence du chapeau et extraction des boues) 1 fois tous les 6 mois. ➤ Opération d'entretien et inspection du lit bactérien (bassin et goulotte, clifford et pont racleur) 3 fois par semaine. ➤ Recirculation des boues et manœuvre des vannes 2 fois par semaine. ➤ Opération d'entretien du clarificateur 1 fois par semaine. ➤ Tests de contrôle, nettoyage du canal de sortie 1 fois par semaine. ➤ Imprévus 1 jour/an. ➤ Entretien des abords 8 fois par an. <p>■ A la charge de la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Coût des dépenses des opérations d'entretien, du matériel consommable et renouvellement du matériel soumis à une usure normale soit 2% du montant des équipements : 40 000 FH.T./an pour la station d'épuration actuelle. ➤ Coût des dépenses énergétiques : 25000 kW/h soit 1800 FH.T./an pour la station d'épuration. ➤ Coût des dépenses d'entretien et énergétiques : 15 000 FH.T./an pour le poste de refoulement du stade. ➤ Coût des dépenses d'entretien et énergétiques : 25 000 FH.T./an pour le poste de refoulement à l'exutoire des bassins versants du village et de la zone artisanale.

III.3. Tableaux financiers du schéma communal d'assainissement retenu :

Les tableaux présentés en pages suivantes indiquent pour le schéma d'assainissement envisagé :

➤ Un devis estimatif des travaux.

➤ Une simulation de la répercussion de l'investissement sur le prix du mètre cube d'eau potable établie à partir du scénario retenu par les élus en Conseil Municipal.

Le tableau suivant indique les taux des subventions adoptés par le Conseil Général de l'Aude et par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne dans le cadre du 7^{ème} programme d'intervention (1997-2001). Ces taux sont transmis à titre indicatif et restent à être confirmés par les partenaires financiers. Par délibération l'échéancier du 7^{ème} programme d'intervention est porté à 2002.

Les modalités d'attributions des aides aux travaux d'assainissement ont été redéfinies et doivent répondre au cahier des charges établi par la délibération N°2000/32. Le montant plafond de participation de l'Agence de l'Eau ne prend pas en considération les fluctuations des prix du marché.

	Conseil Général*** :	Agence de l'Eau*** :
Installation de traitement	40% du montant H.T.	40% du montant H.T.*
Réseau structurant	10% du montant H.T.	25% du montant H.T. avec un plafond de 6500 F H.T./E.H
Restructuration des réseaux d'assainissement	35% du montant H.T.	30% du montant H.T.
Réseau de transport	40% du montant H.T.	25% du montant H.T.
Assainissement autonome** (Dans le cadre d'habitation ancienne sans filière d'assainissement)	45% du montant H.T.	35% du montant H.T.
Assainissement autonome** (Dans le cadre d'habitation ancienne dont la filière nécessite une réhabilitation)	20% du montant H.T.	60% du montant H.T.

(*) Le Bassin de l'Hers-Touyre est cours d'établissement de contrat de rivière(**) La commune doit mettre en place un service de contrôle des filières d'assainissement individuel. – (***) Les taux des subventions appliqués restent à être confirmés.

Le surcoût de l'eau lié à l'assainissement, calculé ici, correspond au rapport de la dépense annuelle d'assainissement à la consommation d'eau annuelle des habitants ou au nombre de branchements actuels.

Le calcul du surcoût de l'eau est estimatif et n'est présent dans cette étude que pour comparer les différentes solutions. Il se fait sur l'hypothèse d'un emprunt de la collectivité sur la totalité des dépenses d'investissement (aucun apport initial). Si l'emprunt n'est pas total (obtention d'une Dotation Globale d'Équipement ou variante et/ou taux de financement de l'emprunt inférieur à 8%), le coût de l'eau sera à revoir à la baisse.

Actuellement cette Dotation Globale d'Équipement en assainissement n'est plus en application. Une réflexion sur les modalités éventuelles de substitution par les services financiers du Conseil Général de l'Aude, est à l'étude.

**ESTIMATION FINANCIERE DU
SCHEMA COMMUNAL
D'ASSAINISSEMENT RETENU**

SCHEMA D'ASSAINISSEMENT RETENU - Page 1/2
Devis estimatif

ASSAINISSEMENT COLLECTIF	Quantité	Unité	Prix unitaires (FHT)	Travaux sous domaine privé	Travaux sous domaine public	TOTAL (FHT)
Travaux de réhabilitation						
Bassin versant du village :						
Action N°1 :						
Priorité N°1			Devis détaillé des travaux dans la		264 700	264 700
Priorité N°2			pièce N°4 Chap. II		51 000	51 000
Action N°2 :						
Priorité N°1			Devis détaillé des travaux dans la	3 000	1 500	4 500
Priorité N°2			pièce N°4 Chap. II		0	0
Priorité N°3				21 750		21 750
Action N°3 :						
Priorité N°1			Devis détaillé des travaux dans la	15 000	0	0
Priorité N°2			pièce N°4 Chap. II		120 000	120 000
Priorité N°3						
SOUS-TOTAL 1 (FHT) :				39 750	437 200	476 950
Sous-bassin versant du stade :						
Action N°1 :						
Priorité N°1			Devis détaillé des travaux dans la		4 000	4 000
Priorité N°2			pièce N°4 Chap. II		9 000	9 000
Action N°2 :						
Priorité N°1			Devis détaillé des travaux dans la	600	500	1 100
Priorité N°2			pièce N°4 Chap. II	750	550	1 300
Action N°3 :						
Priorité N°1			Devis détaillé des travaux dans la	15 000	15 000	30 000
Priorité N°2			pièce N°4 Chap. II		55 000	55 000
Priorité N°3					181 000	181 000
SOUS-TOTAL 2 (FHT) :				16 350	265 050	281 400
Bassin versant de la zone artisanale :						
Action N°2 :						
Priorité N°1			Devis détaillé des travaux dans la	1 650	1 500	1 000
Priorité N°2			pièce N°4 Chap. III			3 150
Action N°3 :						
Priorité N°1			Devis détaillé des travaux dans la		Pris en compte ultérieurement	
Priorité N°2			pièce N°4 Chap. III		7 500	7 500
SOUS-TOTAL 3 (FHT) :				1 650	9 000	11 650
SOUS-TOTAL 1+2+3 (FHT) :				57 750	711 250	770 000
Honoraire de maîtrise d'œuvre des extension et divers :			10% du montant forfaitaire		71 125	71 125
Extension de collecteurs gravitaire en secteur UC						
Pose d'un collecteur de transport 200mm PVC	45	ml	700		31 500	31 500
avec la pose de 3 regards de visite sous chaussée goudronnée	3	U	5 000		15 000	15 000
Branchement particulier à créer					990	990
Réception des travaux	45	ml	22			
SOUS-TOTAL 4 (FHT) :					47 490	47 490
Extension de collecteurs gravitaire en secteur NAa						
Pose d'un collecteur de transport 200mm PVC	19	ml	700		13 300	13 300
sous chaussée goudronnée						
Pose d'un collecteur de transport 200mm PVC	37	ml	500		18 500	18 500
sous terrain naturel avec la pose d'un						
regard de visite						
Branchement particulier à créer	1	U	5 000		5 000	5 000
Réception des travaux	56	ml	22		1 232	1 232
SOUS-TOTAL 5 (FHT) :					38 032	38 032

SCHEMA D'ASSAINISSEMENT RETENU - Page 1/2
Devis estimatif

ASSAINISSEMENT COLLECTIF	Quantité	Unité	Prix unitaires (FHT)	Travaux sous domaine privé	Travaux sous domaine public	TOTAL (FHT)
Travaux de réhabilitation						
Bassin versant du village :						
Action N°1 :						
Priorité N°1			Devis détaillé des travaux dans la		264 700	264 700
Priorité N°2			pièce N°4 Chap. II		51 000	51 000
Action N°2 :						
Priorité N°1			Devis détaillé des travaux dans la	3 000	1 500	4 500
Priorité N°2			pièce N°4 Chap. II		0	0
Priorité N°3				21 750		21 750
Action N°3 :						
Priorité N°1			Devis détaillé des travaux dans la	15 000	0	0
Priorité N°2			pièce N°4 Chap. II		120 000	120 000
Priorité N°3						
SOUS-TOTAL 1 (FHT) :				39 750	437 200	476 950
Sous-bassin versant du stade :						
Action N°1 :						
Priorité N°1			Devis détaillé des travaux dans la		4 000	4 000
Priorité N°2			pièce N°4 Chap. II		9 000	9 000
Action N°2 :						
Priorité N°1			Devis détaillé des travaux dans la	600	500	1 100
Priorité N°2			pièce N°4 Chap. II	750	550	1 300
Action N°3 :						
Priorité N°1			Devis détaillé des travaux dans la	15 000	15 000	30 000
Priorité N°2			pièce N°4 Chap. II		55 000	55 000
Priorité N°3					181 000	181 000
SOUS-TOTAL 2 (FHT) :				16 350	265 050	281 400
Bassin versant de la zone artisanale :						
Action N°2 :						
Priorité N°1			Devis détaillé des travaux dans la	1 650	1 500	1 000
Priorité N°2			pièce N°4 Chap. III			3 150
Action N°3 :						
Priorité N°1			Devis détaillé des travaux dans la		Pris en compte ultérieurement	
Priorité N°2			pièce N°4 Chap. III		7 500	7 500
SOUS-TOTAL 3 (FHT) :				1 650	9 000	11 650
SOUS-TOTAL 1+2+3 (FHT) :				57 750	711 250	770 000
Honoraire de maîtrise d'œuvre des extension et divers :	10% du montant forfaitaire				71 125	71 125
Extension de collecteurs gravitaire en secteur UC						
Pose d'un collecteur de transport 200mm PVC	45	ml	700		31 500	31 500
avec la pose de 3 regards de visite sous chaussée goudronnée	3	U	5 000		15 000	15 000
Branchement particulier à créer					990	990
Réception des travaux	45	ml	22			
SOUS-TOTAL 4 (FHT) :					47 490	47 490
Extension de collecteurs gravitaire en secteur NAa						
Pose d'un collecteur de transport 200mm PVC	19	ml	700		13 300	13 300
sous chaussée goudronnée						
Pose d'un collecteur de transport 200mm PVC	37	ml	500		18 500	18 500
sous terrain naturel avec la pose d'un						
regard de visite						
Branchement particulier à créer	1	U	5 000		5 000	5 000
Réception des travaux	56	ml	22		1 232	1 232
SOUS-TOTAL 5 (FHT) :					38 032	38 032

SCHEMA D'ASSAINISSEMENT RETENU - Page 2/2
Devis estimatif

ASSAINISSEMENT COLLECTIF	Quantité	Unité	Prix unitaires (FHT)	Travaux sous domaine privé	Travaux sous domaine public	TOTAL (FHT)
Restructuration du collecteur entre les regards de visite N°35 et N°34						
Pose d'un collecteur de transport 200mm PVC avec la pose de deux regards de visite sous chaussée goudronnée	15	ml	700		10 500	10 500
Pose d'un collecteur de transport 200mm PVC avec la pose de cinq regards de visite sous terrain naturel	263	ml	500		131 500	131 500
Reprise de quatre branchement privé	4	U	5 000		20 000	20 000
reprise du raccordement d'une antenne et obturation des collecteurs en place	1	U	10 000		10 000	10 000
Réception des travaux	278	ml	22		6 116	6 116
Honoraire de maîtrise d'œuvre des extension et divers :	10% du montant forfaitaire				17 811	17 811
SOUS-TOTAL 6 (FHT) :					195 927	195 927
Réseau de transport des effluents vers la station d'épuration						
Pose d'un poste de refoulement d'une capacité de 600 E.H	1	U			180 000	180 000
Télésurveillance	1	Forfait			20 000	20 000
Pose d'une conduite de refoulement en terrain naturel	388	ml	400		155 200	155 200
Pose d'un collecteur 200 mm PVC en terrain naturel	300	ml	700		210 000	210 000
Pose de 5 regards de visite	5	U	5 000		25 000	25 000
terrassement d'un accès au réseau	1	Forfait	50 000		50 000	50 000
Suppression de la station et remise en état du site	1	Forfait			70 000	70 000
Honoraire de maîtrise d'œuvre des extension et divers :	10% du montant forfaitaire				71 020	71 020
SOUS-TOTAL 7 (FHT) :					781 220	781 220
Etude préalable et déviation des effluents	1	Forfait			15 000	15 000
Réception travaux	1	Forfait			6 600	6 600
Création d'une station d'épuration d'une capacité nominale de 800 E.H						
Unité de prétraitement et traitement de type : Lit bactérien / Boues actives en aération prolongées						
La pose d'une ligne électrique						
Achat foncier de la parcelle	1	EH	3200		1 920 000	1 920 000
Terrassement de la parcelle et clôture						
Réalisation d'un fossé busé de 125 ml						
Etude préalable et branchement AEP						
Etude préalable et branchement AEP						
Maîtrise d'œuvre						
SOUS-TOTAL 8 (FHT) :					1 920 000	1 920 000
SOUS-TOTAL 1+2+3+4+5+6+7+8 (FHT) Réhabilitations, collecte des effluents, restructuration et divers :				57 750	3 786 644	3 845 394
ASSAINISSEMENT AUTONOME						
Les écarts prioritaires						
Création ou réhabilitation des filières				2 093 000		2 093 000
SOUS-TOTAL DES REHABILITATIONS PRIORITAIRES (FHT) :				2 093 000		2 093 000
Les écarts non prioritaires						
Création ou réhabilitation des filières				1 574 000		1 574 000
SOUS-TOTAL DES REHABILITATIONS NON PRIORITAIRES (FHT) :				1 574 000		1 574 000
TOTAL EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF (FHT) :				57 750	3 786 644	3 845 394
TOTAL EN ASSAINISSEMENT AUTONOME (FHT) :				3 667 000		3 667 000

PROPOSITIONS N°1

Mise en place d'un service d'assainissement non collectif comprenant l'entretien des dispositifs autonomes

INVESTISSEMENT A LA CHARGE DE LA COMMUNE ET DES PARTICULIERS

Mise en place d'un service d'assainissement non collectif
comprenant l'entretien des dispositifs autonomes

	Taux de Subvention		TOTAL (FHT)
	Conseil Général	Agence de l'eau	
ASSAINISSEMENT COLLECTIF			
-Coût des réseaux d'assainissement			978 302
-Coût des réseaux de collecte			85 522
-Coût des réseaux et ouvrages de transport			802 820
-Coût de restructuration de la station d'épuration			1 920 000
Total des travaux sous domaine public (FHT)			3 786 644
- Subvention sur les restructuration des réseaux	35%	30%	635 896
- Subvention sur des réseaux de collecte et branchements en tenant compte du plafond financier de 6500 FHT/EH	10%	25%	29 933
- Subvention sur des réseaux de transport	40%	25%	521 833
- Subvention sur installation de traitement	40%	40%	1 536 000
Total des subventions (FHT)			2 723 662
ASSAINISSEMENT AUTONOME			
Total de l'assainissement autonome (FHT)			3 667 000
Total de l'assainissement autonome (FTTC) TVA 5,5%			3 868 685
- Subvention de l'assainissement autonome	30%	50%	3 094 948
Mise en place d'un service d'assainissement non collectif comprenant l'entretien des dispositifs autonomes			
Total des subventions (FHT)			3 094 948
INVESTISSEMENT A LA CHARGE DE LA COMMUNE EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF			1 062 982
INVESTISSEMENT A LA CHARGE DES PARTICULIERS EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF			57 750
- Travaux restant à la charge des particuliers en assainissement autonome (20% TTC)			773 737
INVESTISSEMENT A LA CHARGE DES PARTICULIERS EN ASSAINISSEMENT AUTONOME			773 737

SIMULATIONS FINANCIERES

Mise en place d'un service d'assainissement non collectif comprenant l'entretien des dispositifs autonomes

	Simulation (FHT)	
	Boues actives	Lit bactérien
Investissement résultant à la charge de la commune :	1 062 982	1 062 982
Annuité d'emprunts (coût d'investissement à la charge de la commune au taux de 8% sur 15 ans)	121 901	121 901
+ Entretien du réseau: 5 F.H.T./ml	22 100	22 100
+ Entretien des filières en assainissement collectif	110 500	81 800
+ Entretien de la fosse septique individuelle : 450 F/fosse/an	39 600	39 600
+ Visite des dispositifs individuels : 150 F/filière/an	13 200	13 200
Charges communales annuelles :	307 301	278 601
Plus value du m³ du prix de revient de l'eau potable en assainissement collectif :	11,84	10,50
Plus value du m³ du prix de revient de l'eau potable en assainissement autonome :	11,01	11,01
Investissement à la charge des particuliers en assainissement collectif :	57 750	57 750
Investissement résultant à la charge des particuliers en assainissement autonome avec réhabilitation :	773 737	773 737
Annuité d'emprunts (coût d'investissement à la charge de la commune au taux de 8% sur 15 ans)	88 728	88 728
+ Entretien de la fosse septique individuelle : 450 F/fosse/an	Pris en compte dans les charges communales	Pris en compte dans les charges communales
+ Visite des dispositifs individuels : 150 F/filière/an		
Charges annuelles des particuliers en assainissement autonome avec réhabilitation :	88 728	88 728
Charges annuelles par habitation avec réhabilitation	1 032	1 032
Investissement résultant à la charge des particuliers en assainissement autonome sans réhabilitation :	\	\
+ Entretien de la fosse septique individuelle : 450 F/fosse/an	\	\
+ Visite des dispositifs individuels : 150 F/filière/an	\	\
Charges annuelles des particuliers en assainissement autonome sans réhabilitation :	\	\
Charges annuelles par habitation sans réhabilitation	\	\
Nombre d'habitations raccordées en collectif (actuelles)	182	
Nombre d'habitations en assainissement autonome (actuelles)	88	
Investissement à la charge de la commune (FHT)	1 062 982	
Investissement à la charge des particuliers en collectif (FHT)	57 750	
Investissement à la charge des particuliers en autonome (FHT)	773 737	
Longueur du réseau (ml)	4 420	
Nombre de filières individuelles prioritaires	48	
Nombre de filières individuelles non prioritaires	40	
Capacité nominale des filières collectif (E.H)	600	
Consommation communale annuelle estimée pour la totalité des habitations en assainissement collectif (m3/an)	21 504	
Consommation communale annuelle estimée pour la totalité des habitations en assainissement autonome (m3/an)	4 796	

PROPOSITIONS N°2

**Mise en place d'un service d'assainissement non collectif ne comprenant pas
l'entretien des dispositifs autonomes**

INVESTISSEMENT A LA CHARGE DE LA COMMUNE ET DES PARTICULIERS

Mise en place d'un service d'assainissement non collectif ne
comprenant pas l'entretien des dispositifs autonome

	Taux de Subvention		TOTAL (FHT)
	Conseil Général	Agence de l'eau	
ASSAINISSEMENT COLLECTIF			
-Coût des réseaux d'assainissement			978 302
-Coût des réseaux de collecte			85 522
-Coût des réseaux et ouvrages de transport			802 820
-Coût de restructuration de la station d'épuration			1 920 000
Total des travaux sous domaine public (FHT)			3 786 644
- Subvention sur les restructuration des réseaux	35%	30%	635 896
- Subvention sur des réseaux de collecte et branchements en tenant compte du plafond financier de 6500 FHT/EH	10%	25%	29 933
- Subvention sur des réseaux de transport	40%	25%	521 833
- Subvention sur installation de traitement	40%	40%	1 536 000
Total des subventions (FHT)			2 723 662
ASSAINISSEMENT AUTONOME			
Total de l'assainissement autonome (FHT)			3 667 000
Total de l'assainissement autonome (FTTC) TVA 5,5%			3 868 685
- Subvention de l'assainissement autonome Mise en place d'un service d'assainissement non collectif ne comprenant pas l'entretien des dispositifs autonomes	30%	50%	3 094 948
Total des subventions (FHT)			3 094 948
INVESTISSEMENT A LA CHARGE DE LA COMMUNE EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF			1 062 982
INVESTISSEMENT A LA CHARGE DES PARTICULIERS EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF			57 750
- Travaux restant à la charge des particuliers en assainissement autonome (20% TTC)			773 737
INVESTISSEMENT A LA CHARGE DES PARTICULIERS EN ASSAINISSEMENT AUTONOME			773 737

SIMULATIONS FINANCIERES

Mise en place d'un service d'assainissement non collectif ne comprenant pas
l'entretien des dispositifs autonome

	Simulation (FHT)	
	Boues actives	Lit bactérien
Investissement résultant à la charge de la commune :	1 062 982	1 062 982
Annuité d'emprunts (coût d'investissement à la charge de la commune au taux de 8% sur 15 ans)	121 901	121 901
+ Entretien du réseau: 5 F.H.T./ml	22 100	22 100
+ Entretien des filières en assainissement collectif	110 500	81 800
Charges communales annuelles :	254 501	225 801
Plus value du m³ du prix de revient de l'eau potable en assainissement collectif :	11,84	10,50
Plus value du m³ du prix de revient de l'eau potable en assainissement autonome :	0,00	0,00
Investissement à la charge des particuliers en assainissement collectif :	57 750	57 750
Investissement résultant à la charge des particuliers en assainissement autonome avec réhabilitation :	773 737	773 737
Annuité d'emprunts (coût d'investissement à la charge de la commune au taux de 8% sur 15 ans)	88 728	88 728
+ Entretien de la fosse septique individuelle : 450 F/fosse/an	Pris en compte dans les charges communales	Pris en compte dans les charges communales
+ Visite des dispositifs individuels : 150 F/filière/an	38 700	38 700
+ Entretien de la fosse septique individuelle : 450 F/fosse/an	12 900	12 900
+ Visite des dispositifs individuels : 150 F/filière/an		
Charges annuelles des particuliers en assainissement autonome avec réhabilitation :	140 328	140 328
Charges annuelles par habitation avec réhabilitation	1 632	1 632
Investissement résultant à la charge des particuliers en assainissement autonome sans réhabilitation :	\	\
+ Entretien de la fosse septique individuelle : 450 F/fosse/an	900	900
+ Visite des dispositifs individuels : 150 F/filière/an	300	300
Charges annuelles des particuliers en assainissement autonome sans réhabilitation :	1200	1200
Charges annuelles par habitation sans réhabilitation	600	600
Nombre d'habitations raccordées en collectif (actuelles)	182	
Nombre d'habitations en assainissement autonome (actuelles)	88	
Investissement à la charge de la commune (FHT)	1 062 982	
Investissement à la charge des particuliers en collectif (FHT)	57 750	
Investissement à la charge des particuliers en autonome (FHT)	773 737	
Longueur du réseau (ml)	4 420	
Nombre de filières individuelles prioritaires	48	
Nombre de filières individuelles non prioritaires	40	
Capacité nominale des filières collectif (E.H)	600	
Consommation communale annuelle estimée pour la totalité des habitations en assainissement collectif (m3/an)	21 504	
Consommation communale annuelle estimée pour la totalité des habitations en assainissement autonome (m3/an)	4 796	

PIECE N° 2

CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Conformément au décret N° 94-469 du 3 juin 1994, les petites agglomérations dont la production de DBO₅ est moins de 120kg/jour (soit une population inférieure à 2000 E.H) en zone normale, devront réaliser un traitement approprié de leurs eaux usées avant le 31 décembre 2005.

La circulaire du 17 février 1997 définit trois catégories d'ouvrages afin de pouvoir respecter les exigences de la directive européenne du 21 mai 1991. Elles sont exposées dans le tableau suivant.

OUVRAGES DISPENSES DE DECLARATION		OUVRAGES SOUMIS A DECLARATION	OUVRAGES SOUMIS A AUTORISATION
Capacité inférieure à 12 kg DBO ₅ /j (200EH)		Capacité comprise entre 12 et 120 kg DBO ₅ /j (200 et 2000EH)	Capacité supérieure à 120 kg DBO ₅ /j (2000EH)
↓	↓	↓	↓
Relevant de l'assainissement non collectif	Relevant de l'assainissement collectif		
↓	↓		
Arrêté du 6 mai 1996	Arrêté du 21 juin 1996		Arrêté du 22 décembre 1994

I. OUVRAGE RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les arrêtés du 6 mai 1996 fixent les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif « de manière à assurer leur compatibilité avec les exigences de la santé publique et de l'environnement ». Ces arrêtés sont construits très largement autour de dispositions empruntées à l'arrêté du 3 mars 1982 modifié.

Ils stipulent notamment que :

- Le rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel, dans le cas où les conditions d'infiltration ou les caractéristiques des effluents ne permettraient pas d'assurer leur dispersion dans le sol.
- La qualité minimale du rejet est, sur un échantillon représentatif de deux heures, non décanté : MES : 30mg/l et DBO₅ : 40mg/l .
- Les rejets d'effluents même traités, dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle sont interdits.
- L'évacuation du rejet par puits d'infiltration si elle est nécessaire, oblige une autorisation par dérogation préfectorale.

- Sauf circonstances particulières dûment justifiées, les vidanges des boues et des matières flottantes sont effectuées au moins tous les quatre ans pour une fosse septique, au moins tous les ans pour une installation d'épuration biologique à cultures fixées et au moins tous les six mois pour une installation d'épuration biologique à boues activées.
- L'organisme qui réalise une vidange est tenu de remettre au propriétaire un document écrit notifiant la date de la vidange, les caractéristiques, la quantité et la destination des matières transportées.

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 confie, aux communes ou à leur groupement, le contrôle et si elles le décident, l'entretien des systèmes d'assainissement non collectif dans les zones préalablement délimitées après enquête publique avant le 31 décembre 2005.

Dès que la réhabilitation de toutes les filières autonomes sera réalisée, la commune aura l'obligation de vérifier la conformité de l'ouvrage ainsi que le bon fonctionnement de la filière.

Le contrôle doit se conclure par un constat technique faisant état du bon fonctionnement de l'installation et, le cas échéant, des actions correctives à mener.

La réhabilitation d'une installation existante ou sa création (pour une habitation de plus de cinq ans) est du ressort de la commune, uniquement lorsque les travaux visent à lutter contre une pollution ou que ces travaux sont indispensables pour le bon exercice de sa mission de contrôle (ou entretien). Or la commune ne peut pas assurer la maîtrise d'ouvrage d'une installation privée. En effet un programme de réhabilitation ou de création passe par des interventions en domaine privé. Par conséquent, le particulier garde la maîtrise d'ouvrage de son installation.

Lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par un particulier, l'Agence de l'Eau confie l'instruction des demandes d'aide à l'organisme chargé par la collectivité de coordonner les opérations d'assainissement autonome à réaliser, sous réserve que celui-ci ait été agréé par l'Agence.

Dans ce cas l'aide, sur mandat du maître d'ouvrage, est versée à l'organisme instructeur, à charge pour lui de la lui reverser. Les modalités selon lesquelles, l'organisme agréé fera l'avance au maître d'ouvrage des sommes à valoir sur l'aide de l'Agence sont précisées dans un protocole particulier à conclure avec lui.

Dans le cadre d'un projet global de réhabilitation, le particulier peut donc effectuer ces travaux en bénéficiant d'une subvention de l'Agence de l'Eau sous réserve des points suivants.

- Au préalable, réalisation d'une étude de schéma d'assainissement. Délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif (conformément à la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992). Définition de la destination des matières de vidange.
- Publication du zonage correspondant.
- Justification des dispositions prises en vue de la mise en place d'un service de contrôle, conformément à la réglementation existante.

➤ Dans le cas où la commune prendrait en charge la gestion de l'entretien des installations autonomes, nous proposons la mise en place d'un service public de gestion des assainissements autonomes reposant sur des conventions entre le particulier et la collectivité. Ces dernières intègrent généralement l'adhésion des particuliers au service d'entretien lorsque les travaux de réhabilitation sont entrepris.

Elles ont pour objet d'organiser les relations entre la commune (et ses mandataires) et le particulier afin d'éviter tout risque de conflit avant et après les travaux. Elles devront :

- ✎ Etablir les responsabilités respectives des usagers et de la collectivité,
- ✎ Définir les travaux, arrêter leur coût et le montant de la participation demandée aux usagers,
- ✎ Fixer les modalités d'intervention sur le domaine privé,
- ✎ Prévoir l'adhésion au service d'entretien.

En annexe, est présenté un exemple de convention entre la collectivité et le particulier.

Ce service technique d'assainissement non collectif peut également intégrer, dans ses fonctions, le contrôle des dispositifs autonomes précités.

Pour que la commune perçoive les subventions de l'état (Agence de l'Eau et Conseil Général), elle doit remplir les principales conditions suivantes :

- Avoir la volonté de créer un service technique d'assainissement non collectif.
- Monter un dossier comprenant :
 - ✓ Les moyens financiers et techniques du service envisagé.
 - ✓ La destination des boues vidangées.
 - ✓ L'objet de la convention avec les particuliers afin de savoir les charges qui leur incombent (ex : taxes...).

De plus, la réussite de ce service (essentiellement basé sur des conventions avec des particuliers) dépendra de la volonté des particuliers. Il sera donc important que les élus aient une démarche « pédagogique » envers les administrés pour les sensibiliser sur la nécessité de ce programme de réhabilitation des dispositifs autonomes.

- **Dans le cas où la commune ne prendrait pas en charge la gestion de l'entretien des installations**, les propriétaires concernés pourront faire appel aux services d'une société privée ou d'un organisme public.

1.1. Contrôle des filières d'assainissement autonome :

Le contrôle technique obligatoire peut être exercé :

- Soit par des techniciens du service public d'assainissement non collectif, quel que soit le mode d'organisation de celui-ci (délégation de la compétence à une structure intercommunale, régie...).
- Soit par des entreprises privées.

Ce service s'articule autour de trois types de contrôle :

- Contrôle de réception du neuf.
- Contrôle de la conception et de la réhabilitation des ouvrages.
- Contrôle périodique et ponctuel à l'occasion de nuisances constatées.

Le financement de ce service peut être assuré soit par une rémunération forfaitaire annuelle ou semestrielle, soit par une redevance basée sur le volume consommé.

Il est à préciser que le recours à un service privé de contrôle technique ne peut pas exonérer les usagers du paiement d'une redevance.

De plus, la circulaire interministérielle du 22 mai 1997 stipule que les agents chargés du contrôle, s'ils bénéficient du droit d'entrée dans les propriétés privées (en vertu de l'article L.35 10 du code de la santé publique), ne peuvent pas y pénétrer de force en cas de refus de l'occupant, et doivent respecter les règles prévues par les articles 3 et 4 de l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les modalités des contrôles techniques sur les systèmes d'assainissement non collectif (avis préalable, rapport de visite...).

En tout état de cause, les travaux doivent être déclarés « d'utilité publique » ou « à caractère urgent » par le préfet après enquête publique.

1.2. Entretien des filières d'assainissement autonome :

L'objet de l'entretien des filières d'assainissement individuel est stipulé par l'arrêté du 6 mai 1996. Il consiste aux actions suivantes :

- S'assurer du bon état des installations et des ouvrages (dispositifs de ventilation, de dégraissage...).
- S'assurer du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration.
- S'assurer de l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse septique.

Ce service d'entretien s'articule autour de trois types d'intervention :

- **Visites de suivi** dont l'objet est de vérifier le bon fonctionnement de l'installation.
- **Visites d'entretien.** Il s'agit plus particulièrement de la vidange des fosses toutes eaux. Une vidange tous les 3 ans semble une bonne base prévisionnelle qui doit être réajustée avec la taille des équipements et leur utilisation. Les matières recueillies devront subir un traitement approprié : dépotage en station d'épuration ou épandage agricole en période favorable après accord de la D.D.A.S.S.

L'organisme qui réalise une vidange est tenu de remettre au propriétaire un document écrit notifiant la date de la vidange, les caractéristiques, la quantité et la destination des matières transportées.

- **Interventions ponctuelles** à la demande (en cas de problème constaté par l'occupant ou le propriétaire).

La circulaire du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif est basée sur les arrêtés du 6 mai 1996. Elle indique également que le document de référence en matière de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome est le D.T.U 64.1.

La circulaire traite aussi de l'obligation des communes de délimiter les zones d'assainissement collectif et non collectif.

La circulaire rappelle le lien entre le contrôle technique et l'application du droit des sols lors de l'attribution d'un permis de construire.

II. OUVRAGE RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La réalisation d'un ouvrage d'épuration pour le village s'inscrit dans le cadre législatif de l'arrêté du 21 juin 1996.

Cet arrêté fixe les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, dispensés d'autorisation, en application du décret du 29 mars 1993.

Pour les ouvrages de capacité de 600 EH les principales dispositions techniques sont les suivantes :

- Les ouvrages d'assainissement doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à limiter les risques de contamination ou de pollution des eaux. Une attention particulière sera portée sur celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usage particulier.
- Une étude doit être réalisée pour définir les bases de conception, d'implantation, de dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien de ces dispositifs et le choix du milieu de rejet.
- Les eaux usées ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement approprié. Les règles générales de conformité établissent pour un échantillon moyen journalier les normes suivantes :

Paramètres :	Concentration maximale :	Rendement minimum :
<i>DBO₅</i>	25 mg/l	1
<i>DCO</i>	125 mg/l	75%
<i>MES</i>	35 mg/l	90%

- Il doit assurer la protection des nappes d'eaux souterraines et le respect des objectifs de qualité assignés au milieu hydraulique superficiel.
- Si le rejet se fait dans les eaux de surface, il doit se faire dans le lit mineur d'un cours d'eau. Au point de rejet la température de l'effluent épuré doit être inférieure à 30°C et son pH compris entre 5.5 et 8.5.
- Dans le cas d'un rejet dans le sol, l'aptitude des sols à l'infiltration doit être établie par une étude soumise à l'avis de l'hydrogéologue agréé et jointe au dossier de déclaration.

GAEA Environnement
Mars 2001

Les ouvrages sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement et de surveillance.

- Les nouveaux ouvrages, réalisés après le 10 août 1996, doivent respecter les prescriptions précédentes sans délai.

La réalisation envisagée d'ouvrages d'épuration pour le village d'une capacité égale à 12kg/j de DBO₅ est soumise aux normes de niveaux de rejets mentionnées par **la circulaire du 17 février 1997**. Cette circulaire reprend et commente ensuite l'arrêté du 21 juin 1996. Pour les ouvrages soumis à déclaration, la circulaire mentionne quatre niveaux types de rejet.

- **Le niveau de traitement D1** : Correspond aux exigences minimales fixées par l'article 14 de l'arrêté du 21 juin 1996 soit un rendement minimal de 30% pour la DBO₅ et 50% pour les MES.
- **Le niveau de traitement D2** : Correspond à une concentration maximale de 35 mg/l pour la DBO₅.
- **Le niveau de traitement D3** : Correspond à un rendement minimal de 60% pour la DCO et 60% pour l'azote de kjeldalh.
- **Le niveau de traitement D4** : Correspond au niveau de traitement des ouvrages soumis à autorisation ; il établit une concentration maximale de 25 mg/l pour la DBO₅ et 125 mg/l pour la DCO.

La circulaire établit ensuite le niveau de traitement des ouvrages en fonction d'une part de l'objectif de qualité du cours d'eau récepteur de l'effluent, et d'autre part du rapport de la population équivalente à l'origine du rejet au débit d'étiage du cours d'eau récepteur.

La définition du degré de traitement à exiger résulte d'une confrontation entre les objectifs de qualité du milieu récepteur (SDAGE du bassin versant Hers-Touyre), ses possibilités de dilution et d'auto-épuration d'une part et les possibilités techniques de traitement des effluents économiquement acceptables d'autre part. **Une étude d'incidence** des unités de traitement collectif devra être entreprise pour préciser l'impact des ouvrages sur le milieu naturel.

II.1. Gestion de l'assainissement collectif :

La commune a la possibilité soit de prendre en charge la gestion de l'assainissement collectif (gestion directe), soit de la confier à un tiers public ou privé (gestion déléguée).

Les modes de gestion directe ou déléguée, envisageables sont nombreux (Régie directe, affermage...) :

- **En régie** :
La collectivité a financé les équipements et les fait fonctionner avec une personne. Elle se rémunère directement auprès des usagers.
- **En gérance** :
La collectivité a financé les équipements et les confie à une entreprise mandataire qui agit sur les ordres et pour le compte de la collectivité.

Les usagers paient leur facture au gérant, qui en reverse la totalité à la collectivité. Cette dernière rémunère en contrepartie le gérant. Lorsque cette rémunération n'est pas forfaitaire, on parle de « régie intéressée ».

	Régie directe	La régie dotée de l'autonomie financière (régie autonome ou régie financière)	Gérance	Affermage
Organisation	La régie n'est dotée d'aucun organe propre et son organisation dépend en fait de l'organisation administrative des services municipaux. Juridiquement seule la collectivité locale est responsable vis-à-vis des tiers de la marche du service. La comptabilité du service n'est pas distincte de celle de la collectivité. L'ensemble des règles budgétaires et comptables ainsi que les contrôles administratifs et financiers, sont ceux applicables à la collectivité. Les recettes et les dépenses de la régie sont donc, par principe intégrées dans le budget de la collectivité. Les tarifs du service sont fixés par délibération du Conseil municipal.	La régie est administrée sous l'autorité du maire et du Conseil municipal par un Conseil d'exploitation et un directeur. Les recettes et les dépenses de la régie font obligatoirement l'objet d'un budget distinct de celui de la commune. Il est préparé par le directeur, soumis pour avis au Conseil d'exploitation et voté par le Conseil municipal. Il fonctionne par rattachement à la comptabilité principale. Il est exécuté et modifié dans les mêmes conditions que le budget de la commune.	La collectivité confie la gestion du service à un tiers, personne physique ou morale, qui en assure la gestion pour le compte de la collectivité, moyennant une rémunération forfaitaire versée au gérant, imputée sur les comptes du service. La collectivité assure donc les risques et périls du service. Les investissements de premier établissement sont à la charge de la collectivité qui décide également des investissements de renouvellement. La collectivité arrête les tarifs. Le gérant recouvre les recettes d'exploitation du service et les affecte à la couverture des charges d'exploitation. A la fin de chaque exercice, est établi un compte de gérance faisant apparaître l'ensemble des charges supportées par le gérant, y compris sa propre rémunération, ainsi que les recettes du service, et notamment, le cas échéant, les avances ou subventions versées par la collectivité. Le résultat positif est reversé à la collectivité. Mais en cas de résultat négatif, c'est elle qui comble le déficit.	La collectivité confie à un tiers (personne physique ou morale, publique ou privée), dénommée « fermier », la gestion et l'exploitation d'un service public aux risques de ce dernier, les ouvrages étant mis à sa disposition par la collectivité, moyennant le versement d'une redevance. Les investissements nécessaires à l'exploitation du service sont supportés par la collectivité. Caractéristiques essentielles : - en ce qui concerne l'exploitation : le service est géré aux risques et périls du fermier. Par conséquent, la collectivité ne supporte pas le déficit éventuel et ne peut bénéficier, sauf accord particulier, de l'excédent d'exploitation, s'il existe ; - Les travaux de premier établissement sont pris en charge par la collectivité et mis à disposition du fermier ; - En conséquence, le fermier verse une redevance à la collectivité dont il répercute le coût sur l'usager au moyen d'une surtaxe ; - Le fermier se rémunère par l'exploitation du service selon les termes fixés au contrat en prélevant sur les usagers une redevance pour service rendu. Régime dérogatoire : la T.V.A est déclarée par le fermier qui la récupère et la reverse à la collectivité dès son remboursement par le Trésor Public.
Régime financier		Exonérés (moins de 3 000 habitants).	Rémunération de prestataire soumise à la T.V.A.	Du fermier - la collectivité conserve la maîtrise de l'investissement tout en déléguant globalement l'exploitation y compris les charges de personnel ; la délégation permet notamment un desserrement des contraintes techniques ; - corrélativement, le fermier n'a pas à assurer la charge de financement des investissements. Il ne doit donc préfinancer que le fond de roulement de l'exploitation ; - la collectivité garde un bon contrôle du service sous réserve d'une rédaction maîtrisée du cahier des charges. - la collectivité garde la totalité des charges financières des investissements.
T.V.A.		Exonérés (moins de 3 000 habitants)		
Personnel	Communal - bonne maîtrise municipale des décisions. - garantie d'application des choix municipaux.	Communal - maîtrise municipale des décisions ; - garantie d'application des choix municipaux ; - connaissance de la comptabilité globale du service et par conséquent de son prix de revient.	Du gérant - la collectivité assure la direction et la responsabilité du service qu'elle contrôle étroitement ; - elle est déchargée des tâches quotidiennes et matérielles de gestion du service, prises en charge par une personne privée.	
Avantage				
Inconvénients	- confusion des charges du service au sein du budget communal ; - absence de connaissance et de maîtrise des coûts du service ; - rigidité de la comptabilité publique communale ; - lourdeur des mécanismes de décision de la collectivité ; - financement partiel des dépenses par l'impôt.	- régie marquée par une assez grande complexité du fait de l'intervention de 4 organes différents (2 délibérants et 2 consultatifs) ; - rigidité de la comptabilité publique.	- le gérant est peut-être moins motivé par les résultats obtenus dans la mesure où sa rémunération n'en dépend pas ; - les investissements sont à la charge de la collectivité ; - la collectivité assume la totalité des risques financiers.	

➤ **Dans les contrats de concession et d'affermage :**

La collectivité confie à l'entreprise l'exécution du service public à ses risques et périls, pour une durée déterminée et moyennant le droit d'en percevoir le prix sur les usagers du service.

Dans le cas de la concession, le concessionnaire réalise les installations et est propriétaire, jusqu'au terme du contrat, des installations existantes ou réalisées.

Dans le cas de l'affermage, la collectivité reste maître d'ouvrage. Ce contrat devra clairement stipuler les conditions de traitement ou de valorisation des boues.

Le tableau, page suivante, propose une comparaison des différentes caractéristiques des principaux types de gestion rencontrés.

Les services d'entretien devront être constitués des opérations suivantes :

➤ **Sur le réseau communal :**

- *Contrôle des écoulements.*
- *Intervention ponctuelle de réhabilitation.*
- *Désobstructions occasionnelles.*
- *Programme de prévention par hydrocurage annuel des tronçons de collecteur.*

➤ **Sur l'unité de traitement :**

L'ensemble des prescriptions a été cité précédemment dans le chapitre III.2.6 de la Pièce N°1 du dossier.

Compte tenu de la taille de la filière de traitement, on peut considérer un forfait annuel d'entretien de l'ordre de 300 heures de travail.

La collectivité est responsable de la qualité et du coût de chacun des services, de leur bon fonctionnement et donc également des techniques utilisées. Il est donc indispensable de définir précisément tous les points sensibles en cas de délégation et de se donner les moyens techniques nécessaires pour remplir ces objectifs en cas de gestion directe.

L'utilisateur, qui finance par la redevance une grande partie du service d'assainissement, a le droit d'être informé de la qualité et du coût du service qu'il reçoit. Le décret du 6 mai 1996 demande au maire de réaliser un rapport annuel informant les usagers sur le prix et la qualité du service.

Depuis 1992, en application de la nouvelle instruction budgétaire et comptable du 12 août 1991, désignée « M49 », les collectivités ont l'obligation de gérer les services des eaux et de l'assainissement dans le cadre d'un budget spécifique, devant être équilibré en dépenses et en recettes sans qu'il y ait un rééquilibrage financier provenant du budget général (exception faite des communes de moins de 2000 E.H.).

Cet équilibre budgétaire implique également une répartition équitable des charges entre les usagers domestiques et les autres usagers de service

III. OBLIGATION DE RACCORDEMENT DES EAUX USEES

Le raccordement des habitations aux réseaux d'assainissement disposés sous la voie publique est obligatoire sauf dans certaines exceptions.

Dans le cadre des extensions de réseaux proposées, les raccordements particuliers doivent être effectifs au plus tard 2 ans après la mise en service du réseau. A ce propos, la commune peut décider d'une redevance à la charge du propriétaire entre la mise en service de l'égout et le raccordement.

Il est à noter que les branchements doivent assurer leur rôle sans perte d'étanchéité et sans limiter les écoulements du réseau, d'où la nécessité d'en contrôler régulièrement l'état. Le règlement d'assainissement collectif définira les conditions de raccordement au réseau d'assainissement et des relations entre l'exploitant du service et les usagers domestiques.

Il est à préciser également qu'en cas de non-réalisation du branchement, une sanction pécuniaire peut être mise à la charge du propriétaire de l'habitation.

IV. REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT

Fixé par le décret du 16 octobre 1981, le règlement d'assainissement collectif définit les conditions de raccordement au réseau d'assainissement et les relations entre l'exploitant du service et les usagers domestiques. Il précise le régime des contrats de déversement, les dispositions techniques relatives aux branchements et les conditions de versement de la redevance et des participations financières qui peuvent être dues au titre du service public de l'assainissement.

Il permet de minimiser les risques de dysfonctionnement de l'unité de traitement des eaux usées en indiquant notamment tous les rejets interdits (rejets d'eaux pluviales, industriels...).

Le modèle de règlement présenté en annexe (inspiré de la circulaire n°86-140 du 19 mars 1986) constituera un document dont la commune pourra librement s'inspirer pour la définition des relations existant entre l'exploitant et les usagers.

PIECE N° 3

ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT COMMUNAL

I. OBJET

La délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif constitue une étape primordiale pour la préservation de l'environnement, pour le respect de l'existant et pour la cohérence avec l'urbanisation du territoire communal.

Cette étude de zonage d'assainissement a pour objet d'apporter à la commune de Salles-sur-L'Hers tous les éléments nécessaires à la bonne gestion de l'assainissement collectif et non collectif.

Par ailleurs, la démarche répond, en partie, aux obligations légales indiquées dans le Code général des Collectivités Territoriales à l'article L.2224-10 (art.35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992) ainsi rédigé :

« Les communes ou leurs groupements délimitent, après enquête publique :

- **Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,**
- **Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elles le décident, leur entretien...».**
- **Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,**
- **Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement ».**

Ces deux derniers points devront faire l'objet d'une étude hydraulique générale sur la commune de Salles-sur-L'Hers.

L'article 2 du décret du 3 juin 1994 indique que peuvent être placées en zone d'assainissement non collectif, les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût sera excessif.

L'article 3 du décret du 3 juin 1994 précise que le dossier soumis à enquête publique se composera d'un plan de zonage, ainsi que d'une notice explicative décrivant et justifiant le zonage proposé.

II. DESCRIPTION DE LA DEMARCHE ENTREPRISE

Une concertation avec les élus et l'étude du schéma communal d'assainissement a permis de mettre en valeur :

- Les zones urbanisées qui seront desservies par le réseau d'assainissement.
- Les zones urbanisables en assainissement collectif dans l'attente d'une éventuelle extension des collecteurs suivant la pression foncière du secteur et la capacité nominale des ouvrages de traitement.
- Les zones urbanisées en assainissement autonome.
- Les zones urbanisables en assainissement autonome.

L'appréciation de l'aptitude des sols au géoassainissement a été réalisée sur ces dernières zones. Elle avait pour but de définir les prescriptions techniques d'assainissement autonome les plus adaptées aux types de sols naturels rencontrés, conformément à la normalisation française de l'AFNOR : DTU 64.1 d'août 1998, relative à la « Mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome ».

- Les zones non urbanisables.

III. RAPPEL DE L'APTITUDE DES SOLS EN PLACE

L'étude pédologique des sols a permis, sur l'ensemble des zones d'études, d'apprécier l'aptitude des sols en place à l'assainissement autonome.

Les principaux facteurs limitants sont : la perméabilité, l'épaisseur des sols en place, et exceptionnellement la présence d'hydromorphie, de nappe superficielle et les pentes.

L'aptitude médiocre des sols nécessite la mise en place de dispositifs d'assainissement autonome sur sol reconstitué.

La concentration d'ouvrages à réhabiliter et à drainer nécessitera des contrôles plus réguliers afin de s'assurer du bon fonctionnement des filières d'assainissement individuel.

Une limitation des extensions urbanisables dans les secteurs défavorables à un assainissement autonome classique (tranchées d'infiltration) doit être envisagée. Une superficie minimale des parcelles urbanisables devra être imposée à 2500 m². La possibilité d'évacuation des effluents traités devra également être prise en considération. Dans le cadre des scénarios d'assainissement proposés, il sera tenu compte de ce facteur limitant tout particulièrement dans le secteur NAg.

IV. ZONE D'ASSAINISSEMENT

Une carte de zonage d'assainissement a été dressée sur les zones d'études. Ce document visualise les zones d'assainissement collectif et non collectif.

IV.1. Paramètres retenus pour élaborer la carte de zonage :

Les paramètres suivants sont déterminants dans la cartographie du zonage d'assainissement :

- Le scénario du schéma d'assainissement communal retenu par les élus tient compte de l'existant, des perspectives d'évolution de l'habitat, des possibilités d'un raccordement futur des zones urbanisables du P.O.S., du développement des infrastructures routières et du périmètre de prévention contre les inondations liées au ruissellement pluvial urbain et aux crues torrentielles concernant les secteurs NA et UE aux lieux-dits « La Plaine de Caneville » et la zone artisanale.
- L'aptitude des sols en place à diffuser et à traiter les effluents d'eaux usées reçus.
- Lorsque la topographie le permet un raccordement gravitaire au réseau collectif.
- Les contraintes liées à la nature des sols en place et à la topographie.
- La cohérence avec les documents de planification urbaine et la capacité nominale des ouvrages de traitement financièrement réalisable par la commune en fonction des modalités d'attribution ses aides.

IV.2. Les zones urbanisées et urbanisables en assainissement collectif :

Sur la carte de zonage, elles sont hachurées avec une trame de couleur verte - jaune.

Elles correspondent à des zones urbanisées qui sont – ou qui seront dans le futur – raccordées au réseau collectif des eaux usées. La commune aura ainsi à sa charge la collecte, le stockage, l'épuration et le rejet des effluents domestiques collectés. Elles sont établies sur la base d'une capacité nominale de 600 E.H pour la station d'épuration.

Ont été placées dans cette catégorie :

■ Toutes les zones U du plan d'occupation des Sols.

■ Les zones NAa et le secteur Sud de la zone NA au lieu-dit « La Plaine de Caneville ». Lors d'une éventuelle demande d'urbanisation une surface minimale de parcelle comprise 1000 m² et 1500 m² devrait limiter les risques de concentration des habitations.

GAEA Environnement
Mars 2001

L'harmonisation du bâti existant devra être respectée afin d'éviter la création d'un pôle d'urbanisation d'aspect concurrentiel au secteur UC. Actuellement cette surface minimale n'est pas réglementée par le P.O.S.

Le secteur NAa, regroupant les lieux-dits « Engauzy et Pégoutel », recouvre une superficie globale de 13ha dont 9ha sont susceptibles d'être urbanisés sous réserve d'opérations groupées et après la réalisation des travaux de viabilité.

L'obligation de raccordement au réseau d'assainissement existant est compatible avec les résultats d'aptitude médiocre des sols en place et la proximité du tracé existant.

Les habitations existantes devront rester en assainissement autonome jusqu'à leur raccordement au réseau. Quand il sera créé, elles seront dans l'obligation de se raccorder dans un délai de deux ans.

IV.3. Les zones urbanisées en assainissement autonome :

Sur la carte de zonage, elles sont hachurées avec une trame de couleur marron.

Elles correspondent à des zones d'habitat diffus, pour lesquelles aucun projet n'est en cours mais susceptibles d'être, ponctuellement, urbanisables dans l'avenir et pour lesquelles **une étude des sols à la parcelle permettra de définir précisément la filière de traitement et son dimensionnement adapté à la nature des sols en place ou remaniés.**

Le raccordement gravitaire ou le refoulement au réseau existant seront exclus.

La superficie des parcelles devra être au minimum de 2000 m² dans les secteurs d'appréciation de bonne à moyenne aptitude.

Dans les secteurs d'une appréciation de l'aptitude médiocre, la superficie minimale des parcelles conseillée est de 2500 m².

Dans l'éventualité de mise en place de filière de traitement drainé au fossé, la compatibilité entre la nature du rejet et le milieu récepteur sera vérifiée.

La commune sera tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et si elle le décide, leur entretien.

Les dysfonctionnements des dispositifs d'assainissement autonome des habitations existantes dans les zones d'études responsables des rejets de surface d'effluents non-traités devront être supprimés.

Ont été placées dans cette catégorie :

■ **Toutes les zones d'habitation en secteur NB** du plan d'occupation des Sols. Le secteur NB, rive droite de la rivière l'Hers-Mort, offre également une perspective d'urbanisation diffuse. Le secteur n'est pas soumis aux contraintes du périmètre de prévention contre les inondations. Une superficie de plus de 4ha reste urbanisable. L'ensemble du secteur est desservi partiellement par les équipements. Ils permettent d'assurer un départ immédiat des constructions. Compte tenu du parcellaire existant et des résultats de l'étude des sols une superficie minimale de 2000 m² semble adaptée au site.

Les résultats d'une appréciation de l'aptitude moyenne du secteur à bâtir, permettent la réalisation d'un assainissement individuel, dans les sols en place du type tranchées d'infiltration avec toutefois quelques aménagements.

Le secteur du lieu-dit « Roumanelles » à l'extrémité Est de la zone précitée et en périphérie du village (à l'Est du cimetière et lieu-dit « Lamargoy ») nécessite la mise en place de filières d'assainissement dans des sols reconstitués et drainés du type filtre à sable vertical drainé.

■ **Toutes les zones d'urbanisées des secteurs NA, NAg, NC et NCg du plan d'occupation des Sols.**

Chacune des zones urbanisées a bénéficié dans le cadre du schéma d'assainissement d'une première appréciation globale de l'aptitude des sols à l'assainissement individuel. Pour chacune des habitations renseignées la définition et les coûts estimatifs des réhabilitations dans l'éventualité de dysfonctionnement ou de non-conformité de la filière par rapport à la réglementation en vigueur ont été stipulés.

Une étude complémentaire du type avant projet sommaire à l'échelle individuelle affinera le choix définitif de la filière de traitement, son emplacement et les coûts des travaux de réhabilitation exacts.

IV.4. Les zones urbanisables en assainissement autonome :

Sur la carte de zonage, elles sont hachurées avec une trame de couleur rose.

Elles correspondent à des zones naturelles constituant des réserves foncières importantes. Une étude des sols à la parcelle permettra de définir précisément la filière de traitement et son dimensionnement adapté à la nature des sols en place ou remaniés.

Le raccordement gravitaire ou le refoulement au réseau existant seront exclus. La superficie des parcelles devra être au minimum de 2000 m² dans les secteurs d'appréciation d'une bonne à moyenne aptitude.

Dans les secteurs d'une appréciation de l'aptitude médiocre, la superficie minimale des parcelles conseillée est de 2500 m².

Dans l'éventualité de mise en place de filière de traitement drainé au fossé, la compatibilité sera vérifiée entre la nature du rejet et le milieu récepteur.

La commune sera tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et si elle le décide, leur entretien.

Les dysfonctionnements des dispositifs d'assainissement autonome des habitations existantes dans les zones d'études responsables des rejets de surface d'effluents non-traités devront être supprimés.

Ont été placées dans cette catégorie :

■ **Toute la zone NA secteur rive droite de la rivière L'Hers du plan d'occupation des Sols.**

Seuls les résultats de l'appréciation d'une aptitude moyenne du secteur à bâtir au Sud de la zone NA permettent la réalisation d'un assainissement individuel dans les sols en place du type tranchées d'infiltration avec toutefois quelques aménagements.

Sur la majorité du secteur la mise en place de filière d'assainissement dans des sols reconstitués et drainés du type filtre à sable vertical drainé sera nécessaire.

L'urbanisation de ce secteur même sous la forme d'une opération groupée ne pourra être raccordée au réseau d'assainissement. Seule la solution d'assainissement semi-collectif sera envisageable. Afin de ne pas créer un pôle d'urbanisation concurrentiel du secteur limitrophe NB, la superficie minimale des parcelles imposée sera de 1500 m² à 2000 m² et non de 800 m².

La contrainte majeure de ce secteur est l'importance des superficies du parcellaire et l'absence de fossé.

■ Toute la zone NAg du plan d'occupation des Sols.

Les deux contraintes majeures au développement de l'urbanisation du secteur sont l'appréciation d'une aptitude médiocre des sols, imposant une filière dans des sols reconstitués du type filtre à sable vertical drainé ou terre d'infiltration drainé ou non avec relevage des effluents et une urbanisation sous la forme de lotissements dont la superficie des terrains réservés à l'accueil de l'habitat groupé ne pourra excéder 2ha et 15ha pour un habitat diffus.

■ Toutes les zones NC et NCg, du plan d'occupation des Sols.

Ces zones ne sont pas hachurées

En secteur NC et NCg, le développement de l'urbanisation ne peut être que sous forme ponctuelle lié à l'activité agricole ou d'équipement collectif en rapport avec l'activité du plan d'eau. Seule une solution d'assainissement individuel de traitement des effluents peut être envisagée. Elle devra tenir compte des résultats des études de sols et d'appréciation de l'aptitude au géoassainissement.

Une étude des sols à la parcelle permettra de définir précisément la filière de traitement et son dimensionnement adapté à la nature des sols en place ou remaniés.

IV.5. Les zones non urbanisables à court et moyen terme :

Ces zones ne sont pas hachurées

Elles correspondent à des zones naturelles sur lesquelles aucun projet d'urbanisation n'est prévu à court et moyen terme.

PIECE N° 4

ANNEXES

ANNEXE 1

Exemple de règlement d'assainissement

sade



Compagnie Générale
de Travaux d'Hydraulique

Société Anonyme au capital de 80 566 800 Francs
Siège Social : 28, rue de la Baume, Paris 8^e

REGLEMENT DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT

Pour tous renseignements s'adresser à :

S A D E

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EXPLOITATIONS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON

Route de Montréal

B.P. 1018

11850 CARCASSONNE Cedex 01

Tél. 04 68 25 85 09 Fax 04 68 71 67 07

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. — OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux dans les réseaux d'assainissement de la Collectivité, conformément au contrat passé entre celle-ci et la SADE-COMPAGNIE GENERALE DE TRAVAUX D'HYDRAULIQUE qui prend la qualité de "Service d'Assainissement" pour l'exécution du présent règlement, qui a reçu son agrément.

ART. 2. — AUTRES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur.

ART. 3. — CATEGORIE D'EAUX ADMISES AU DEVERSEMENT

Il appartient au propriétaire de se renseigner auprès du Service d'Assainissement sur la nature du système desservant sa propriété.

3.1) Système séparatif

Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau eaux usées :

- Les eaux usées domestiques, telles que définies à l'article 7 du présent règlement.
- Les eaux industrielles, définies à l'article 18 et par les conventions spéciales de déversement passées entre le Service d'Assainissement et les établissements industriels, à l'occasion des demandes de branchement au réseau public.

Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau pluvial :

- les eaux pluviales, définies à l'article 26 du présent règlement,
- certaines eaux industrielles, définies par les mêmes conventions spéciales de déversement.

3.2) Système unitaire

Les eaux usées domestiques, définies à l'article 7 du présent règlement, les eaux pluviales définies à l'article 26 du présent règlement, ainsi que les eaux industrielles définies par les conventions spéciales de déversement passées entre le Service d'Assainissement et des établissements industriels, à l'occasion des demandes de branchements, sont admises dans le même réseau.

3.3) Système pseudo-séparatif

En plus des eaux définies au paragraphe 3.1, certaines eaux pluviales provenant des propriétés privées riveraines du réseau public sont admises dans le réseau eaux usées.

3.4) Système mixte

1) Secteur du réseau en système séparatif

Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau eaux usées :

- Les eaux usées domestiques, telles que définies à l'article 7 du présent règlement,
- Les eaux industrielles, définies par les conventions spéciales de déversement passées entre le Service d'Assainissement et des établissements industriels, à l'occasion des demandes de branchement au réseau public.

Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau pluvial :

- les eaux pluviales, définies à l'article 26 du présent règlement,
- certaines eaux industrielles, définies par les mêmes conventions spéciales de déversement.

2) Secteur du réseau en système unitaire

Les eaux usées domestiques, définies à l'article 7 du présent règlement, les eaux pluviales définies à l'article 26 du présent règlement, ainsi que les eaux industrielles définies par les conventions spéciales de déversement passées entre le Service d'Assainissement et des établissements industriels, à l'occasion des demandes de branchements, sont admises dans le même réseau.

ART. 4. — DEFINITION DU BRANCHEMENT

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique :

- Un dispositif permettant le raccordement au réseau public.
- Une canalisation de branchement, située tant sous le domaine public que privé.
- Un ouvrage dit "regard de branchement" placé de préférence sur le domaine public, pour le contrôle et l'entretien du branchement, si la disposition du branchement le permet. Cet ouvrage doit être visible et accessible à tout moment.
- Un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble.

ART. 5. — MODALITES GENERALES D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

La collectivité fixera le nombre de branchements à installer par immeuble à raccorder.

Le Service d'Assainissement fixe le tracé, le diamètre, la pente de la canalisation ainsi que l'emplacement de l'éventuel regard de façade ou d'autres dispositifs notamment de pré-traitement, au vu de la demande de branchement.

Si, pour des raisons de convenance personnelle, le propriétaire de la construction à raccorder demande des modifications aux dispositions arrêtées par le Service d'Assainissement, celui-ci peut lui donner satisfaction, sous réserve que ces modifications lui paraissent compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

ART. 6. — DEVERSEMENTS INTERDITS

Quelle que soit la nature des eaux rejetées, et quelle que soit la nature du réseau d'assainissement, il est formellement interdit de déverser :

- les eaux de nappe phréatique ou de sources,
- le contenu des fosses fixes,
- l'effluent des fosses septiques,
- les ordures ménagères,
- les huiles usées,
- des liquides ou vapeurs corrosifs, des acides, des matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions,
- des composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés, notamment tous les carburants et lubrifiants,
- des vapeurs ou liquides d'une température supérieure à 30° C,
- et, d'une façon générale, tout corps solide ou non, susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement et, le cas échéant, de la station d'épuration, soit au personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement.

Le Service d'Assainissement peut être amené à effectuer chez tout usager du Service et à toute époque, tout prélèvement de contrôle qu'il estimerait utile, pour le bon fonctionnement du réseau.

Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis dans le présent règlement, les frais de contrôle et d'analyses occasionnés seront à la charge de l'usager.

sont règlement, d'atteinte à la sécurité, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 46 du présent règlement.

ART. 14. — REGIME DES EXTENSIONS REALISEES SUR L'INITIATIVE DES PARTICULIERS

Lorsque le Service d'Assainissement réalise des travaux d'extension à l'initiative de particuliers, ces derniers s'engagent à lui rembourser, à l'achèvement des travaux, la totalité du coût de ces travaux.

Dans le cas où les engagements de remboursement des dépenses sont faits conjointement par plusieurs usagers, le Service d'Assainissement détermine la répartition des dépenses entre les usagers en se conformant à l'accord spécial intervenu entre eux. Cet accord signé par les divers riverains sera remis au Service d'Assainissement préalablement à l'exécution des travaux.

A défaut d'accord spécial, la participation totale des usagers dans la dépense de premier établissement est partagée entre eux proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leurs branchements de l'origine de l'extension. Les travaux ne seront exécutés qu'après versement au Service d'Assainissement de toutes les parts ainsi calculées.

Pendant les 5 premières années suivant la mise en service d'une extension ainsi réalisée, un nouvel usager ne pourra être branché sur l'extension que moyennant le versement d'une somme égale à celle qu'il aurait payée lors de l'établissement de la canalisation diminuée de 1/5 par année de service de cette canalisation. Cette somme sera partagée entre les usagers déjà branchés, proportionnellement à leur participation ou à celle de leur prédécesseur.

Lorsque la démolition ou la transformation d'un immeuble entraînera la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants seront mis à la charge de la personne ou des personnes ayant déposé le permis de démolition ou de construire.

La suppression totale ou la transformation du branchements résultant de la démolition ou de la transformation de l'immeuble sera exécutée par le Service d'Assainissement.

ART. 16. — REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT

En application du décret n° 67-945 du 24 octobre 1967 et des textes d'application et de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, l'usager domestique raccordé ou soumis à l'obligation de raccordement à un réseau public d'évacuation de ses eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement.

Le taux de la redevance d'assainissement pour les eaux usées domestiques est fixé par l'assemblée délibérante.

ART. 17. — PARTICIPATION FINANCIERE DES IMMEUBLES NEUFS

Conformément à l'article L. 35.4 du Code de la Santé Publique, les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service des égouts auxquels ces immeubles doivent être raccordés sont astreints à verser une participation financière pour tenir compte de l'économie réalisée par eux, en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle.

Le montant ainsi que la date d'exigibilité de cette participation sont déterminés par l'assemblée délibérante.

CHAPITRE III

LES EAUX INDUSTRIELLES

ART. 18. — DEFINITION DES EAUX INDUSTRIELLES

Sont classées dans les eaux industrielles, tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique.

Leurs natures quantitatives et qualitatives sont précisées dans les conventions spéciales de déversement passées entre le Service d'Assainissement et l'établissement industriel désireux de se raccorder au réseau d'évacuation public. Toutefois, les établissements industriels dont les eaux peuvent être assimilées aux eaux usées domestiques et dont le rejet ne dépasse pas annuellement 1.000 m³, pourront être dispensés de conventions spéciales.

ART. 19. — CONDITIONS DE RACCORDEMENT POUR LE DEVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES

Le raccordement des établissements déversant des eaux industrielles au réseau public n'est pas obligatoire, conformément à l'article L.35.B du Code de la Santé Publique.

Toutefois, ceux-ci peuvent être autorisés à déverser leurs eaux industrielles au réseau public dans la mesure où ces déversements sont compatibles avec les conditions générales d'admissibilité des eaux industrielles.

ART. 20. — DEMANDE DE CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES

Les demandes de raccordement des établissements déversant des eaux industrielles se font sur un imprimé spécial, dont un modèle est annexé au présent règlement.

Toute modification de l'activité industrielle devra être signalée par l'Abonné au Service d'Assainissement et pourra faire l'objet d'une nouvelle demande de raccordement.

ART. 21. — CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS INDUSTRIELS

Les établissements consommateurs d'eau à des fins industrielles devront, s'ils en sont requis par le Service d'Assainissement, être pourvus d'au moins deux branchements distincts :

- un branchement d'eaux domestiques,
- un branchement d'eaux industrielles.

Chacun de ces branchements, ou le branchement commun, devra être pourvu d'un regard agréé pour y effectuer des prélèvements et des mesures, placé à la limite de sa propriété, de préférence sur le domaine public, pour être facilement accessible aux agents du Service d'Assainissement et à toute heure.

Un dispositif d'obturation accessible à tout moment aux agents du Service, permettant de séparer le réseau public de l'établissement industriel, peut, à l'initiative du Service être placé sur le branchement des eaux industrielles. Ce dispositif doit pouvoir être manipulé par le Service d'Assainissement pour obturer le branchement, dans le cas où des rejets interdits par les conventions spéciales de déversements seraient constatés, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 46 du présent règlement et dans les conditions prévues à l'article 47 de ce même règlement.

Les rejets d'eaux usées domestiques des établissements industriels sont soumis aux règles établies au chapitre II.

ses septiques mis hors service ou rendus inutilisables pour quelque cause que ce soit, sont vidangés et curés ; ils sont soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

ART. 33. — INDEPENDANCE DES RESEAUX INTERIEURS D'EAU POTABLE ET D'EAUX USEES

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit ; sont de même interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

ART. 34. — ETANCHEITE DES INSTALLATIONS ET PROTECTION CONTRE LE REFLUX DES EAUX

Conformément aux dispositions du Règlement Sanitaire Départemental, pour éviter le reflux des eaux usées et pluviales d'égout public dans les caves, sous-sols et cours, lors de leur élévation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondant au niveau fixé ci-dessus. De même, tous orifices sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation, doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression. Tout appareil d'évacuation situé à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve l'égout public doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées et pluviales.

Les frais d'installation, d'entretien et de réparation de ces dispositifs sont à la charge du propriétaire.

ART. 35. — POSE DE SIPHONS

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la normalisation en vigueur.

Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

ART. 36. — TOILETTES

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

CHAPITRE VI

CONTROLE DES RESEAUX PRIVES

ART. 43. — DISPOSITIONS GENERALES SUR LES RESEAUX PRIVES

Les articles 1 à 42 inclus du présent règlement sont applicables aux réseaux privés d'évacuation des eaux.

En outre, les conventions spéciales de déversement visées à l'article 18 préciseront certaines dispositions particulières.

ART. 44. — CONDITIONS D'INTEGRATION AU DOMAINE PUBLIC

Lorsque les installations susceptibles d'être intégrées au domaine public seront réalisées à l'initiative d'aménageurs privés, les aménageurs, au moyen de conventions conclues avec la Collectivité,

Toute les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, sont posées verticalement, et munies de tuyaux d'évents prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction. Les colonnes de chutes sont indépendantes totalement des canalisations d'eaux pluviales.

Lorsqu'un changement de direction ne peut être évité, le diamètre de la conduite de chute est à augmenter d'une unité (sans toutefois dépasser le diamètre de 150 mm pour les toilettes).

Pour une déviation peu importante, l'emploi de deux coudes de faible inclinaison est admis sans augmentation du diamètre.

Les déviations horizontales des tuyaux de chute ne seront tolérées que sur une longueur maximum de 2,50 m.

ART. 38. — BROYEURS D'EVIER

L'évacuation par les égouts des ordures ménagères même après broyage préalable est interdite.

ART. 39. — DESCENTE DES GOUTTIERES

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.

Au cas où elles se trouvent à l'intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment.

ART. 40. — CAS PARTICULIERS D'UN SYSTEME UNITAIRE OU PSEUDO-SEPARATIF

Dans le cas d'un réseau public, dont le système est unitaire ou pseudo-séparatif, la réunion des eaux usées et de tout ou partie des eaux pluviales est réalisée sur la parcelle privée en dehors de la construction à desservir et de préférence dans le regard, dit "regard de façade" pour permettre tout contrôle au Service d'Assainissement.

ART. 41. — SURVEILLANCE, REPARATIONS ET RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS INTERIEURES

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures sont à la charge totale du propriétaire de la construction à desservir par le réseau public d'évacuation.

ART. 42. — MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS INTERIEURES

Le Service d'Assainissement a le droit de vérifier, avant tout raccordement au réseau public, que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des défauts sont constatés par le Service d'Assainissement, le propriétaire doit y remédier à ses frais.

transféreront à celle-ci la maîtrise d'ouvrage correspondante en lui versant, en temps voulu, les fonds nécessaires.

ART. 45. — CONTROLE DES RESEAUX PRIVES

Le Service d'Assainissement se réserve le droit de contrôler la conformité d'exécution des réseaux privés par rapport aux règles de l'art, ainsi que celle des branchements définis dans le présent règlement.

Dans le cas où des désordres seraient constatés par le Service d'Assainissement, la mise en conformité sera effectuée à la charge de l'assemblée des co-propriétaires.

ANNEXE 2

Exemple de convention pour le déversement d'effluents autres que domestiques dans le réseau d'assainissement

CONVENTION DE RACCORDEMENT

DES EFFLUENTS DE

.....

AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE LA VILLE DE

.....

ET A LA STATION D'EPURATION DE

.....

CONVENTION

ENTRE

La Ville de représentée par son Maire, M., dûment habilité par délibération du Conseil Municipal n° en date du
Le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple, dont le siège est à , représenté par son Président, M.

(ou et)

ci-après dénommé "LA COLLECTIVITE"

d'une part,

ET

....., dont le siège social est à , représentée par son établissement de dont le Directeur (ou Président) est M., ci-après dénommé "L'INDUSTRIEL"

d'autre part

PARTIE INTERVENANTE

LA COLLECTIVITE accepte de recevoir dans son réseau d'assainissement, puis de traiter dans sa station d'épuration, les effluents en provenance de L'INDUSTRIEL.

Cette convention ne dispense pas L'INDUSTRIEL de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur un réseau public (règlement sanitaire départemental ou communal) ;
- des installations classées "environnement" actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité.

2.2 Admissibilité des rejets

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- graisse < 150 mg/l
- température maximale de l'effluent 30 °C
- les rejets seront exempts d'éléments toxiques, d'hydrocarbures et de dérivés hallogénés, de composés cycliques, de tout élément qui contribuerait à favoriser la manifestation d'odeurs, de saveurs ou de colorations anormales.

2.3 Prétraitement

Les eaux usées de l'INDUSTRIEL subiront un prétraitement comprenant :

DESCRIPTION DU DISPOSITIF INSTALLE

	oui	non
- dessablage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- dégrillage de cm	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- tamisage de mm	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- dégraissage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- rectification du pH	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- homogénéisation et régulation du débit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- détoxication	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- autres équipements (préciser) :		

2.5 Flux journalier

- L'INDUSTRIEL s'engage à respecter les valeurs précisées dans la colonne (3) du tableau suivant :

- LA COLLECTIVITE s'engage à accepter puis traiter les effluents respectant les valeurs précisées dans la colonne (3) du tableau suivant :

- *Tableau 2 -*

(1) Caractéristiques des effluents	(2) Unités	(3) Effluent industriel	(4) Capacité de la station d'épuration	(5) Part en pourcentage de l'effluent industriel dans la stations communale (3/4) %
Débit journalier	m3/j			%
Débit de pointe	m3/h			%
DCO eau brute	kg/j			%
DBO eau brute	kg/j			%
MES eau brute	kg/j			%
MA eau brute	kg/j			%
MP eau brute	kg/j			%
Autres (préciser)				

ARTICLE 4 - CLAUSES FINANCIERES

4.1 Cas d'un industriel minoritaire en pollution

4.2 Cas d'un industriel majoritaire en pollution

4.2.1 Charges d'investissement

4.2.1.1 Le réseau d'assainissement

Participation de l'industriel aux charges d'investissement du réseau.

4.2.1.2 La station d'épuration

Participation de l'industriel aux charges d'investissement de la station d'épuration.

4.2.2 Charges d'exploitation

4.2.2.1 Le réseau d'assainissement

Participation de l'industriel aux charges d'exploitation du réseau E.U dans lequel transitent ses effluents.

4.2.2.2 La station d'épuration

Participation de l'industriel aux charges d'exploitation de la station d'épuration gérée par la COLLECTIVITE.

5.3 Durée, révision et dénonciation

La présente convention est conclue pour une durée de ans à compter de la date de la signature. Elle est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes de 3 ans, sauf dénonciation.

La dénonciation de la convention devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties douze mois avant l'échéance, sous réserve de l'appurement de la participation éventuelle de l'industriel aux charges d'investissement.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas :

- de manquement grave aux obligations de l'une ou l'autre des parties ;
- de cessation de l'activité de l'INDUSTRIEL

Toute modification significative de la structure d'assainissement (réseau ou station d'épuration) entraînera la révision de la convention.

Fait à, le

L'INDUSTRIEL

LA COLLECTIVITE

PARTIE INTERVENANTE

(Faire précéder la signature de la mention "lu et approuvé")

ANNEXE 3

Exemple de courrier type pour assurer la déconnexion des gouttières ou autres



CENTRE RÉGIONAL DU LANGUEDOC-ROUSSILLON

SECTEUR DE PERPIGNAN

Mr MARTINEZ Michel
8 Avenue des Campagnes

66680 CANOHES

N. REF. PM/EG - 96/014

interlocuteur :

Tél. :

V. REF.

Perpignan, le 28 Novembre 1996

Objet : Rejet eaux de toitures dans réseau d'assainissement.

Monsieur,

L'étude diagnostic du réseau d'assainissement, demandée par la municipalité de CANOHES, a permis de constater par test à la fumée, que vos eaux de toitures se déversent dans le collecteur d'eaux usées de la rue.

Cette pratique étant formellement interdite, nous vous demandons de bien vouloir modifier votre installation, afin de supprimer ce rejet proscrit par l'article 42 du Règlement Sanitaire Départemental.

Un agent de nos services viendra contrôler la mise en conformité de votre installation dans un délai d'un mois.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Chef de Service.

ANNEXE 4

*Exemple de convention pour la mise en conformité et l'entretien de
dispositifs d'assainissement individuel*

CONVENTION POUR LA MISE EN CONFORMITE ET L'ENTRETIEN DE DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

Entre :

Demeurant à
Désigné ci-après par l'appellation « de propriétaire »

Et :

La Commune de
Représentée par son maire
Désignée ci après par l'appellation « la collectivité »

Il a été convenu ce qui suit :

M. déclare être seul propriétaire ou avoir qualité pour représenter les
propriétaires de la propriété ci désignée :

Adresse : Commune de
N° rue

Désignation cadastrale :
Section :
Lieu dit :
Parcelle(s) n° :

Le propriétaire demande à la collectivité de mettre en conformité ou de réaliser un dispositif
d'assainissement autonome et d'assurer l'entretien suivant les conditions du contrat qui suit.

Article 1 : MAITRISE D'OUVRAGE DES TRAVAUX – AUTORISATION D'ACCES – PROPRIETE

Le propriétaire confie la réalisation des travaux d'assainissement de la propriété désignée ci-dessus à la collectivité. Pour ce faire, il autorise l'accès de sa propriété aux maîtres d'œuvre et aux entreprises désignées par la collectivité.

La collectivité contractera toutes assurances utiles, notamment en matière de responsabilité civile, pour assurer sa mission. Elle assurera l'ensemble des recours qui pourraient s'avérer nécessaires vis à vis des participants à l'opération (maître d'œuvre, entreprise) dans le cadre des obligations contractuelles de chacune des parties.

La collectivité s'engage à faire construire une installation conforme à la réglementation en vigueur. Après les travaux, la collectivité remettra l'installation au particulier en toute propriété.

Article 2 : EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux seront effectués par une entreprise qualifiée, choisie par la collectivité, suivant un programme préétabli, pour causer le minimum de gêne au particulier chez lequel lesdits travaux doivent être effectués.

Article 3 : FONCTIONNEMENT ET MODIFICATION DES INSTALLATIONS

Le propriétaire s'oblige tant pour lui même que pour un locataire éventuel, à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation des ouvrages, en particulier à ne rejeter que des eaux usées domestiques (lessives, cuisines, toilettes, urines, matières fécales...) à l'exclusion notamment des eaux pluviales et à n'entreprendre aucune opération de construction, d'usage ou d'exploitation, qui soit susceptible d'endommager ces ouvrages.

Toute modification des installations devra faire l'objet, au préalable, d'un accord écrit de la collectivité.

Article 4 : PARTICIPATION FINANCIERE AUX TRAVAUX

Le coût des travaux est estimé à F.

Compte tenu des aides financières dont bénéficie la collectivité (et celle qu'elle met elle même en place) pour la réalisation des travaux, l'investissement restant à la charge du propriétaire est de : F, (ou %, soit : F).

Article 5 : ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

Afin d'assurer le bon fonctionnement et la pérennité des installations, le propriétaire s'engage à autoriser la collectivité à procéder une fois par an à un examen des conditions de fonctionnement de l'installation et à faire réaliser la vidange de la fosse toutes eaux chaque fois que cela paraîtra nécessaire. Un document écrit sera remis à l'occupant de l'immeuble, précisant si l'état de fonctionnement et l'entretien de l'installation sont corrects, et si des anomalies sont constatées.

Le propriétaire sera informé personnellement du passage des agents chargés de la surveillance et de l'entretien.

Si l'occupant de l'immeuble constate un mauvais fonctionnement des installations, il en avisera aussitôt la collectivité qui prendra les mesures d'entretien nécessaires.

Si les anomalies observées sont dues à une dégradation des ouvrages du fait de l'occupant de l'immeuble ou à une mauvaise utilisation (voir article n°3),

(variante 1) le syndicat y remédiera aux frais du propriétaire.

(variante 2) il appartiendra au propriétaire d'y remédier, à charge pour lui de se retourner contre le locataire éventuel.

Les prestations de la collectivité se limitent à ces opérations.

Article 6 : FRAIS D'EXPLOITATION - REDEVANCE

En contrepartie, le propriétaire s'engage à payer une redevance annuelle fixée pour l'année 199_ à -- - F.

Cette somme sera révisée chaque année par application de la formule suivante :

Article 7 : REFUS DES TRAVAUX D'ENTRETIEN

Dans la mesure où le propriétaire refuserait de faire réaliser les opérations d'entretien par la collectivité, le propriétaire s'engage à rembourser les frais d'installation qui s'élèvent à la somme de F, déduction faite de la préparation versée au titre de l'article 4.

Article 8 : DUREE DU CONTRAT

La présente convention prend effet à la date de ce jour et est conclue pour une durée de 10 ans. Elle pourra être renouvelée par tacite reconduction par périodes successives de 5 ans.

Article 9 : ENREGISTREMENT DE LA CONVENTION

La présente convention est soumise au timbre et à l'enregistrement.

Fait à le

Vu et approuvé,

Le propriétaire

Vu et approuvé,

Le représentant de la collectivité

ANNEXE 5

Exemple de courrier type dans l'éventualité du respect des obligations de la commune en matière de mise en place du contrôle de l'assainissement autonome, selon le plan de zonage établi et approuvé par délibération.

Madame, Monsieur

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992, article 35 III impose aux communes de délimiter :

- les zones d'assainissement collectif ou elles sont tenues d'assurer la collecte et le traitement des eaux usées domestiques.
- les zones relevant de l'assainissement non collectif ou elle sont tenues, afin de protéger la salubrité publique d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement individuels.

Pour définir ce zonage la commune de _____ a confié au bureau d'études GAEA Environnement, le soin de réaliser un diagnostic complet des assainissements situés sur le territoire communal.

Cette étude est pratiquement arrivée à son terme. D'après celle ci, votre habitation est située dans la zone définie en assainissement non collectif.

D'après l'arrêté du 6 mai 1996 relatif a l'assainissement non collectif :

1°/ les prescriptions générales applicables à l'ensemble des dispositifs d'assainissement non collectif, précisent que leurs caractéristiques techniques et leur dimensionnement doivent être adaptés aux caractéristiques de l'immeuble et du lieu, notamment en fonction de la nature du sol. (arrêté du 6 mai 1996 section 1 article 2)

2°/ d'après les prescriptions particulières les systèmes mis en œuvre doivent permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères et comporter :

- a) un dispositif de pré-traitement (fosses toutes eaux)
- b) des dispositifs assurant :
 - soit à la fois l'épuration et l'évacuation par le sol (tranchées infiltration, lit ...)
 - soit l'épuration des effluents avant rejet vers le milieu (lit filtrants drainés)

(arrêté du 6 mai 1996 section 2 article 8).

3°/ l'arrêté du 3 mars 1982 modifié fixant les règles de construction et d'installation des fosses septiques et appareils utilisés en matière d'assainissement autonome des bâtiments d'habitation est abrogé. (arrêté du 6 mai 1996 section 4 article 17).

Compte tenu des nouvelles dispositions et des éléments fournis par le bureau d'études GAEA, il semblerait que votre installation ne soit plus conforme avec la réglementation actuelle.

Toutefois si vous souhaitez vous mettre en conformité, la commune pourrait vous faire bénéficier de subvention de la part de l'Agence de l'eau et du Conseil Général, pour réhabiliter votre installation. Ces subventions peuvent atteindre 80% du montant TTC des travaux.

La date du dépôt des dossiers est fixée par les financeurs au 31 décembre 2000. Je vous invite donc à prendre contact avec la Mairie le plus rapidement possible si vous êtes intéressés par les aides proposées.

Je tiens à vous préciser qu'en application de l'article L :2224-9 du code général des collectivités territoriales, l'ensemble des prestations obligatoires relatives à l'assainissement collectif et non collectif doit être assuré sur l'ensemble du territoire au plus tard le 31 décembre 2005. (circulaire du 22 mai 1997).

Je vous prie de croire Madame Monsieur à l'expression de mes meilleurs sentiments.